

Le Recrutement de l'Armée permanente sous l'Ancien Régime

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mercredi 1^{er} Décembre 1920, à 2 heures 1/2

PAR

R. DE SARS

Président : M. E. CHENON, Professeur.

*Suffragants { MM. PAUL FOURNIER, Professeur.
MEYNIAL, Professeur.*



PARIS

ROUSSEAU & C^{IE}. Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le Recrutement de l'Armée permanente sous l'Ancien Régime

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mercredi 1^{er} Décembre 1920, à 2 heures 1/2

PAR

R. DE SARS



Président : M. E. CHENON, *Professeur.*
Suffragants } MM. PAUL FOURNIER, *Professeur.*
 MEYNIAL, *Professeur.*



PARIS

ROUSSEAU & C^{IE}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1920



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551604_0046

BIBLIOGRAPHIE

ACTES OFFICIELS

Recueil des Ordonnances militaires au Ministère de la Guerre.

Ordonnances des Rois de France de la 3^e race, Paris, 1723-1847.

Isambert. — Recueil des anciennes lois françaises, Paris, 1826-1829.

OUVRAGES ANCIENS

Histoire de Charles VII, par Jean Chartier, Jacques Le Bouvier, dit Berry, Mathieu de Coussy et autres, mise en lumière par Godefroy, Paris, 1661.

OEuvres du Seigneur de Brantôme, publiés par Lalande, Paris, 1864.

Montluc. — Commentaires publiés par la Société historique, Paris, 1864.

Mémoires du maréchal de Fleuranges, dit le Jeune Adventureux, publiés par Goubaux et Lemoisne, Paris, 1913.

Recueil des Cahiers généraux aux Etats d'Orléans, Blois et Paris, Paris, 1789.

Théophraste Renaudot. — Recueil de toutes les Nouvelles, Paris, 1637.

Recueil des Arrests, Remontrances et Lettres des Parlemens, depuis les Mouvements commencés le 6^e janvier dernier jusqu'à la Pacification d'iceux, Paris, 1649.

Journal de ma Vie, Mémoires du maréchal de Bassompierre, publiés par le marquis de Chantérac, Paris, 1870.

Marquis de Dangeau. — Journal, Paris, 1854.

Correspondance de Louis XV et du maréchal de Noailles, publiée par Camille Rousset, Paris, 1869.

Maréchal de Saxe. — Mes rêveries ou mémoires sur l'Art de la guerre, Dresde, 1757.

Marquis de Valfons. — Souvenirs, publiés par son petit-neveu, Paris, s. d.

Comte de Saint-Germain. — Mémoires, Amsterdam, 1779.

Prince de Montbarey. — Mémoires autographes, Paris, 1826.

Marquis de Bouillé. — Mémoires, Paris, 1802.

Mercier. — Tableau de Paris, Amsterdam, 1788.

Roussel et Montendre. — Etats militaires, diverses dates.

Daniel. — Histoire de la Milice française, Paris, 1722.

OUVRAGES MODERNES

- Boutaric.** — Institutions militaires de la France avant les armées permanentes, Paris, 1862.
- Susane.** — Histoire de l'ancienne infanterie française, Paris, 1849-1883.
- Audouin.** — Histoire de l'Administration de la Guerre, Paris, 1811.
- Adrien Pascal.** — Histoire de l'Armée et de tous les régiments, Paris, 1847-1858.
- Recherches sur les forces de l'armée française (attribué à Grimoard), Paris, 1806.
- Babeau.** — La vie militaire sous l'ancien régime, Paris, 1889-1890.
- Vicomte d'Avenel.** — Richelieu et la Monarchie absolue, Paris, 1887.
- Camille Rousset.** — Histoire de Louvois, Paris, 1862-1863.
- Comte Pajol.** — Les Guerres sous Louis XV, Paris, 1881.
- Mouillard.** — Les régiments sous Louis XV, Paris, 1882.
- Dussauge.** — Le Ministère de Belle-Isle, Paris, 1914.
- De Coynard.** — Le chevalier de Folard, Paris, 1914.
- Albert Duruy.** — L'Armée royale en 1789, Paris, 1888.
- Hennebert.** — Nos soldats, Paris, s. d.
- D'Arbois de Jubainville.** — L'Administration des Intendants, d'après les Archives de l'Aube, Paris, 1880.
-

INTRODUCTION

Pendant toute la durée du moyen âge, l'organisation militaire était en principe basée sur les liens féodaux. Chaque vassal devait à son suzerain le service d'*ost*, c'est-à-dire de guerre, pendant un certain temps, généralement quarante jours par an. Il devait venir à l'armée avec ses écuyers et ses hommes d'armes. L'ensemble de ces vassaux et de leurs hommes formait une armée plus ou moins considérable, suivant le nombre des convocations lancées par le roi.

Tel fut le fonds de l'armée royale jusqu'à la guerre de Cent ans. Mais d'autres éléments apparurent bientôt à côté des feudataires. Les roturiers, eux aussi, devaient le service militaire aux seigneurs justiciers, dant ils étaient les sujets. Lorsqu'elles se furent établies, les communes eurent des milices composées de bourgeois et des hommes libres qui les habitaient. Ces milices étaient convoquées, non plus par les seigneurs, mais par les magistrats municipaux, qui les conduisaient également au combat.

Les obligations militaires des communes étaient essentiellement variables, suivant les chartes qui leur avaient été accordées : les unes devaient faire marcher leurs hommes à toute convocation du roi, d'autres,

dans certaines limites ou seulement pour une guerre générale ; parfois enfin, ces milices pouvaient sortir de la province à condition de recevoir une solde.

Les rois avaient au début fort peu de pouvoir effectif, mais un très grand avantage dont ils surent profiter ; ils ne dépendaient de personne, tandis que tout le monde dépendait d'eux, tout au moins en théorie. C'est en s'appuyant sur ce droit qu'ils convoquaient aux armes tous les Français, nobles ou roturiers, pour la défense du sol national. Le plus célèbre exemple de cette sorte de levée en masse est celle qui eut lieu à l'occasion de la bataille de Bouvines, où combattirent côte à côte les plus grands seigneurs et les milices communales.

Enfin, on trouve, dès le début des temps capétiens, un troisième élément dans les troupes royales, un élément qui devait par la suite éclipser les deux autres et les remplacer : les troupes soldées, formées à l'origine d'aventuriers raccolés de toutes parts et qui se vendaient au plus offrant. Il y avait beaucoup d'étrangers parmi eux ; d'où le nom de Brabançons, sous lequel ils étaient fréquemment désignés, ainsi que sous ceux de Cotereaux et de Routiers. Ils firent parfois d'épouvantables désordres, et il était fort difficile de s'en débarrasser, lorsqu'on n'avait plus besoin de leurs services.

Parmi ces troupes soldées, quelques-unes, mieux disciplinées, devaient fournir une brillante carrière :

ce sont les gens d'armes des Compagnies d'ordonnance qui existaient du temps de Philippe le Long.

La convocation de l'arrière-ban, c'est-à-dire de tous les vassaux du roi, se fit de façon assez régulière jusqu'au ^{xvii}^e siècle. Louis XI s'en servit plusieurs fois. La cavalerie qu'il fournissait était encore assez bonne sous François I^{er}, mais dégénérée complètement sous Henri II. Après avoir convoqué l'arrière-ban au début de la guerre de Trente ans, Richelieu déclara dans son testament « qu'il ne faut pas se servir de cette milice, qui ne sert qu'à gâter les autres et à ruiner le païs ».

Louis XIV ne suivit pas cet excellent conseil, et le 17 avril 1674, il convoca pour deux mois la moitié de la noblesse des provinces situées à moins de cent lieues des frontières. Il la plaça sous les ordres d'un maréchal de France, Créqui. Mais elle ne rendit aucun service et se fit surtout remarquer par son indiscipline. En apprenant le licenciement de l'arrière-ban, son chef écrivit à Le Tellier : «... C'est un corps incapable d'action et plus propre à susciter des désordres qu'à remédier à des accidents » (1).

Ce fut là l'oraison funèbre de l'arrière-ban, qui avait connu de si glorieuses journées à Bouvines et à Mons-en-Puelle. Ce service finit par être commué en un impôt, comme Philippe le Bel avait d'ailleurs commencé à le faire. Il y eut cependant encore quelques

(1) ROUSSET, *Histoire de Louvois*, t. II, p. 101.

convocations partielles de l'arrière-ban pour la défense des côtes. La dernière eut lieu en 1757 en Aunis.

Les raisons de cette décadence sont toutes naturelles : depuis l'institution des troupes réglées, toute la noblesse y briguaît à l'envi les places d'officiers, « et par conséquent, les autres, qui restoient chez eux, à parler en général, n'étoient pas des gens de cœur, ni qui se piquoient fort d'honneur, ni d'acquérir de la gloire ».

Ils n'avaient d'ailleurs aucune instruction militaire, ni aucune habitude de la discipline. Le temps était passé des armées du moyen âge. Toute la force du pays résidait dans les troupes réglées, l'armée permanente dont nous allons voir la naissance laborieuse, puis le développement glorieux.

PREMIÈRE PARTIE

Les Origines

CHAPITRE PREMIER

Les Etats d'Orléans

Lorsque Charles VII monta sur le trône, presque toutes les forces militaires du royaume avaient disparu au milieu des catastrophes qui marquaient la fin du règne de Charles VI ; « il n'étoit redevable du peu de troupes qu'il avoit qu'à la bonne volonté de quelques Seigneurs, et surtout des peuples d'au-delà de la Loire » (1).

Lorsque l'œuvre de libération entreprise par Jeanne d'Arc fut en bonne voie, le roi Charles VII convoqua les Etats généraux à Orléans, et « furent là proposées de la part de tous ceux du royaume là estans, quantité de belles choses, bien hautement et sagement, en démontrant les désolations, maux, pilleries et meurtres, rébellions, roberies, ravissemens et rançonnemens qui estoient perpétrés, et faits sous ombre de la

(1) DANIEL, *Histoire de la Milice française*, t. I, p. 207.

guerre ; et aussi les hauts biens, les joyes et les plaisirs qui viennent et sont par les païs où la Paix est » (1).

Le roi était bien convaincu des bienfaits de la paix ; à la suite de longues discussions, des plénipotentiaires furent envoyés à Saint-Omer pour négocier avec les Anglais.

Il profita de la réunion des Etats généraux pour leur communiquer le projet d'une milice permanente entretenue par une taxe également permanente et leur annoncer son intention de concentrer les troupes dans les places frontières lorsque la paix serait rétablie. Ces propositions furent adoptées par les Etats, qui reconnurent ainsi au roi le droit de lever les troupes et celui de percevoir la taille, droits consacrés par l'ordonnance d'Orléans, en date du 2 novembre 1439.

« Premièrement, pour ce que grande multitude se sont mis sur de leur autorité et ont assemblé grand nombre de gens d'armes et de traict sans congé et licence du roy, dont grands maux et inconveniens sont advenus, le roy voulant bon ordre et discipline estre mis au faict de la guerre, et retraindre telles voyes, a ordonné que certain nombre de capitaines de gens d'armes et de traict sera ordonné pour la conduite de la guerre, lesquels capitaines seront nommez et esleuz par le roy, prudens et sages gens, et à chacun

(1) ANONYME, dans l'Histoire de Charles VII, mise en lumière par Godefroy, p. 406.

capitaine sera baillé un certain nombre de gens qui par luy seront esleuz de faict ou office de capitaines de gens d'armes et de guerre....

« *Item*, et seront par les capitaines des gens d'armes tenant les champs, pris et esleuz par leurs capitaines ou autres gens qui par le roy seront à ce ordonnez, gens d'armes et de traict, et autres gens de guerre des plus notables, suffisans et mieux habiles, desquels et de leur gouvernement leur capitaine sera tenu respondre....

« *Item*, Défend le roy à tous, sur peine d'encourir crime de lèze-majesté, c'est à sçavoir sur peine d'estre dépouillé, déboutté et privé à toujours lui et sa postérité de tous honneurs d'offices publics et des droits et prérogatives de noblesse, et de confiscation de corps et de biens, que aucun de quelque estat qu'il soit, ne soit ni osé ne si hardi de lever, conduire, mener et recevoir, et ne lève, conduise, mesne et ne recoive compagnie de gens d'armes ne de traict ne d'autres gens de guerre, sinon que ce soit de congé, licence et consentement et ordonnance du roy, et par ses lettres patentes.....

« *Item*, Et pour ce que plusieurs mettent tailles sus en leurs terres, sans l'autorité et congé du roy, pour leur volonté ou autrement, dont le peuple est moult opprimé, le roy prohibe et défend à tous, sur lesdites peines de confiscation de biens, que seul, de quelque estat, qualité ou condition qu'il soit, ne mette ou impose aide ou tribut sur ses sujets ou autres, pour quelque

cause ou couleur que ce soit, sans que ce soit de l'autorité ou congé du roy, et par ses lettres patentes ; et déclare le roy dès à 'présent le lieu où seigneurie où telles tailles et seront mises sus sans autorité ou congé, comme confisquees envers lui ».

Tels sont les articles principaux de cette ordonnance ; ces règles formelles une fois posées, le roi faisait divers points de discipline intérieure : défense « qu'aucun des dits capitaines ne traye ou reçoive en sa compagnie les gens d'autres capitaines sans son consentement et sur lesdites peines », ni d'avoir « aucun homme, outre le nombre qui lui sera accordé » (1).

C'est sur ces bases que Charles VII créa l'armée permanente.

(1) ISAMBERT, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. IX, p. 59 et suiv.

CHAPITRE II

Les Compagnies d'ordonnance

I

En 1445, le Roi réunit à Châlons un grand conseil auquel prirent part le Dauphin, le Roi de Sicile, le duc de Calabre son fils, le connétable de Richemont, les comtes de Clermont, de Saint-Paul et de Dunois, « et avec eux encore grand nombre de conseillers, tant ecclésiastiques comme séculiers ». Ils discutèrent longuement le projet royal, élevant surtout deux objections, la difficulté de se débarrasser des troupes alors sur pied, — ils se rappelaient trop bien des Grandes compagnies, — et la difficulté de trouver de l'argent pour l'entretien de troupes permanentes.

A la suite de ces discussions, des pourparlers furent engagés avec lesdites troupes, presque de puissance à puissance : «... furent chargez aucuns d'iceux Seigneurs de par le Roy, de parler secretement à aucuns des principaux qui avoient la conduite des gens de guerre, dont la plus grande partie estoient aux susdits Seigneurs afin de sçavoir leur intention sur les cas dessusdits, et aussy afin qu'ils persuadent leurs compagnons à condescendre au bon plaisir du Roy et de son grand Conseil ; lesquels capitaines firent auxdits Seigneurs assez courtoise réponse, et bien y avoit

raison ; car on leur avoit promis qu'ils seroient des mieux et premiers pourvus... Finalement, par meure et grande délibération ils conclurent tous ensemble avec le Roy, de luy ayder et de s'employer à mettre cette besongne à exécution, et de leur entretenir de tout leur pouvoir... »

Cette difficile négociation achevée et menée à bonne fin, le Roi nomma quinze capitaines, et les chargea avec pleins pouvoirs du recrutement de leur compagnie ; « et enjoignit à ces chefs et officiers de ne prendre avec eux que des gens dont ils fussent bien seurs, et dont ils peussent rendre compte..... Il leur fut baillé par escrit les lieux où ils devoient aller, et ce qu'ils avoient à faire. Bref, en ensuivant cet ordre ainsi estably, après qu'iceux capitaines se fussent fournis de ce qu'il leur falloit de gens, et qu'ils eussent choisiz de tout leur pouvoir entre toutes leurs compagnies les gens les plus experts et les mieux habillés, jusques à leur nombre limité, il fut..... ordonné que les autres se retirassent hastivement et sans delay » (1).

Les cavaliers des ordonnances furent donc d'abord recrutés parmi tous les hommes alors sous les armes. Les capitaines en prirent les meilleurs et en firent des hommes disciplinés, qui, dit Henri Baude, « vivoient sans aucune pillerie ; les peuples les y vouloient bien et les aimoient » (2).

(1) MATHIEU DE COUSSY, *Histoire de Charles VII*, p. 544 et 555.

(2) BAUDE, *Eloge de Charles VII, à la suite de la Chronique de Jean Chartier*, t. III, p. 134.

II

Composées chacune de cent lances, ces compagnies tenaient garnison par détachements dans les principales villes du royaume. Chaque lance garnie comprenait un homme d'armes, trois archers, un coustilier et un page ou varlet, soit six hommes. L'effectif de la compagnie d'ordonnance était donc en général de six cents hommes. Leur nombre et l'effectif de ces compagnies varia d'ailleurs plusieurs fois au cours des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles.

Les capitaines étaient tenus de maintenir leurs compagnies à effectif complet, « et quand il défailloit quelqu'un d'eux par mort ou autrement, aussitost un autre étoit mis et substitué en son lieu » (1).

Il se faisait par an quatre monstres ou revues de ces compagnies, deux générales, en armes, souvent présidées par un maréchal de France, et deux particulières « en robe » passées par un inspecteur. Ces revues étaient faites pour vérifier si les compagnies étaient bien au complet. Si les capitaines « mettoient de leurs serviteurs es rooles des monstre sur ce faictes, lesdits capitaines en estoient pugniz et cassés de leur charge ».

Les gens d'armes étaient en général gentilshommes. Par suite de cette institution l'armée cesse d'être féodale et devient réellement royale. Comme le fait très

(1) MATHIEU DE COUSSY, *op. cit.*, p. 546.

justement observer le père Daniel, « les feudataires n'amenoient plus leurs vassaux au service, excepté certains cas extraordinaires où l'on convoquoit l'arrière-ban. Ainsi l'usage des bannières et pennons cessa ; et en même temps les grandes distinctions des bannerets et autres chevaliers, auxquels les jeunes seigneurs et gentilshommes ne s'attachoient plus comme auparavant, parce que la qualité de banneret et de chevalier ne donnoit plus de commandement. La noblesse s'enrôloit dans les compagnies d'ordonnance, et les capitaines prenoient plus volontiers cette qualité. Ils s'en firent plus d'honneur que de celle de chevalier, parce qu'elle marquoit le commandement qu'ils avaient dans les troupes » (1).

De plus, de nombreux gentilshommes sollicitèrent et obtinrent la faveur de servir en qualité de volontaires, sans solde, « sur l'espérance, dit Mathieu de Coussy, de parvenir à leur rang et d'y être enrôlez, quand le cas adviendrait, et encore leur falloit-il souvent rechercher par grands moyens et notables recommandations d'y être admis » (2).

Le nombre de ces volontaires était si élevé qu'à en croire le maréchal de Fleuranges, la compagnie de Robert de la Marck, son père, étoit, en passant par Lyon pour se rendre en Italie, de « douze cens chevaux de compte fait ; et y avoit tels cinquante hommes

(1) DANIEL, t. I, p. 215.

(2) *Loc. cit.*, p. 546.

d'armes en ladite bande, qui estoient suffisans pour mener cinquante hommes d'armes aux champs » (1).

L'ordonnance du 30 janvier 1454 accorda aux nobles qui viendraient au service du roi en temps de guerre avec le même équipage que les gens d'armes, la même solde qu'à ceux-ci, soit 15 francs par mois (2). C'était là s'assurer une sorte de réserve qui doublait et triplait la force de la gendarmerie.

Les places d'archer elles-mêmes étaient convoitées par des gentilshommes comme un marchepied pour devenir homme d'armes : le 27 février 1474, par exemple, un certain Jacques de Housseaux, écuyer, signa avec Petit-Jean Perrenet, archer de l'ordonnance, un contrat échangeant des terres contre sa place d'archer (3). Ce fait ne resta probablement pas isolé.

Le maréchal de Montluc commença sa carrière comme archer dans la compagnie de M. de Lescat, « ce qu'on estimoit beaucoup en ce temps-là, ajoute-t-il; car il se trouva que de grands seigneurs estoient aux compagnies, deux ou trois en place d'archier. Depuis tout s'est abastardi. Ainsi tout s'en va à l'envers, sans que ceux qui vivent puissent espérer de voir les choses en meilleur estat » (4).

(1) DANIEL, *loc. cit.*, t. II, p. 212.

(2) ISAMBERT, t. IX, p. 271.

(3) *Archives nationales*, 1571, n° 42.

(4) MONTLUC, *Commentaires publiés par la Société historique*, t. I, p. 42.

L'ordonnance de 1549 confirma qu'il fallait être de race noble pour entrer dans les compagnies d'ordonnance, et avoir de dix-sept à vingt ans pour être gendarme et de quinze à dix-sept pour être archer. Mais, en même temps, elle interdit aux capitaines d'« enrroller deux, trois, quatre personnes en une place, tant d'hommes d'armes que d'archers » ; il ne devait plus y avoir désormais qu'un homme « en une place » (1).

III

Les cahiers de doléances établis par les trois Ordres pour les Etats-Généraux de Blois, s'occupèrent tout naturellement du recrutement de la gendarmerie, qui formait à elle seule presque toute la cavalerie française. Chose extraordinaire, les trois Ordres se rencontrèrent pour demander que la gendarmerie fût recrutée dans la noblesse, au moins en majeure partie, et que nul ne devînt gendarme avant d'avoir été archer.

Le clergé demandait en outre que nul ne devînt archer avant d'avoir été « soldat faisant la faction de la guerre en une compagnie de gens de pied », et, de plus, « pour enflammer toujours le cœur de ceux qui sont bien nés d'embrasser la vertu, qui est le fondement de la noblesse, que ceux qui ne seroient d'extrac-tion noble, ayant été soldats trois ans, faisant leur devoir, pourroient, avec l'attestation de leurs capitaines,

(1) ISAMBERT, *loc. cit.*, t. XIII, p. 129-133.

touchant leur probité et leur vaillance, entrer en place d'archer, en laquelle ayant demeurés, et fait devoir d'homme de bien par l'espace de deux ans, pourroient obtenir une place de gendarme, où, étant entrés par les degrés susdits et ayant servi par l'espace de quinze ans... acquièrent la qualité de noble » (1).

La noblesse préférerait se voir réserver les places de gendarmes et ne voir « enrôlés et reçus que gentilshommes de noms et d'armes, et de la province du chef, si faire se peut; aussi ne pourra estre gendarme, qu'il n'ait été archer ou cheveu-léger vingt ans continuels » (2).

Le tiers état n'admettait à côté des gentilshommes que « ceux qui aient été soldats et soient expérimentés au faict des armes,... ayant néanmoins quelque moyen honnête pour s'entretenir, autre que celui de la solde... »; il demandait aussi que les places vacantes dans les ordonnances fussent données à « des gens d'honneur, de vertu et d'expérience »; et non aux domestiques ou valets des capitaines, pour cette raison fort juste que le roi sera mieux servi ainsi « que par gens qui n'ayant que leurs armes, pillent nécessairement en temps de troubles » (3).

D'accord avec la majeure partie de ces doléances,

(1) Recueil des cahiers généraux des Etats d'Orléans, Blois et Paris, t. II, p. 72.

(2) *Id.*, p. 144.

(3) *Id.*, p. 285-286.

l'ordonnance de Blois (mai 1579) établit une fois de plus que tout archer devait être extrait « de noble race » (art. 289). De plus, elle décida que « la quatrième partie de la gendarmerie tiendra garnison trois mois l'année; et y seront les compagnies entières et complètes... » (art. 293) (1).

Aux seconds états de Blois, le clergé et la noblesse demandèrent que les capitaines fassent « leurs compagnies en la province où ils résident », de façon à ce qu'ils puissent les mettre sur pied plus rapidement en cas de besoin (2).

Il est probable que ces doléances restèrent lettre morte. La France était déchirée par les guerres de religion, et Henri III n'avait plus la force d'imposer sa volonté.

IV

On peut d'ailleurs arrêter ici l'histoire des compagnies d'ordonnance, dont l'époque glorieuse était passée. Jusque-là, elle avait formé la presque totalité de la cavalerie. Il ne devait plus en être de même au siècle suivant, où nous verrons apparaître la cavalerie légère et les dragons, ancêtres de la cavalerie moderne.

En 1660, Louis XIV cassa toutes les compagnies de gendarmerie, à l'exclusion de celles dont le roi et les princes étaient capitaines. Il ne subsista que la compagnie écossaise et les deux compagnies de gendarmes

(1) ISAMBERT, *loc. cit.*, t. XIV, p. 445.

(2) Recueil des cahiers généraux, t. III, p. 57 et 152.

et de cheveau-légers d'Orléans. Par des créations successives, Louis XIV porta l'effectif de ce corps, dit gendarmerie de France, à dix compagnies de gendarmes et sept de cheveau-légers, qui, après certaines modifications, furent supprimées en 1762 et 1787.

La gendarmerie du xviii^e siècle n'avait pas l'aspect de celle du xvi^e siècle. Elle était composée de gentils-hommes qui désiraient servir, d'anciens officiers et de vieux soldats de cavalerie.

Le lieutenant et l'enseigne étaient chargés du recrutement. Ils ne devaient accepter que des hommes d'honnête caractère, de bonnes mœurs et d'une situation de fortune convenable. Aucune prime n'était payée à ceux qui entraient dans ce corps. Les gendarmes se retiraient au bout de vingt ans de services avec le rang et la retraite de sous-lieutenant.

Les officiers de gendarmerie payaient leurs charges fort cher : Louis XIV avait taxé la charge de capitaine-lieutenant à 180,000 livres pour la compagnie écossaise, la plus ancienne, qui s'honorait d'être la seule survivant des quinze compagnies créées par Charles VII, et à 125, 135 et 150,000 livres pour les autres; quant à la sous-lieutenance, elle coûtait 100,000 livres dans les compagnies de gendarmes, 95,000 dans les compagnies de cheveau-légers. Ce qui faisait dire au prince Ferdinand de Brunswick, après la bataille de Crevelt, où la gendarmerie avait déployé la plus brillante valeur et subi de fortes pertes :

« Quand votre roi a besoin d'un million, il fait charger sa gendarmerie, et au train dont ils vont au feu, il est sûr de le gagner ».

La haute noblesse se disputait les charges de la gendarmerie. Parmi les capitaines-lieutenants des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, on trouve les futurs maréchaux d'Estampes, de Schonberg, de Rochefort, de Marcin, de Broglie, de Mailly, de Castries, de Montmorency, et des La Rochefoucauld, des Beauvau, des Roquelaure. Douze capitaines de gendarmerie furent tués à l'ennemi de 1660 à 1715.

Le duc de Choiseul supprima en 1762 les compagnies de cheval-légers, et en 1787, M. de Brienne licencia les dix compagnies de gendarmerie, comme trop coûteuses, malgré leurs brillants services.

CHAPITRE III

Les Francs-Archers

I

Charles VII s'était ainsi donné une cavalerie fort belle et fort nombreuse pour l'époque. Quelques années plus tard, il créa les francs-archers.

Leur destinée fut moins brillante que celle des compagnies d'ordonnance. Ils devinrent promptement un sujet de raillerie, avant de tomber à Guinegate sous les coups des Impériaux.

Les francs-archers étaient une sorte de milice. Alors que les compagnies d'ordonnance formaient une troupe permanente, tenant garnison dans les principales villes, ils ne devaient marcher qu'en temps de guerre et n'étaient tenus le reste du temps qu'à « tirer de l'arc et aller en leur habillement les jours de feste ». On devine le résultat que put donner une instruction militaire comprise de la sorte.....

L'ordonnance de Montil-lès-Tours, en date de 1448, s'exprime ainsi en ce qui concerne leur institution :

« Ordonnons qu'en chacune Paroisse de nostre Royaume y aura ung archer qui sera et se tiendra continuellement en habillement suffisant et convenable de salade, dague, espée, jacque ou hugne de brigan-

dine, et seront appelez les francs-archers ; lesquels seront esleus et choisis par nos eslus en chaque élection, les plus droitz et aisez pour le faict et exercice de l'arc qui se pourront trouver en chacune paroisse, sans avoir égard ne faveur à la richesse ne aux requestes que l'on pourroit sur ce faire..... et leur ferons payer quatre francs pour homme pour chaquun mois, pour le temps qu'ils nous servirons. Ordonnons qu'ils et chacun d'eux soient francs et quittes, et iceux exemp-tions de toutes tailles et autres charges quelconques, qui seront sus par de Nous en nostre Royaume; tant de fait et entretenement de nos Gens d'armes, de Guet, de Garde et Poste, que de toutes autres Subventions quelconques, excepté du faict des Aydes, ordonuez pour la Guerre et Gabelle de Sel » (1).

C'est de cette exemption que vient le nom de francs-archers.

Les Mémoires de cette époque sont très sobres de détails sur l'institution des francs-archers. Faut-il y voir une marque du mépris général pour cette « pié-taille ? » Est-ce à cause du peu de services qu'elle rendit ? Je ne sais, mais ni Jean Chartier, ni Mathieu de Coucy n'en disent mot. Berry seul fait allusion à leur existence, mais sans commentaires.

Les instructions arrêtées dans le Conseil du Roi comme appendice à cette ordonnance sont heureuse-

(1) ISAMBERT, *loc. cit.*, t. IX, p. 170.

ment assez détaillées sur la façon dont s'opéra leur recrutement.

Les élus devront d'abord voir « par les papiers de l'élection le nombre de paroisses qui sont audit pays et cognoistront par iceulx papiers les plus ou moins puissans et escripront en ung feuillet de papier l'assiette desditz archers par les paroisses ». Ceci fait, « ils mettront ung archer en chacune paroisse, ainsi que raisonnablement elle pourra supporter, à leur discrétion ». Toute latitude leur était ainsi laissée ; il leur était seulement recommandé de ne pas surcharger les paroisses pauvres et d'avoir égard à l'assiette de la taille.

Une fois le nombre d'archers fixé et la répartition faite, restait à les nommer. Pour cela, les élus devront se transporter dans toutes les paroisses, « parleront aux habitans d'icelles et sçauront et enquerront, lequel d'entre eulx sera le plus habile et propre pour se aider d'arc et d'arbalestre... ». Cet habile homme trouvé, l'élu devra lui annoncer immédiatement sa nomination et les faveurs dont il sera l'objet : solde, exemption de taille, etc

L'élu ne devra pas choisir un pauvre, disposition très logique, puisque le franc-archer doit s'entretenir lui-même et qu'on peut supposer que les quatre francs de solde que lui alloue le Roi ne suffiront pas à son équipement. Cependant, si le meilleur archer de la commune se trouve être très pauvre et « qu'il n'eust de

quoy se mettre sus de habillemens dessusdiz », l'écu devra demander aux autres habitants de se cotiser, pour lui payer un équipement qui restera leur propriété et qu'ils pourront faire passer à son successeur.

Les élus, enfin, devront dresser une liste de tous les francs-archers de leur ressort, de façon à pouvoir facilement les réunir, les mobiliser, dirions-nous aujourd'hui : « Les commissaires et esleuz, dit l'article dernier des instructions, seront tenuz de faire registre desdiz francs-archers, de leurs noms et surnoms, afin que quand le Roy se voudra desdiz francs-archers, il le puisse franchement avoir et recouvrer, par le papier desdiz esleuz, en leur escripvant et envoyant le double devers le Roy » (1).

D'après l'ordonnance précitée de Montil-lès-Tours, il devait également être « fait registre en la Cour » des francs-archers nommés. Ceux-ci devaient de plus prêter serment « par devers les esleuz de bien et loyaument nous servir envers et contre tous, » et il leur était interdit de « servir aucun en faict de guerre, ne audit habillement, sans nostre ordonnance ».

De temps en temps, les commissaires du roi passaient des *monstres* des francs-archers, pour juger de leur instruction militaire.

Il ne semble pas d'ailleurs que les élus aient toujours rempli très exactement leurs fonctions et fermé l'oreille

(1) ISAMBERT, *loc. cit.*, t. IX, p. 171-173.

« aux requestes », si l'on en croit l'ordonnance du 30 avril 1459 sur la constitution de l'assiette des tailles. Un assez grand nombre de plaintes étaient parvenues à Charles VII sur les agissements des élus. Il leur ordonne « que pour tous lesdits soit égallé le faict desdits esleuz selon le nombre des feux et la faculté et puissance de chaque paroisse, en manière que l'une ne soit plus chargée que l'autre », sans « qu'il leur soit besoin d'avoir autre commission ou mandement, ores ne on temps à venir que cette présente nostre ordonnance » (1).

Les francs-archers aidèrent à l'expulsion définitive des Anglais. Après avoir fort honorablement figuré à Formigny et à Castillon, ils rentrèrent dans leurs foyers et y restèrent jusqu'au règne de Louis XI.

II

Ce prince tenait à avoir une bonne infanterie. Il se rendait compte des services qu'elle pourrait lui rendre, soutenue par une solide artillerie, contre une cavalerie pesante et bardée de fer. Il s'appliqua à améliorer celle que lui avait légué son père.

Une ordonnance sans date, mais qui semble de 1469, divisa les francs-archers en quatre corps fort chacun de huit compagnies de 500 hommes soit un effectif total de 16,000 francs-archers. Chacun de ces corps devait avoir à sa tête un capitaine-général.

(1) *Id.*, p. 359.

Il est peut-être intéressant de rappeler que les quatre premiers capitaines-généraux furent Aymar de Puysieux, dit Cadorat, bailli de Mantes ; Pierre Aubert, seigneur de la Grasse, bailli de Melun ; Pierre Comberel, seigneur de l'Isle, et Ruffec de Balzac, sénéchal de Beaucaire.

Le capitaine-général était capitaine d'une des compagnies placées sous ses ordres ; chacune des autres compagnies était commandée par un capitaine particulier : « Et pour lever lesditz seize mille francs-archers, l'on a départi le royaume en quatre parties pour à chacun desdits capitaines bailler ung quartier comme il s'ensuit... » La première partie comprenait la Normandie, le Maine et Mortain, les bailliages de Mantes, Chartres, Etampes et Dourdan, les comtés de Dreux, du Dunois et de Blois, les terres au delà de la Somme et l'Oise, le comté d'Eu et le Vimeu ; la seconde se composait de la Champagne, des comtés de Rethel et de Marle, du duché de Valois, de la prévôté de Paris, des bailliages de Montargis, Melun et Sens ; la troisième était formée du Berry, de la Sologne, du Bourbonnais, du Forey, du Beaujolais, du Lyonnais, de l'Auvergne, de la Marche, des comtés de Comminges et de Perdrillac ; la quatrième enfin, du Poitou, de l'Anjou, de la Touraine, du Limousin, de la Saintonge, de l'Aunis, de l'Angoumois, du Périgord, du Quercy, du Loudunois, de la Guyenne, de la Bigorre, etc... » (1).

(1) DANIEL, *loc. cit.*, t. I, p. 245-246.

L'ordonnance du 12 janvier 1474, considérant les « grans et aucuns innumérables maux, dommages, pilleries, concussions, exactions, qui ont esté par cy devant et encore sont chacun jour fais commiz et perpétréz en diverses manières au faict et entretainement de nos francs-archers... » défendit aux capitaines-généraux et particuliers « que, pour nouvelle réception et mutation d'un franc-archer, ils ne preignent ou fussent prendre aucunes choses, et qu'ils ne baillent aucune commission pour mettre sus aucune somme de deniers sur nos sujets pour le faict desdits francs-archers ».

D'autre part, le roi révoquait et annulait tous les droits que les capitaines percevaient plus ou moins indûment à l'occasion des nominations de francs-archers, les impôts qu'ils pouvaient avoir établis de leur propre autorité sur les sujets du roi, etc.

Il leur interdisait également de vendre aux communes les armes nécessaires pour l'équipement des francs-archers, voulge, hoqueton et pique et, lorsqu'ils devaient partir en guerre, une charrette pour quinze hommes destinée à porter leur équipement (1).

Il semble que le recrutement par les élus ne donna pas tout ce qu'on en attendait, car l'ordonnance du 30 mars 1495, rendue sur « complaints et remontrances, tant par les capitaines-généraux et plusieurs

(1) ISAMBERT, t. X, p. 700-701.

particuliers que de la part desdits francs-archers », chargea les capitaines-généraux de leur recrutement. Lorsqu'une vacance se produisait dans les compagnies placées sous leurs ordres, ils devaient désigner une personne habile pour la combler, de préférence un habitant de la même paroisse ou tout au moins de la même élection en s'aidant du rôle des élus pour savoir « quantes paroisses il y aura en leurs élections, chacun en son regard, et les feux taillables au vray et contribuables ».

Les francs-archers étaient tenus de se rendre en personne aux convocations qui leur étaient adressées par les capitaines-généraux, « s'ils ne sont en nécessité de maladie » ; s'ils manquaient à ce devoir sans raison valable, ils étaient « pugniz par leurs capitaines » et perdaient leurs privilèges, traitements, exemptions de tailles, etc. ; ils étaient de plus rayés à tout jamais de la liste des francs-archers.

La durée de leur service était illimitée. Ils n'étaient libérés que par « impotence, mutilation et meschef à eulx advenu en expédition de guerre, ou par vieillesse ». Après leur retraite, ils continuaient à jouir de l'exemption de la taille (1).

Certains grands feudataires obtinrent que leurs tenanciers ne seraient pas soumis à cette obligation militaire ; Boutaric cite une exemption accordée en avril 1474 au vicomte de Turenne (2).

(1) ISAMBERT, t. X, p. 710-711.

(2) *Institutions militaires de la France*, p. 363.

De même, certaines villes obtinrent de semblables exemptions : dans des lettres du 4 avril 1483, adressées aux élus de Tours et aux autres « justiciers » de cette ville, Louis XI leur reproche d'avoir « envoyé une commission auxdits habitants d'icelle ville d'Amboise de lever sur eulx et sur ceulx des faubours d'icelle ville ladite taille desdits francs-archers ou l'équivalent d'icelle, jaçoit ce que par nosdites lettres d'exemption et d'affranchissement nous en aïons exemptés et exceptés les habitants de ladite ville ». Charles VIII confirma ces exemptions en septembre 1483 (1).

Tel était dans ses grandes lignes, le mode de recrutement des francs-archers. Peu entraînés, ils ne rendirent que fort peu de services.

Cependant, cette organisation était, dit le colonel Susane, « tout à fait remarquable. Rien n'y manquait que des hommes capables de répondre à des vues si élevées. Mais les francs-archers étaient toujours des francs-archers, des rustres stupides et terrifiés à l'aspect d'un gendarme, des vilains qui ne pouvaient perdre de vue le clocher natal ; en un mot, comme dit Brantôme, « ce n'estoit la plupart que marauts, bélietres, mal armez, mal complexionnez, fainéants, pilleurs et mangeurs de peuples » (2).

Aussi les francs-archers étaient-ils un perpétuel objet de risée. Les gens d'armes des ordonnances les appe-

(1) PASTORET, *Ordonnances des rois de France*, t. XIX, p. 149.

(2) *Histoire de l'ancienne infanterie française*, t. I, p. 58-59.

laient *taupins*, *francs-taupins*, *ribauds*, *pétauds*, etc. Ils chantaient sur eux des couplets satiriques, dont le fameux *Monologue du franc-archer de Bagnolet*, œuvre de Villon.

Leur piteuse conduite à Guinegate (1479) justifia la piètre estime en laquelle on les tenait et excita la colère de Louis XI, qui les licencia l'année suivante.

III

Ils devaient reparaître dans la suite à plusieurs reprises. Charles VIII essaya, lui aussi, d'avoir une infanterie nationale. Le 5 décembre 1485, il écrivit au bailli de Caen une lettre où il lui montrait la nécessité d'avoir une infanterie, « attendu que gens à cheval ne peuvent aisément faire grand exploit sans gens à pié ». Il lui enjoignait de réunir les élus de sa juridiction et quelques personnages de qualité, chevaliers et écuyers, « cognoissans et experts en telles choses, pour avoir leur avis, et ensuite de convoquer des habitants d'icelle vostre-jurisdiction en nombre suffisant, et avecque eux vous enquerrez et informerez comment et en quelle manière, et à la moindre foule et charge du peuple que faire se pourra, la chose susdite se pourroit faire et conduire » (1).

La même lettre fut envoyée aux baillis de Troyes, du Cotentin et du Vermandois. Celui de Caen proposa

(1) PASTORET, *loc. cit.*, t. XII, p. 614.

une organisation se rapprochant assez de celle des francs-archers : les habitants des paroisses choisiraient un homme de pied par cinquante-cinq feux, l'armeraient et l'équiperaient à leurs frais. Il serait payé soixante sous par mois lorsqu'il servirait et serait exempt de taille (1).

D'après le Père Daniel, ce projet ne fut pas mis à exécution. Cependant Molinet signale que quatre cents francs-archers périrent en 1489 au siège de Nantes (2).

D'autre part, il se fit le 1^{er} juillet 1522 une montre de deux cents francs-archers faisant partie de deux mille formant la garnison de Fontarabie, sous les ordres du capitaine-général Chabot, chevalier (3).

Faut-il croire que les francs-archers ne furent jamais formellement supprimés ? Il semble qu'on en levait lorsque le besoin s'en faisait sentir. D'ailleurs, les légions organisées par François 1^{er} ne devaient être, nous le verrons, qu'une reproduction de l'institution des francs-archers.

Ils furent la première ébauche, combien imparfaite, de la glorieuse infanterie française. Leurs descendants, instruits, disciplinés, devaient faire le tour du monde et se couvrir d'une gloire immortelle. Comme le dit La Noue, « depuis on a vu comme par l'exercitation ils se sont façonnés, de sorte que si on représentoit un de ces

(1) GODEFROY, *Charles VIII*, p. 502.

(2) DANIEL, *loc. cit.*, t. I, p. 251.

(3) *Archives nationales*, K. 82, n° 16.

anciens francs-taupins, équipé comme ils estoient alors, en présence de ces vieux et braves régiments de notre infanterie moderne, qui est celui, s'il n'avoit la mort entre les dents, qui ne se peust garder de rire. Et cependant, les uns et les autres ont été recueillis en même champ, la France les ayant tous produits ».

CHAPITRE IV

Les bandes

I

Le roi Louis XI avait le plus grand désir d'avoir une infanterie nationale. Lorsqu'il eut cassé les francs-archers, il revint au système des mercenaires.

Pour entretenir sa nouvelle infanterie, il institua la taille des 50,000 hommes de pied : chaque paroisse dut payer quatre livres dix sols par franc-archer supprimé. C'était, en quelque sorte, le rachat du service militaire des francs-archers.

A l'aide de ces fonds, il leva 6,000 Suisses et 10,000 hommes d'infanterie française, recrutés par enrôlement volontaire. Il réunit ces troupes au camp du Pont-de-l'Arche. Les Suisses qui avaient la réputation d'être la première infanterie du monde, servirent d'instructeurs aux fantassins français (1480).

La majeure partie de ces volontaires était formée d'aventuriers, de soldats de métier se vendant au plus offrant. Un certain nombre de francs-archers y prirent aussi du service, ainsi que des Allemands, des Génois, etc.

Louis XI laissa à son successeur une infanterie

fortement constituée et très disciplinée, grâce à l'impitoyable Tristan. Son successeur y ajouta des lansquenets allemands.

II

Cette infanterie était divisée en *bandes*. La bande, ou compagnie, était un tout complet et indépendant, d'effectif variable, commandé par un capitaine. Celui-ci en était le propriétaire : il recevait la mission de la former et de l'entretenir moyennant une certaine somme d'argent par homme présent dans les rangs.

M. d'Avenel trace un tableau exact de ce qu'était le recrutement des troupes avant les réformes de Choiseul :

« Comme il (le roi) ne peut traiter séparément avec chacun d'eux, il passe des marchés avec des entrepreneurs, qui s'obligent à fournir un certain nombre d'hommes, habillés, équipés, armés. Ce marché se nomme une *commission* ; celui qui a commission de lever ces hommes... en est le chef, et prend la qualité de capitaine... S'il s'agit de cinq cents, de mille hommes..., l'entrepreneur s'appelle mestre de camp... ; il passe des sous-marchés avec des amis, à qui il donne le droit de commander les compagnies qu'ils auront formés sous le titre de capitaine... » (1).

Les régiments ne devaient faire leur apparition qu'en 1569, comme nous le verrons plus loin.

(1) D'AVENEL, *L'administration provinciale sous Richelieu*, t. III, p. 6.

Brantôme ne fait pas une peinture très flatteuse de l'infanterie française au début du xvi^e siècle : il y avait, à la vérité, dit-il, « de bons hommes, mais la plupart gens de sac et de corde, méchans garnemens échappiez de la justice, et surtout force marquez de la fleur de lys sur l'espaule, essorillez, et qui cachoient leur oreille à dire vray, par longs cheveux hérissés, barbes horribles ; tant pour cette raison que pour se montrer effroyables à leurs ennemis » (1).

C'est au cours des guerres d'Italie que l'infanterie commença « à se façonner ». Lorsque les Suisses refusèrent de monter à l'assaut de Gênes (1507), le roi Louis XII, « d'autant qu'il avoit besoin d'Infanterie plus que de Gendarmerie, bailla la charge à plusieurs Capitaines et braves Gentilshommes françois de bonne Maison, comme aux seigneurs de Maugiron, de Vandenesse, d'Espic, de la Crote, de Bayard... » (2).

Ces gentilshommes eurent d'ailleurs des compagnies superbes : Bayard, toujours modeste, n'en accepta qu'une de cinq cents hommes, alors que le roi lui en avait offert mille ; M. de Mollard en eut une de deux mille, et le comte de Saint-Pol en devait recevoir une de cinq mille en 1521. Ajoutons qu'en 1523, toutes les compagnies d'infanterie furent réduites à trois cents hommes, « qui feust la première fois que jâmais l'on avoit réduit les compagnies à ce nombre », dit Montluc.

(1) Discours sur les Colonels, *Œuvres*, t. V, p. 302.

(2) *Ibid.*, p. 309.

Ce fut à ses yeux une mesure désastreuse pour les finances, « parce que tant de Lieutenans, Enseignes, Sergeans et autres Officiers emportent beaucoup de payes ; qu'aussy le commandement d'un bon nombre appelle les Gentilshommes de Maison à ces charges, lesquels à présent les dédaignent, voyant tant de capitaineaux auxquels on voit donner ces charges, sans avoir jamais donné coup d'épée... » (1).

La présence à leur tête de tant d'illustres chefs rehaussa les gens de pied à leurs propres yeux. Ils virent que l'on commençait à faire cas de leurs services, que leur heure était venue, et ils montrèrent la plus brillante valeur en remportant les victoires d'Agnadel et de Ravenne. Désormais, l'on vit les cadets de familles nobles et de jeunes bourgeois « prendre la pique » et briguer le commandement d'une compagnie ou une enseigne, côte à côte avec les officiers de fortune, si nombreux en ce temps-là.

« Et ce que j'admire autant en ces fantassins, s'écrie Brantôme enthousiasmé devant les promesses de la jeune infanterie, c'est que vous verrez les jeunes gens sortis des villages, de la labueur, des boutiques, des escoles, des pallais, des postes, des forges, des escuries, des laquays, et de plusieurs autres lieux pareilz bas et petitiz ; ils n'ont pas plus tost demeurez parmy cette infanterie quelques temps que vous les voyez aussitost

(1) Commentaires, t. I, p. 63-64.

faitz, aguerriz, façonnez, que, de rien qu'ilz estoient, viennent à estre capitaines et esgauz aux gentilzhommes, ayant leur honneur en recommandation autant que les plus nobles, à faire des actes aussi vertueux et nobles que les plus grands gentilzhommes. Voyez quelle obligation ils ont aux armes qui les poussent ainsi ! Car, nous autres gentilzhommes, nous sommes poussez par double subject à faire de beaux actes : l'un pour la noblesse que nous avons extraicte de nos ancêtres..., et l'autre pour les armes qui nous sont nées ; au lieu que nos soldats les recherchent d'eux-mêmes et les savent si bien entretenir, que de petitiz ils deviennent très grands » (1).

III

Hélas ! il y avait loin de ces vaillants soldats aux
Advanturiers de guerre
Tirez de là les Monts

« Et ainsi que tels les trouverez vous mesmes dans les vieux romans du roy Louis XII et du roy François I, au commencement et peintz et représentez et habillez, plus à la pendarde vrayement, comme l'on disoit de ce temps, qu'à la propreté ; portans des chemises à longues et grandes manches, comme Boèmes de jadis ou Mores, qui leur duroient vestues plus de deux ou trois mois sans changer, ainsy que j'ay ouy dire à anciens ; mons-

(1) *Loc. cit.*, t. V, p. 367-368.

trans leurs poitrines velues, pelues et toutes descouvertes, les chausses plus bigarrées, découppées, déchiquettées et balaffrées, usant de ces motz; et à la plupart monstroient la chair de la cuisse, voyre des fesses. D'autres plus propres avoient des taffetas si grand' quantité qu'ils le doubloient, et appeloient chausses bouffantes; mais il falloit que la plupart monstrassent la jambe nue, une ou deux, et portoient leurs bas-de-chausses pendus à la sainture... » (1).

Qu'étaient ces aventuriers? Brantôme semble dire que c'est un des noms sous lesquels on désignait les soldats: « D'autres, dit-il, les appelaient aventuriers ». Le père Daniel est d'avis qu'il s'agit là des compagnies de vagabonds ou de gens sans aveu levées au moment d'une guerre par des gentilshommes ou anciens officiers sans commissions royales; elles recevaient généralement des « étapes », ou frais de route, pour la traversée du royaume et se débrouillaient comme elles pouvaient une fois qu'elles étaient en pays ennemi. Mais, habituées au pillage, elles faisaient partout d'effroyables dégâts et rappelaient en quelque sorte les grandes compagnies de sinistre mémoire.

Aussi l'autorité royale était-elle impitoyable pour les désordres causés par « plusieurs qui se renomment capitaines de compagnie... qui toutefois ne le sont point, mais au contraire prennent ce titre pour cou-

(1) *Loc. cit.*, p. 302-303.

virer plus aisément leurs pilleries, foules et oppresseurs qu'ils font au pauvre peuple ». L'ordonnance du 25 septembre 1523 prescrivit de « détrousser, tuer, saccager, tailler et mettre en pièces lesdits aventuriers, capitaines, lieutenans, sergens de bandes, qui seront pillards et mangeans sur le bonhomme », déclarant ennemis de l'Etat ces « gens vagabonds, oiseux, perdus, méchans, flagitieux, abandonnez à tous vices, larrons, meurtriers, raptours et violeurs de femmes et de filles, blasphémateurs et renieurs de Dieu, cruels, inhumains, immiséricordieux, qui font de vice vertu et sont précipitez en l'abisme de tous maux » (1).

Ces prescriptions devaient être confirmées par les ordonnances des 26 mai 1537 et 3 octobre 1544 (2).

Quoiqu'il en soit, il y a lieu de distinguer les vieilles bandes, permanentes, et qui, en temps de paix, tenaient garnison dans les places, des bandes formées au moment des guerres et qui étaient généralement cassées à la paix. Comme le fait remarquer Boutaric, « un des grands vices de l'enrôlement volontaire, vice qui se reproduit à chaque instant dans notre histoire, c'était la difficulté, lorsque éclatait une guerre de faire passer promptement les troupes du pied de paix au pied de guerre, difficulté d'autant plus grande que l'on n'entretenait pendant la paix que le nombre de soldats rigoureusement indispensable pour la défense des

(1) ISAMBERT, *loc. cit.*, t. XII, p. 216-221.

(2) *Id.*, p. 535-540 et 883.

places... La certitude d'être licencié à la paix détournait du service un grand nombre d'hommes qui auraient embrassé volontiers la carrière des armes si elle leur eût assuré une situation honorable » (1).

IV

L'ordonnance du 15 janvier 1508 trace quelques règles pour le recrutement des gens de pied. Elle recommande aux capitaines de n'enrôler que « tous bons compagnons de guerre et qui soyent pour bien servir ledit Seigneur ».

Ils ne devront bailler « aucunes charges ou commissions à gens quelque'ils soyent pour lever lesdites compagnies ou les conduire qu'ils ne soyent gens de bien et dont ils répondent s'ils faisoient aucuns abus et pilleries ». Enfin, ils ne devront pas lever plus de compagnies que le nombre fixé par leur commission, prescription que renouvellent les ordonnances de 1544 et 1549.

Lorsque la compagnie sera complète, les commissaires du roi en « passeront la monstre » ; ils examineront les recrues et vérifieront les effectifs. Ce n'est qu'après cette formalité que les nouveaux engagés seront véritablement soldats.

Avant de présenter leurs hommes aux commissaires, les capitaines devront prêter serment « qu'ils ne feront

(1) *Loc. cit.*, p. 334.

point de fausses monstres et qu'ils ne présenteront personnages qu'ils ne sachent véritablement avoir servy, et estre pour servir pour le tems que seront payez » (1).

Le prix de l'engagement n'était alors que de deux ou trois livres qu'on remettait au soldat au moment où il s'enrôlait (2), et la durée en était illimitée. Les enrôlements ne se faisaient qu'à une des quatre monstres annuelles.

Le serment prêté par les capitaines avait pour but d'éviter un des abus qu'il fut le plus difficile de déraciner, celui des *passé-volants*.

V

Si un des hommes de la compagnie manquait, pour une cause ou pour une autre, maladie, désertion, mort, c'était un bénéfice net pour les capitaines. Aussi certains officiers embauchaient pour la monstre des malandrins quelconques, leur donnaient quelques sols et leur mettaient une pique dans la main. Ainsi ils présentaient aux commissaires une compagnie au complet.

Ce fut un des abus les plus difficiles à déraciner, et il fallut la rude main de Louvois pour supprimer à jamais les *passé-volants*.

Il est juste de faire observer que le métier des armes avait un dur revers : les capitaines étaient tenus, pour la

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. VIII, n° 90.

(2) AUDOIN, *Histoire de l'administration de la guerre*, p. 31.

somme fixée, de maintenir leurs compagnies au complet. Au plus fort des guerres, il était souvent coûteux de lever des hommes, et nous verrons des officiers ruinés par cette obligation au lendemain de combats sanglants. De plus, les capitaines couraient risque d'être cassés si leurs compagnies n'étaient pas complètes. Il était donc à peu près admis qu'un officier s'indemnisât en entretenant quelques hommes de moins.

Les capitaines en faute en étaient quittes pour les porter morts à la première affaire. Mais cette façon de procéder n'allait pas sans de graves inconvénients au point de vue militaire, sans parler du tort fait au trésor royal : les généraux ne connaissaient jamais l'effectif exact des troupes qu'ils avaient sous leurs ordres, puisque un certain nombre de compagnies pouvaient n'être pas complètes.

Aussi l'autorité militaire était-elle sans pitié pour les passe-volants. L'ordonnance du 26 mai 1527 les condamna à être « pendus et étranglés par la gorge », quant au capitaine coupable, il sera cassé et « gravement puny » (1).

Le maréchal de la Vielleville, pour s'entourer de toutes les garanties possibles, « ordonna que, selon les rôles que retiendroient devant eux les commissaires et contrôleurs des guerres, la monstre faicte, les soldats seroient appelés par leur nom et surnom,

(1) *Ord. milit.*, t. VIII, n° 109.

passeroient devers eux et seroient payés en leur présence ».

L'ordonnance du 12 août 1523 interdit aux trésoriers de France de payer la solde en dehors des monstres. Trois semaines ou un mois après ces revues, les commissaires devront envoyer en double au Chancelier de France les rôles des Compagnies qu'ils auront passées en revue; ces rôles renfermeront les noms des soldats et indiqueront les « lieux de leurs demeures et de quelle élection ils sont ».

Un de ces rôles devra être envoyé au Contrôleur général des guerres, et de là à la Chambre des Comptes (1).

Toutes ces précautions n'étaient pas sans faire protester les intéressés. Brantôme cite la réclamation faite un jour à Henri II par le capitaine Montmas en ces termes : « Sire, vos commissaires et contrerolleurs des guerres, en faisant ma monstre, me sont venuz contre-roller ma compagnie, et crient que je ne l'ai pas complete, et ne me veulent passer que ceux de la monstre; je vous prie croire, Sire, que je serois bien marry de vous desrober d'un seul sou; mais l'argent qu'il me faudroit donner à plusieurs, je le donne à moins de soldatz; lesquelz j'appoincte de ce que je donneroies aux autres; aussy les scay-je bien appoincter et choisir si bien, qu'avec le petit nombre que j'ay,

(1) *Id.*, t. VIII, n° 407.

je battray toujours et defferay un'autre compagnie, quelque complete qu'elle soyt » (1).

Bien que ce raisonnement fût logique et que la compagnie du capitaine Montmas fût fort belle, il est douteux que le roi ait approuvé cette façon de procéder qui rendait tout contrôle illusoire.

Un autre abus était assez usité à cette époque : certains capitaines ne trouvaient rien de mieux pour recruter leurs compagnies que d'y attirer les hommes des compagnies voisines, ce qui était évidemment un moyen simplifié et très pratique de les tenir au complet, et de plus, de se procurer des soldats tout exercés.

De très nombreuses ordonnances interdirent cette pratique. La première en date semble être celle du 20 janvier 1514, qui interdit aux hommes d'armes de changer de compagnie sans le consentement des deux capitaines (2).

Dans quelques cas exceptionnels, le roi autorisait des infractions à cette règle, par exemple pour permettre à des compagnies particulièrement éprouvées de se reconstituer rapidement. Brantôme rapporte qu'Henri III accorda à Salvoysin, un des meilleurs capitaines de ce temps, « une faveur peu ouïe, ni peu veue, car il luy donna permission de fayre et amasser sa compagnie dans l'armée de Brissac et y battre le

(1) *Œuvres*, t. V, p. 310.

(2) ISAMBERT, t. XII, p. 3.

tambour, comme s'il eust été dans les champs et villes, et congé à tous soldatz de s'y venir enrooller, sans encourir punition des autres capitaines, ny qu'ilz les en pussent empescher » (1).

Dans ce cas d'ailleurs, le capitaine qui avait été l'objet de cette faveur devait rembourser à ses collègues le prix que leur avait coûté les hommes qu'ils leur enlevait.

Les rois François I^{er} et Henri II étaient parvenus à avoir une excellente infanterie, qui tenait une place déjà assez importante dans leurs armées. A Marignan, l'armée de François I^{er} comprenait 1,500 hommes d'armes, 1,500 cheveu-légers, les pensionnaires et gentilshommes de la Maison du roi, 26,000 lansquenets, 10,000 aventuriers français et 10,000 archers gascons (2). La victoire de Cérisoles et la prise de Calais sont là pour affirmer la valeur de la jeune infanterie française.

Indiquons en passant que c'est également au xvi^e siècle qu'apparurent les premières troupes de cavalerie dite légère, c'est-à-dire n'appartenant pas à la gendarmerie, cheveu-légers, *stradiots* albanais, etc.

(1) *Loc. cit.*, t. IV. p. 106.

(2) *Mémoires du Maréchal de Fleuranges*, t. I, p. 173-174.

CHAPITRE V

Les Légions

I

Nous avons vu que les francs-archers n'avaient jamais été formellement supprimés. Aussi, lorsque François I^{er} voulut se créer une forte infanterie nationale, reprit-il tout naturellement cette institution. L'ordonnance du 25 juillet 1534 les rétablit sous le nom de légionnaires. Ce nom montre bien tous les souvenirs d'antiquité qui reparurent au xvi^e siècle.

Cette ordonnance crée sept légions, qui seront formées par la Normandie, la Bretagne, la Picardie, la Champagne et la Bourgogne, le Dauphiné, l'Auvergne et la Provence, une pour ces trois provinces, le Languedoc et la Guyenne, fortes chacune de 6,000 hommes. Il devait y avoir au total 42,000 arquebusiers, le reste étant piquiers ou arbalétriers (art. 4^{er}).

Les capitaines, lieutenants et autres officiers devront tous être originaires de la province qui formera la légion. Elle sera divisée en six compagnies dont l'un des capitaines sera colonel de la légion. Toutefois, le Roi pourra nommer à ce poste un autre officier, s'il le juge à propos (art. 3).

Les colonels et capitaines seront nommés par le Roi et nommeront eux-mêmes les autres officiers (art. 26).

Les officiers et gens de pied seront « francs et exempts de toute taille et tribut », jusqu'à concurrence de vingt sous, ce qui est un souvenir des privilèges des francs-archers. Les gentilshommes qui serviront dans les légions seront exemptés vis-à-vis du Roi « du devoir et service qu'ils seront tenus et obligez de luy faire à cause de leurs fiefs », c'est-à-dire des services de ban et arrière-ban (art. 4).

Les légions devront passer à la monstre deux fois par an. Les monstres se feront sur le rôle de la monstre précédente. Le commissaire fera défilér les légionnaires « sous l'enseigne » et les comptera un par un. Ensuite, il les appellera par leur nom, « pour voir si le nombre qu'il aura compté... sera semblable à celui qui aura été appelé sur ledit roolle ». Le nom de chaque légionnaire sera suivi de l'indication de la localité qu'il habite, pour qu'on puisse facilement le retrouver.

Les gens de pied recevront à cette occasion une somme de quarante sols tournois pour les indemniser de leur déplacement (art. 20, 21 et s.).

Les officiers toucheront des appointements fixes et devront n'avoir qu'un valet, lequel sera pendu s'il s'avise de passer à la monstre aux lieu et place d'un légionnaire (art. 24).

Les officiers et gens de pied devront prêter le ser-

ment « de bien et loyaument servir le Roy envers et contre tous, sans nulle exception, en tous lieux et tous endroits, où il plaira audit Seigneur, et de faire entièrement tout ce qui leur sera commandé » (art. 25).

Malgré le nom, il n'y a nulle analogie avec les légions romaines, qui étaient des troupes permanentes et mixtes (infanterie et cavalerie). Les légions de François I^{er} furent des espèces de milices formées uniquement d'infanterie.

Ce fut une autre réminiscence romaine que l'institution d'une récompense spéciale pour les légionnaires qui se seront distingués, un anneau d'or que les colonels et capitaines étaient autorisés à leur remettre et qu'ils avaient le droit de porter au doigt (art. 56).

Ce n'était d'ailleurs pas la seule récompense prévue pour les légionnaires méritants : le titulaire de l'anneau d'or pouvait être nommé « ès états et offices qui sont en la légion, de degré en degré, jusque à estre lieutenant... », et alors il était anobli (même art.) (1).

Cette institution échoua complètement et ne dura que quelques années. Il semble pourtant que François I^{er} avait apporté tous ses soins à la formation des cadres des légions. « Les chefs et capitaines des légions de Normandie et de Picardie étaient tous de fort bonne maison, dit la Noue, ... parce que l'expérience nous a fait connaître que ce qui abâtardi notre infanterie est

(1) ISAMBERT, t. XII, p. 390 à 400.

que les Nobles s'en sont retirez, et ont dédaigné non seulement d'y prendre l'Arquebuze et la Picque, ains souvent d'y prendre charge ».

Par contre, on n'observa pas l'article qui prescrivait de lever les légions dans les provinces dont elles portaient le nom. Montluc raconte que le sénéchal de Toulouse, Faudoas, ayant reçu commission de lever une compagnie, le nomma lieutenant, « et, encore que ce feust la légion de Languedoc, et qu'il en feust colonel, je luy dressay toute sa compagnie en Guienne... ».

L'histoire de ces légions ne fut ni longue ni brillante : dès 1534, la légion du Dauphiné était cassée pour indiscipline. Le maréchal de la Vieilleville appelle les légionnaires « les plus mal disciplinez du monde, et leurs capitaines tout de même ».

Les légions disparurent les unes après les autres, pour reparaitre sous Henri II.

II

L'ordonnance du 22 mars 1557 créa sept légions qui devaient être formées par les mêmes provinces que celles de 1534, et être fortes non plus de six fortes compagnies, mais de quinze compagnies de 400 hommes, dont deux sous l'autorité directe du colonel.

Les commissions délivrées aux capitaines indiquaient la région dans laquelle ils devaient lever leurs compa-

gnies. Celles-ci devaient avoir leurs quartiers d'hiver dans leurs provinces d'origine, « pour la commodité des soldats et des officiers, et pour épargner à ceux-ci la dépense » (1).

Ces légions de nouvelle formation eurent une existence plus longue que les premières. La plupart de ces légions furent levées en 1558, mais elles végétèrent. On vit des légions à six compagnies, même réduites aux deux compagnies colonelles. Les compagnies étaient souvent de deux ou trois cents hommes.

Les légions de Bretagne et du Languedoc ne furent jamais levées. Celles du Dauphiné et Provence et de Guyenne passèrent en 1562 à la Religion réformée, qu'avaient embrassée leurs colonels, les barons des Adrets et de Duras. Les autres vécurent dix ou douze ans, mais avec des fluctuations variées. Charles IX tenta de faire revivre cette institution, témoin les lettres d'Etat qu'il donna le 14 juin 1565 à Tilladet, ainsi conçues :

« ... Comme pour la seureté, tuition et conservation en nos païs et duché de Guyenne, qui est de si grande estendue que chacun scait, et pour y tenir nos sujets dudit païs en l'obéissance qu'ils nous doivent, réprimer les séditions et émotions qui y pourront advenir, et pour autres bonnes, justes et raisonnables considérations à ce nous mouvans, ayons advisé de remettre sus

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. IX, n° 121.

les bandes légionnaires qui pour quelques années y ont été intermises, au moyen de quoy soit bien requis et nécessaire de pourvoir d'un colonel auxdites bandes de personnage qui soit pour y faire tel et si loyal devoir que l'importance d'une telle charge le requiert. Sçavoir faisons que ne pouvant à présent faire meilleure élection que de la personne de notre aîné et feal Gentilhomme ordinaire de notre Chambre, le capitaine Thilladet le jeune sieur de Saint-Orens, ayant jà en plusieurs et notables lieux fait preuve et expérience de sa Personne, et confiant à plein de ses sens, suffisance, vertu, vaillance, expérience au fait des guerres, bonne conduite et diligence, et celui pour ces causes et autres considérations à ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes l'état et charge de colonel des légionnaires et bandes de gens de pied par nous ordonnées être levées et mises sus en nos dits païs et duché de Guyenne... ».

A ces lettres était jointe une commission par laquelle le roi lui « baillait la charge, capitainerie et conduite de deux bandes de ladite légion de Guyenne de quatre cens hommes de pied chacune, qui devaient être « levées en nos sénéchaussées d'Agénois, et Condois, et Armagnac, pour icelles bandes conduire, mener et exploiter... et de ladite charge en jouir, et user aux droits, états et solide par nos ordonnances légionnaires... ».

De plus, suivant les prescriptions des ordonnances,

il était départi au capitaine Monbadon le Bordelais, et au capitaine Mabrun la Saintonge, pour la levée de leurs compagnies respectives (1).

Les légions disparurent pendant les guerres de religion, et naturellement fournirent des combattants aux deux partis. Les légionnaires, affublés du nom de *corporeaux*, eurent la même fâcheuse célébrité que leurs devanciers, les francs-archers. Après la bataille de Dreux (1562), un poète inconnu composa la chanson des corporeaux.

Il semble que l'on doive considérer dans cette institution éphémère un essai de l'autorité royale pour éviter les levées de nouvelles bandes, qui, nous l'avons vu, n'allaient pas sans désordre. L'armée se serait ainsi composée des vieilles bandes permanentes, et des légions qui n'auraient été sur pied qu'en temps de guerre. D'autre part, cette organisation aurait permis de se passer des Suisses lansquenets et autres étrangers qui encombraient nos armées, tout au moins d'en diminuer le nombre.

(1) DANIEL, *loc. cit.*, t. II, p. 338-339.

CHAPITRE VI

Les Régiments

I

Jusqu'au milieu du xvi^e siècle, les bandes restaient indépendantes les unes des autres : « chaque capitaine, dit Brantôme, estoit maistre de camp de leurs gens, fussent qu'ilz en eussent peu ou beaucoup » (1), c'est-à-dire que les capitaines des bandes ne dépendaient que du commandant de l'armée, puis du colonel-général de l'infanterie lorsque cette charge eût été créée sous François I^{er}.

C'est au début des guerres de religion, en 1562, que « furent eslevez et constituez (de l'invention de M. de Guyze, qui s'entendoit à l'infanterie aussi bien qu'homme de France...) trois maistres de camp, à la mode des Espaignolz... et tous trois eurent leurs régimens à part ; et soulz eux trois et leurs régimens toute l'infanterie fut rengée à la mode des terzes espaignolz.

« Il y en avoit qui trouvoient cette pluralité de maistres de camp un peu estrange ; mais M. de Guyze, qui sçavoit mieux que tous eux comme il se falloir

(1) *Loc. cit.*, t. V, p. 321.

gouverner, l'ordonna ainsi : aussi tous trois susditz firent si bien pendant la guerre qu'ilz n'y eurent aucun reproche » (1).

Ces régiments disparurent à la paix, mais ils reparurent en 1567, sous MM. de Cosseins, de Goas et de Sarrieu, qui furent mestres de camp de trois régiments sous M. de Strozzi, colonel-général de l'infanterie ; de son côté, M. de Brissac, colonel-général des bandes de Piémont avait également trois mestres de camp sous ses ordres. « Les autres maistres de camp, ajoute Brantôme, eurent des compagnies nouvelles » (2).

Le régiment de Cosseins était le régiment des gardes, qui existait depuis quelques années ; les autres devinrent Picardie, Champagne et Piémont, les trois fameux régiments qui, avec Navarre, alors à la solde du roi de ce pays, furent par la suite appelés les quatre *Vieux* et se couvrirent de gloire sur tous les champs de bataille.

De nombreux autres régiments furent créés et disparurent pendant les guerres de religion, ce qui permit à Brantôme de dire qu'il y a tant de maistres de camp « que par manière de dire, il n'y a guières contrée en France que, si on en bat les buyssons, on en verra sortir un maistre de camp, ainsi qu'on disoit le temps passé des capitaines de la Gascoigne » (3).

(1) *Id.*, p. 348-349.

(2) *Id.*, p. 348-349.

(3) *Id.*, p. 366.

Le colonel Susane et Boutaric, semblent croire que le Père Daniel fait descendre purement et simplement les régiments des légions. Il n'en est rien : de la savante discussion à laquelle se livre ce dernier, il ressort que c'est l'institution des légions qui dut donner l'idée de celle des régiments. Il dit formellement qu'« il est aisé de conclure que les quatre vieux corps étoient tous différens des légions : parce que ces légions furent toutes composées de nouvelles bandes, et nullement des vieilles ; et les vieux corps au contraire » (1).

Ajoutons qu'il n'est plus question de bandes après l'institution des régiments ; elles sont devenues des compagnies et dorénavant ne seront plus désignées que sous ce nom.

II

Il est curieux qu'une institution aussi importante ait eu lieu dans une période aussi agitée et à la veille de bouleversements terribles. L'armée fut complètement désorganisée pendant les guerres de la religion ; le colonel-général de l'infanterie d'Andelot passa à la religion réformée. Et ce fut pendant toute la seconde moitié du xvr^e siècle l'anarchie complète : « D'un bout à l'autre du royaume, il n'y a plus d'institutions militaires ni d'armée. Tout le monde est soldat pour son compte, pour sa propre sûreté. Tout soldat qui a trente

(1) *Loc. cit.*, t. II, p. 353.

hommes autour de lui s'intitule capitaine ; tout capitaine qui en a deux cents veut être maistre de camp, et dans chaque province il y a des capitaines pour le roi et des capitaines pour la religion » (1).

Tout le monde levait des troupes et envoyait des commissions, le roi, les chefs protestants, et plus tard la Ligue et le roi de Navarre. Le 14 juin 1593, par exemple, nous trouvons une commission que le prince de Conti envoie au sieur d'Hébevard pour lever « une compagnie de cent harquebuziers à pied des meilleurs » et les lui « amener sous un mois à l'armée » (2). Il s'en en suivait un effroyable désordre.

Aussi les Etats généraux, réunis souvent pendant cette époque troublée, s'occupèrent-ils de la levée des gens de pied en même temps que de celle des gens d'armes.

Aux Etats de Blois (1576), le Tiers, qui souffrait plus particulièrement des désordres qui se produisaient à l'occasion des levées, aborda cette question dans un cahier de doléances ; le point important, celui qui le préoccupait surtout, c'est d'obtenir que les recruteurs soient munis de commissions régulières et n'opèrent pas de leur propre chef, comme cela se voyait souvent depuis le commencement des troubles.

« Advenant occasion de nouvelle levée ou recrue de gens de pied », l'article 271 du cahier demande que « les commissions soient, ainsi que dit est, baillées à des gens

(1) SUSANE, *Histoire de l'ancienne infanterie française*, t. I, p. 142.

(2) *Archives nationales*, K. 103, n° 5.

de respect et d'expérience, capitaines qui seront élus et choisis par vous, lesquels soient tenus de faire la levée en personne, sans bailler indifféremment les commissions à tous ceux qui se présentent, lesquels, sous l'ombre d'icelles, tiennent les champs l'espace de deux ou trois mois, sans vous faire service, mais bien, au très grand dommage du pauvre peuple qui pâtit et endure cependant, et défense de séjourner plus de quinze jours à faire levée d'une compagnie ».

L'article 292 demande au roi de fixer des règles plus sévères en ce qui concerne les formes du recrutement : « Vous plaise aussi ordonner que lesdits capitaines ne pourront sonner le tambour, ni faire levée en aucune province sans avoir préalablement fait apparoir de leurs commissions aux baillis et lieutenants de la province, et, en leur absence, aux juges ordinaires, à ce qu'ils aient à tenir la main au soulagement des peuples et observation des ordonnances, selon que dit est : l'original de laquelle commission ils seront tenus de laisser au greffe ordinaire au lieu d'une copie collationnée qui leur sera baillée et délivrée dudit greffe ; et ce, pour obvier à plusieurs fausses commissions sous ombre desquelles plusieurs ont tenu les champs ci-devant à crédit, et seront tenus de bailler les noms surnoms et demeurances des gens par eux levés, pour estre enregistrés au greffe des sièges royaux et ordinaires » (1).

(1) *Récueil des cahiers généraux des Etats d'Orléans, Blois et Paris*, t. II, p. 244-245.

Rendue sur ces cahiers, l'ordonnance de Blois (mai 1579) sanctionna ces doléances. L'article 313 prescrivit que les commissions royales seraient enregistrées par les baillis et sénéchaux des lieux où il serait permis aux capitaines de recruter.

De plus, ils devront dorénavant faire les levées en personne et non plus par l'intermédiaire de sous-ordres comme on le tolérait jusque-là, « sans bailler à qui que ce soit copie de leurs commissions ». Un commissaire délégué par le bailli assistera aux opérations de la levée et accompagnera les nouveaux soldats jusqu'à la limite du baillage.

Enfin « seront les capitaines tenus de bailler les noms, surnoms et demeurances des gens par eux levez, pour estre enregistrez ès-greffes des sièges ordinaires ».

Les peines encourues étaient terribles, le capitaine qui faisait faire la levée par un tiers encourait la peine de mort. Quant aux individus qui recrutaient sans commission, il était ordonné à tous gouverneurs, baillis, sénéchaux et prévôts des Maréchaux « de leur courir sus, les tailler en pièces, et faire pendre et étrangler, sans forme, ne figure de procès ».

Pour éviter la présentation de passe-volants, la monstre de tous les gens de pied d'une place ou d'une armée devait dorénavant se faire le même jour, à la même heure. Les maires et échevins du lieu y assisteront « pour voir et controller « ceux qu'on pourroit supposer ». Les passe-volants seront punis de mort.

Les rôles de la monstre seront conservés au greffe du lieu, « pour y avoir recours quand besoin sera » (1).

Les vœux du Tiers étaient ainsi exaucés. Mais cette ordonnance, très complète et remplie de bonnes intentions, ne put être mise en application, car les troubles recommencèrent, et il était difficile au roi de tenir la main à son application au milieu de guerres où sa couronne elle-même était en jeu.

Aussi les doléances reprirent-elles de plus belle aux seconds Etats de Blois (1588), et, cette fois tous les ordres s'en mêlèrent.

Le clergé demanda que tout capitaine ayant obtenu une commission pour lever une ou plusieurs compagnies, soit tenu de la présenter au gouverneur de la province qui lui assignera un lieu où il lui sera permis de recruter, « qui sera en quelque gros bourg ou faubourg d'une ville ». Le capitaine devra ensuite communiquer sa commission au juge qui en fera l'enregistrement, si besoin en est.

« Que si les gens de guerre ne se veulent contenir en cette discipline, il soit loisible aux baillis ou leurs lieutenants, même au syndic du pays, en cas de nécessité, sonner le tocsin pour rassembler les communes et plat pays, et leur courir sus, les appréhendant pour en faire la justice, et faire en sorte que la main du roi soit la plus forte » (2).

(1) ISAMBERT, t. XIV, p. 448-449.

(2) *Loc. cit.*, t. III, p. 56-57.

La noblesse compléta ces vœux en demandant, une fois de plus, que les capitaines ne puissent bailler leurs commissions, « ou la copie d'icelles », qu'à leur lieutenants et enseignes, « lesquels seront tenus de faire leurs enrôlements en faubourgs des villes, et ne se pourront mettre en champ que leur compagnie ne soit complète ; et prennent commissaires pour les mettre hors du gouvernement » (1).

Le texte de ces doléances reproduit presque littéralement celui des prescriptions de l'ordonnance de Blois. Ce rapprochement est éloquent et indique combien l'autorité royale avait été respectée pendant ces dix ans...

Elles restèrent d'ailleurs lettre morte. Il était réservé au bon roi Henri de panser les plaies de ce malheureux pays, que trente ans de guerre civile avaient épuisé, mais qu'Henri IV et Richelieu devaient relever et dont ils devaient faire la France de Rocroy et de Denain.

III

Touté cette période des origines peut être considérée comme une période de tâtonnements. Au sortir de la guerre de Cent ans, le pouvoir royal dont l'autorité s'était affermie dans les épreuves de cette longue guerre et les victoires qui l'avaient terminée, sentit la nécessité d'établir une force permanente qui serait le

(1) *Id.*, p. 152.

noyau de l'armée destinée à défendre le pays en cas de guerre nouvelle.

Ce noyau fut vite trouvé, comme nous l'avons vu : les compagnies d'ordonnance restèrent la force maîtresse de l'armée française pendant tout le xvi^e siècle.

Mais il fallait une infanterie : le progrès des armements, les nouvelles conditions de la guerre nécessitaient l'emploi d'une infanterie nombreuse et bien exercée. Charles VII voulut la trouver dans le peuple de France, qui l'avait aidé à chasser l'Anglais ; mais l'institution des francs-archers, mal entraînés, échoua complètement.

Ses successeurs recoururent aux mercenaires étrangers, puis, sur leur modèle, aux mercenaires français. D'une masse indisciplinée, encombrante, ils firent peu à peu les régiments du xvi^e siècle.

L'infanterie française était née, péniblement, mais non sans gloire. Sitôt « façonnée », elle entra dans la gloire à Agnadel, à Fornoue, à Cérisoles, et, du premier coup, se révéla l'égale des compagnies d'ordonnance.

Mais la levée de ces mercenaires amenait de nombreux inconvénients : s'il était possible de discipliner les vieilles bandes et d'en faire des soldats, la besogne devenait surhumaine pour créer de nouvelles bandes en temps de guerre. Nouveaux tâtonnements : François I^{er} et Henri II ont l'idée de ressusciter les francs-archers, en pensant que le nom romain dont ils les

décorent aideront à en faire des soldats. Peine perdue : cette institution échoue de nouveau, au moment précis où l'armée permanente arrive à sa forme définitive par la formation des régiments.

Les guerres de religion devaient retarder de cinquante ans notre organisation militaire ; mais au lendemain de ces secousses, les compagnies d'ordonnance et les quatre Vieux se retrouveront plus vivants que jamais ; l'enrôlement volontaire continuera à fonctionner pour assurer le recrutement des corps permanents, mais entouré de plus en plus de garanties. Enfin, un ministre de génie créera à l'armée royale la réserve que n'avaient pu lui assurer Louis XI et François I^{er}. Après les tâtonnements, nous allons entrer dans la période des réalisations fécondes.

DEUXIÈME PARTIE

L'armée permanente de Henri IV à 1789

CHAPITRE PREMIER

Henri IV et Richelieu

I

Lorsque Henri IV monta sur le trône de France, il eut à reconquérir son royaume sur les Espagnols et les Ligueurs. C'est peut-être ces derniers qu'il eut le plus de mal à réduire à l'impuissance.

La France, complètement ravagée, était couverte de garnisons : « la moindre bicoque en possédait une », composée soit de vieux soldats impotents, soit de « tous les vauriens du pays, qui avaient pris la pique ou le mousquet..., parce qu'il n'y avait pas de meilleur métier à faire... ». Ces garnisons dépendaient des gouverneurs, personnages souvent importants, à qui le roi dut fréquemment racheter leurs villes, comme il rachetait les provinces à des seigneurs de plus grande envergure (1).

(1) SURAN, *loc. cit.*, t. I, p. 210-211.

D'autre part, de nombreuses bandes tenaient la campagne, comme au beau temps de la Ligue. Nous en avons la preuve dans la déclaration du 24 février 1597, ordonnant aux gouverneurs et lieutenants-généraux de « courir sus et tailler en pièces tous gens de guerre à pied et à cheval qui se trouveront tenir les champs en l'étendue de leurs charges, sans commission expresse du Roi » (1).

Après le traité de Vervins (1597), Henri IV réforma presque toutes ses troupes. Pendant tout son règne, il n'eut sur pied que quatre compagnies de gardes du corps, dix-neuf de gendarmerie et trois de chevaux-légers, soit 2,637 cavaliers, et seulement 4,100 fantassins, les deux régiments des Gardes françaises et suisses, les régiments de Picardie et de la Beaulne, et quelques corps dont on n'avait gardé que le noyau, le mestre de camp et une ou deux compagnies (Piémont, Navarre, Champagne).

Lorsqu'en 1610, il songea à la guerre contre l'Espagne, il porta son armée à 8,600 cavaliers et 41,000 fantassins (2).

C'est sous le règne de Henri IV que fut fixée pour la première fois la durée de l'engagement : l'ordonnance du 21 février 1596 obligea le soldat entrant au service « à servir trois mois sous le capitaine sous lequel il fera monstre ». Passé ce délai, le capitaine ne pourra

(1) ISAMBERT, *loc. cit.*, t. XV, p. 129-130.

(2) *Recherches sur les forces de l'armée française*, p. 2-3, 14.

refuser de délivrer son congé au soldat qui le lui aura demandé quinze jours à l'avance; en cas de refus du capitaine, il pourra s'adresser au mestre de camp (1).

II

Henri IV laissait à son fils une belle armée. Mais les désordres de la Régence ramenèrent pendant plusieurs années une anarchie comparable à celle de la fin du siècle précédent, mais qui heureusement dura moins longtemps.

De nouveau, le roi dut interdire à tous ses sujets « de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soient », de faire des levées, « s'ils n'ont commission de nous, signée de l'un de nos Secrétaires d'Etat, et scellé de nostre grand sceau pour le faire ». Aucun des sujets du roi ne devait s'engager dans les troupes formées par les factions; sinon il était déclaré coupable du crime de lèse-majesté et traité comme tel. Les individus coupables d'infractions à ces ordres devront venir reconnaître leurs fautes devant le Parlement.

Ces défenses et ces prescriptions se retrouvent dans les ordonnances des 1^{er} février, 25 et 26 août 1617, 15 mars 1619 et 25 janvier 1620. Ces dernières ordonnances renouvelèrent en outre la règle établie par les ordonnances de 1544 et 1579, et prescrivant aux recruteurs autorisés de se faire accréditer auprès des gou-

(1) *Recueil des ordonnances militaires*, t. XII, n° 21.

verneurs, « qui leur bailleront département des lieux où ils auront à passer et à séjourner » (1).

III

Lorsque l'ordre fut rétabli, la France eut à la tête de ses affaires un de ses plus grands ministres, qui devait être le véritable fondateur de l'Unité française et un des grands artisans de la grandeur du pays. Le cardinal de Richelieu, qui n'était encore que l'évêque de Luçon, était entré au Conseil en 1626. Jusqu'à sa mort, il devait gouverner l'État de façon absolue, et Louis XIII, qui lui avait maintenu sa confiance malgré ses faiblesses et en dépit des conjurations et des complots des plus grands du Royaume, — de son propre frère et de princes de sa Maison, — lui dut de finir son règne au milieu d'une des plus glorieuses guerres de notre histoire, au lendemain de la prise de Brisach, de Turin, d'Arras et de Perpignan, et à la veille de Rocroy.

Comme le dit A. Pascal, « Richelieu est l'admirable génie qui tira la France de l'anarchie dans laquelle elle s'épuisait; il est l'administrateur qui réorganise l'armée, qui y rétablit l'ordre et la discipline... Il fallait tout créer sur une échelle immense. Le génie de cet homme suffit à tout. Il forma plusieurs armées qui combattirent constamment sur nos frontières et à l'étranger, enrôla à sa solde les armées suédoises,

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XIII, n^{os} 28, 33, 41, 42 et 59.

fournit à toutes les exigences de ces guerres, trouva des chefs dont le talent et le caractère convenaient au théâtre et aux circonstances de ces diverses luttes, et qui furent tous de grands capitaines, tels que les Rohan, les Créqui, les d'Harcourt, les Guébriant, les Turenne. En un mot, il sortit victorieux de cette longue lutte contre la Maison d'Autriche, et fut le véritable précurseur de la grandeur militaire, comme de toutes les autres du siècle de Louis XIV » (1).

Richelieu gouverna le *militaire*, comme on disait alors, avec la même fermeté que les autres branches de l'administration, secondé par les secrétaires d'Etat Servien et Sublet des Noyers. Pour être tout à fait le maître, il fit supprimer la charge de connétable à la mort de Lesdiguières (1627).

Le Code Michau (ordonnance de janvier 1629), ainsi nommé du nom du garde des sceaux Michel de Marillac, codifia les règlements existants en matière de recrutement, en même temps que beaucoup d'autres ordonnances.

Il prescrivit d'abord, pour apurer le passé, une revision générale des enrôlements précédemment faits. « Nous voulons et ordonnons, dit l'article 325, que de tous les soldats qui sont sur pied, tant dans les vieux et nouveaux régiments que dans les places et forteresses, il soit fait par les commissaires ordi-

(1) *Histoire de l'Armée française*, t. II, p. 13.

naires des guerres et les contrôleurs, en présence des mestres de camp..., un enrôlement nouveau, auquel les noms, surnoms, l'âge, la demeure et le mestier de chaque soldat sera spécifié, avec le signal qui pourra être marqué sur lui ».

Les commissaires ne devront enrôler que des hommes « jugés capables de bons services ». Les vieux soldats et ceux qui seront incapables de faire campagne devront être réformés.

La compagnie continuait d'être l'unité administrative, malgré la formation des régiments ; le mestre de camp avait d'ailleurs sa compagnie, dite compagnie colonelle. Le capitaine restait chargé du recrutement de ses hommes et de l'administration et de l'entretien de sa compagnie. Aussi, il était recommandé aux mestres-de-camp de ne donner des commissions de capitaines qu'à des officiers « reconnus et expérimentez aux faicts de guerre » (art. 311).

Il était interdit aux capitaines d'enrôler de force, sinon « il devra leur estre courre sus par les prévôts et les communes au son du tocsin » (art. 320).

En ce qui concerne les formes extérieures des levées (obligation pour le capitaine de faire les levées en personne, de présenter les commissions aux Gouverneurs, etc.), le Code ne fait que reproduire les prescriptions des ordonnances précédentes.

Le commissaire chargé d'assister aux levées devra veiller à ce que les recruteurs ne séjournent pas trop longtemps au même endroit (art. 316).

La durée de l'engagement était portée à six mois (art. 237).

Lorsque les recrues arriveront au lieu d'assemblée fixé, elles passeront naturellement à la *monstre*, pour laquelle il sera procédé comme pour la revision des enrôlements. « Pourra ledit commissaire rebuter et non recevoir ni enroller les soldats qu'il ne jugera pas propres à servir, ou sur qui il auroit quelque reproche, sans que le capitaine le puisse obliger à accepter et admettre » (art. 324).

Il devra être établi trois rôles de l'effectif des corps : l'un sera remis au payeur, un autre au commissaire, et le troisième au contrôleur. Tous trois seront signés par le commissaire et par le capitaine et seront certifiés par le mestre-de-camp. C'est d'après ces rôles que sera payée la solde aux monstres trimestrielles (art. 238).

Pour que nul n'ignore les dispositions relatives aux levées, « il en sera fait un ban tous les jours par les tambours dans les carrefours ou quartiers et icelles affichées, et ce durant le temps de l'engagement » (art. 330).

Enfin, des mesures étaient prises pour protéger les propriétés privées des habitants pendant la durée des opérations, et des peines sévères prévues contre les contrevenants aux dispositions du Code (1).

(1) ISAMBERT, *loc. cit.*, t. XVI, p. 283-305.

D'autre part, plusieurs ordonnances rappelèrent les peines encourues par les passe-volants et fixèrent des règles encore plus sévères en ce qui concerne les monstres. L'ordonnance du 23 août 1635 confirma la peine de mort portée contre eux, et cette peine sera exécutée « sur-le-champ ». D'autre part, tous capitaines, chefs et officiers qui auront présenté des passe-volants aux commissaires du roi « seront desgradez des armes et de noblesse, eux et leurs successeurs déclarez roturiers à perpétuité », s'ils sont de condition noble, et « desgradez des armes, condamnez et envoyez aux galères pour le temps qui sera arbitré par les juges », s'ils ne sont pas gentilshommes.

L'ordonnance du 26 décembre 1637 enjoignit à chaque capitaine de dresser « un roolle exact de ses gens, contenant leurs noms et surnoms, les lieux de leur naissance et habitation, et le signal de tout ce qui peut estre remarqué en leurs personnes, pour estre ensuite receus et recogneus par le commissaire ordonné à cet effet ».

Cette même ordonnance alloua aux capitaines « un escu pour chaque soldat des recrues qu'ils envoyèrent joindre leur corps ». Cette somme leur sera payée d'après l'état des hommes reçus par le commissaire, certifié par un maréchal de camp (1).

L'ordonnance du 6 juin 1641 renouvela une pres-

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XIV, n° 74; t. XV, n° 21.

cription de l'ordonnance de Blois de 1579 : lorsqu'ils feront la monstre, les commissaires devront faire monter à cheval toute la cavalerie et mettre sous les armes toute l'infanterie de l'armée ou de la place, de façon à passer en revue toutes les troupes à la fois et éviter que le même soldat ne soit présenté deux fois.

Pendant ce temps, les gouverneurs, maires et échevins devront faire prendre les armes à ceux des habitants qui ont accoutumé « d'aller à la garde » et les rassembler sur la place d'armes, à peine de trente livres d'amende pour les défaillants. Les maires et échevins, « ou du moins d'entre eux », devront assister les commissaires et leur indiquer « les habitants et autres qu'ils pourroient cognoistre, qui se seroient jettez dans les rangs des garnisons, pour estre punis selon la rigueur des ordonnances ».

Une prescription de ces ordonnances qui fut bien rarement appliquée, c'est celle qui prescrivait aux capitaines de faire des levées en personne. Ils envoyaient en général un de leurs bas-officiers « battre le tambour » sur les places des villes et villages. Il assemblait autour de lui les jeunes gens du pays, leur contait les beautés et les joies du service du roi et les prouesses auxquelles ils seraient appelés à prendre part, et finissait généralement par extorquer plus ou moins honnêtement la signature d'un certain nombre d'engagements, obtenus souvent à la fin d'un repas trop généreusement arrosé.

IV

Nous l'avons vu, le prix des soldats n'était pas élevé, un écu. C'était le prix courant dans la guerre de Trente ans et au début de cette guerre. Le maréchal de Bassompierre raconte qu'ayant besoin de soldats pour le régiment de Picardie (en 1622), il demanda au sieur de Vaufecourt de lui céder quatre cents hommes, et celui-ci y consentit moyennant un écu par tête pour en enrôler de nouveaux. M. du Fresnel lui en fournit pour le même prix autant, provenant de ses terres du Fresnel. « J'envoyai en mesme temps, dit-il, quérir Messieurs de la Ville (Bar-le-Duc) auxquels je priay de me trouver le plus de soldats qu'ils pourroient, à un escu par soldat; ils m'en fournirent quelque six-vingt, et ainsi je remplis le régiment de Picardie en un instant. J'écrivis en mesme temps au bailly de Bar et lui envoyay de l'argent; il estoit mon amy et s'appeloit Couvonges, lequel fournit près de trois cens soldats au régiment de Champagne. Ils s'aydèrent aussy à Vitry, Saint-Dizier et ailleurs, et en trouvèrent trois cens soldats. J'envoyay à Troyes, Châlons, Reims et Sens pour faire diligence amas de soldats pour nos troupes et leur donnay l'allarme chaude de la nécessité ou estoit le roi », auquel il réussit ainsi à amener à la Flèche 8,000 « hommes de pied en rang » (1).

(1) *Mémoires du maréchal de Bassompierre*, t. II, p. 160-161.

Vers la fin du règne de Louis XIII, le recrutement ne fut plus aussi facile, car la guerre de Trente Ans faisait une énorme consommation d'hommes et nécessitait de nouvelles levées : l'effectif de l'armée royale avait été porté à 100,000 hommes en 1633 et monta en 1638 à 150,000. Le prix moyen du fantassin monta à 12, parfois à 20 livres ; celui du cavalier qui avait toujours été plus élevé, de 94, en 1610, à 150 livres (1). Le cardinal Mazarin écrivit, le 31 janvier 1644 au prince Thomas de Savoie que le roi avait décidé de payer la recrue des troupes venant d'Italie à raison de 24 livres par fantassin et de 400 par cavalier (2). Ce prix comprenait celui de l'enrôlement, des armes et du cheval.

La mise sur pied d'un régiment d'infanterie à six compagnies coûtait au mestre de camp de 6 à 9,000 livres, celle d'une compagnie de gendarmes ou de cheval-légers, de 3 à 4,000 (3).

Ajoutons en passant que c'est au début de la période française de la guerre de Trente Ans, en 1636, que les compagnies de cavalerie dite légère furent pour la première fois réunies en régiments.

V

L'enrôlement étant ainsi une sorte de contrat personnel entre le capitaine et ses hommes, l'individua-

(1) *Recherches sur les forces de l'armée française*, p. 23 et 35.

(2) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XVI, n° 121.

(3) D'AVENEL, *loc. cit.*, t. II, p. 13.

lité du chef y jouait un grand rôle. A lui de se bien faire venir. Au bout des six mois d'engagement, qui correspondaient ainsi à peu près à la durée de la campagne annuelle, ses soldats pouvaient le quitter et prendre parti dans une compagnie jouissant de meilleure réputation. On s'enrôlait plus volontiers pour suivre un Guébriant ou un La Force que pour suivre un inconnu, car, avec les premiers, on avait bon espoir de marcher à la victoire, et, il faut le dire, d'avoir beaucoup de butin.

D'autre part, si le capitaine licenciait ses hommes au bout de leurs six mois, il avait la quasi-certitude de ne pas les retrouver quand il voudrait remettre sa compagnie sur pied et d'avoir de grandes difficultés pour en retrouver d'autres, car il serait fâcheusement connu.

L'effectif de la compagnie en temps de guerre devait être de 70 hommes, chiffre fixé par les ordonnances (telle celle du 20 décembre 1643). En hiver, elle était généralement d'une trentaine d'hommes. Le capitaine touchait néanmoins l'entretien de sa compagnie à effectifs complets, mais il devait employer les « revenants bons » à la compléter au printemps. A lui de se débrouiller pour ne pas y être de sa poche.

Exception était faite pour les quatre Vieux, qui restaient toujours à effectifs complets de 4,200 hommes pour lesquels les mestres de camp touchaient une somme annuelle de 10,880 livres (1), et pour les

(1. D'AVENEL, *loc. cit.*, t. III, p. 43.

Gardes françaises, dont le complet permanent était de 6,000 hommes.

Les capitaines étaient tenus d'avoir leurs compagnies complètes au moment de l'entrée en campagne, sinon ils couraient le risque « d'estre cassez honteusement à la teste de l'armée et de souffrir la répétition de tout de ce qui trouvera avoir esté par eu reçu » pour la recrue de leurs troupes (ordonnance du 7 mai 1637) et même de « ce qui pourra estre dû pour paiement de leur quartier d'hyver » (ordonnance du 20 décembre 1643). Cette dernière prescrit en outre que les officiers dont les compagnies présenteront « un manquement notable seront arrestez par ordre du général d'armée qui les fera juger au Conseil de guerre et punir exemplairement à la veue de toute l'armée, de la peine qu'il sera estimé juste » (1).

Mais que de difficultés au cours des guerres pour maintenir les compagnies ! Les jeunes gens et les hommes mûrs du voisinage sont naturellement enrôlés les premiers. Puis on a bien la ressource des malheureux habitants dont les maisons ont été brûlées et les champs ravagés par l'ennemi, et qui n'ont rien de mieux à faire que de prendre parti dans les armées du roi. Mais une fois ces ressources épuisées, il fallait envoyer des recruteurs au loin : on voit un capitaine qui doit envoyer d'Arras à Paris pour refaire sa com-

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XVI, n° 111.

pagnie. Arnauld, mestre de camp des carabins, envoie de Philisbourg en Bourgogne un lieutenant et deux sergents pour lui ramener des hommes : au bout de cinq semaines, il n'en voit arriver que soixante ! « Il eût fallu, pour faire des recrues, envoyer jusqu'en Bourbonnais et en Rouergue, voyage de plus de quatre mois ».

Et, impitoyable, l'autorité royale frappe les officiers incapables et malchanceux : par exemple, une ordonnance du 18 décembre 1643 casse et dégrade de la noblesse et des armes des officiers des armées d'Italie et de Catalogne qui « ne se sont mis en devoir de lever les recrues » dont ils avaient besoin pour compléter leurs effectifs (1).

L'ordonnance du 30 janvier 1644 cassa toutes les compagnies qui comptaient moins de soixante hommes, chiffre minimum prescrit par celle du 4 janvier précédent en raison de la dureté des temps. Elles furent réparties entre les autres compagnies de leurs régiments (2).

Par contre, les officiers zélés étaient encouragés : le 15 février 1644, le cardinal Mazarin accorde, en signe de satisfaction, une gratification de six livres par homme « au-dessus de cinquante-six », plus vingt mousquets et dix piques supplémentaires, aux com-

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XVI, n° 110.

(2) *Id.*, n° 120.

pagnies de onze régiments d'infanterie faisant partie de l'armée d'Italie (1).

L'ordonnance du 19 décembre de la même année étendit cette mesure à tous les régiments de l'armée. De plus, les officiers dont les compagnies comptèrent plus de soixante hommes, recevront exceptionnellement une somme de 48 livres par hommes qu'ils auront recrutés en plus de ce nombre (2).

L'ordonnance du 16 avril 1645 alla plus loin : elle accorda une gratification de trois cents livres aux capitaines qui auront soixante hommes à l'entrée en campagne et une de six cents à ceux qui en comptent soixante-dix (3).

Ces fortes gratifications accordées aux officiers qui parvenaient, — au prix de quels sacrifices ! — à entretenir leurs effectifs à un chiffre convenable, en disent long sur les difficultés que rencontrait alors le recrutement de l'armée royale, difficultés qui augmentaient naturellement à mesure que la guerre durait. Aussi de nombreux abus se produisaient-ils, surtout pendant la minorité de Louis XIV, alors que le cardinal de Richelieu n'était plus là pour faire respecter l'autorité royale et les ordonnances.

Certains capitaines n'avaient rien trouvé de mieux que de s'entendre avec des exempts ou des archers du

(1) *Id.*, n° 124.

(2) *Id.*, n° 156.

(3) *Id.*, t. XVIII, n° 20.

guet de Paris « pour leur livrer des hommes ». Ceux-ci enlevaient des « fils de famille » ou « escoliers », les séquestraient, puis les livraient de nuit aux capitaines qui avaient passés avec eux ces étranges traités.

Le procureur du roi saisi de ces faits la Connétablie, qui, par un arrêt du 10 mars 1636, fit « très expresses inhibitions et deffenses a tous officiers de maréchaussée, exempts, archers et advoüez, de faire aucunes conventions verbales ou par escrit avec les dits capitaines..... à peine d'en répondre en leur propre et privé nom et d'estre punis selon la rigueur des ordonnances » (1).

VI

Donc, le recrutement volontaire était insuffisant pour maintenir les effectifs des armées royales. Aussi recourut-on souvent à d'autres moyens dans les graves circonstances.

En 1636, après la prise de Corbie, on vit presque une levée en masse, fait extraordinaire pour l'époque, et qui ne devait se renouveler qu'en 1793.

Les Parlements, la Chambre des comptes, le Châtelet et les sept corps des marchands et artisans « contribuèrent pour soldoyer des gens de guerre ». L'ordonnance du 4 août 1636 engagea « ceux qui auront volonté de servir en cette occasion » à se rendre à

(1) *Id.*, t. XIX, n° 199.

l'Hôtel-de-Ville, où le maréchal de La Force recevait leur engagement.

Tous les gentilshommes, soldats et « autres personnes portant les armes », qui étaient « sans condition » devront obligatoirement aller s'enrôler, ainsi que tous les « privilégiés et exempts de la taille ». Les contrevenants étaient frappés de la déchéance de la noblesse et de leurs privilèges.

Le 5 août, une ordonnance enjoignit aux jurés des corps de métier « d'aller en visite dans les boutiques et chambrelans de leurs mestiers, pour recoignoistre les hommes à porter les armes pour le service de Sa Majesté et d'en prendre les noms dont ils feront un rōlle qu'ils mettront aussitost ès-mains du prévost de Paris pour en estre fait rapport à Sadite Majesté et par elle ordonné ce que de raison ».

Le lendemain, les laquais se virent contraints de s'enrôler aussi, sous peine des galères pour eux et d'une amende de cinq cents livres pour leurs maîtres « s'ils ne les envoient pas sur le boulevard pour s'enrooller ».

Puis les ateliers sont « rompus ». Les artisans, sauf les boulangers et armuriers, ne devront pas garder plus d'un serviteur ou compagnon, ou « donner à travailler hors de leur maison à des compagnons de leur métier », sous peine de la vie. Les compagnons ainsi licenciés devront prendre du service, sinon ils seront envoyés aux galères, « sans autre forme ne procès ».

Les propriétaires et principaux locataires de chaque maison devront fournir un homme « avec espée et baudrier », et toute « porte cochère » un homme à cheval.

Chaque maître de poste devra fournir un cheval et un postillon.

Les maîtres de l'hôtel et gentilshommes ordinaires du roi « hors de quartier » devront se rendre dans les huit jours à l'armée de Picardie, sous peine de déchéance de leurs charges. S'ils « sont hors d'âge de service, malades ou incommodés, ils en seront déchargés en envoyant seulement un homme à leur place, monté et armé à la légère » (ordonnance du 8 août) (1).

L'enthousiasme fut très grand. On vit des ouvriers aller s'engager à l'Hôtel-de-Ville en frappant dans la main du maréchal de La Force et en lui disant : « Oui, Monsieur le Maréchal, je veux aller à la guerre avec vous » (2).

« Cette ville ici, dit Théophraste Renaudot, dans sa *Gazette* du 9 août, semblable au lien qui ne montre pas volontiers sa force si on ne le harcelle, commence à se remuer ; mais de telle sorte que le 4^e de ce mois, toutes les Cours et Compagnies Souveraines, le lendemain tous les corps et mestiers, et tous les jours de

(1) *Recueil de toutes les Nouvelles*, par THÉOPHRASTE RENAUDOT, 1636, p. 486-491.

(2) TALLEMANT DES RÉAUX, *Historiettes*, t. 1, p. 227.

cette semaine chaque personne de condition dont elle est pleine, se sont efforcez et continuent à l'envy de mettre tant de monde sur pied qu'il se trouve déjà vingt mille hommes de guerre enrollez sous la charge du mareschal de La Force : et il en doit avoir trente mille dans lundi prochain. Il n'y a point de villes, bourgs et villages qui n'en fassent de même, chacun selon son pouvoir... ».

En effet, le mouvement s'étendit à la France. De même que chaque compagnie de la garde bourgeoise de Paris dut fournir trente hommes, « tant de ladite ville que des faubourgs d'icelle » (ordonnance du 14 août), chaque village ou hameau de Bretagne dut donner un ou deux hommes de pied armés, « ou plus selon qu'ils pourront, les soldoyant pour trois monstres » ; le duc de Brissac était désigné pour conduire ces contingents à l'armée (ordonnance du 14 août).

Les ateliers furent fermés dans toute la France pour trois mois (à la date du 14 août), et, comme à Paris, tous les apprentis des provinces durent s'enrôler (1).

On sait que ce beau mouvement national conjura le péril dont était menacée la capitale : l'armée royale, placée sous les ordres de Monsieur, frère du Roi, du comte de Soissons, des maréchaux de Chaulnes et de La Force, reprit Corbie et sauva Paris de l'invasion.

Mais il est à remarquer que toutes ces mesures

(1) *Recueil de toutes les Nouvelles*, 1636, p. 484-512.

n'eurent qu'un caractère transitoire et eurent pour cause l'imminence du péril. D'autres mesures furent prises plus tard, qui avaient un caractère plus permanent.

L'ordonnance du 14 mai 1639 prescrivit une mesure qui tendait à la suppression complète de l'arrière-ban et le faisait servir au recrutement des troupes : elle permit aux gentilshommes obligés à ce service de se racheter en armant et « soldoyant » deux hommes de pied qui serviront à leur place pendant la campagne, « et ainsi qui sera obligé à plus (d'un cavalier) fournira plus de gens de pied..., assemblant les moindres fiefs lorsqu'un seul ne se trouvera suffisant à fournir un homme ».

Les deux tiers de ces fantassins seront armés de mousquets, le reste de piques. Ils devront être âgés de vingt ans au moins et naturellement capables de porter les armes.

Les hommes de pied fournis par chaque bailliage et sénéchaussée se rendront « au lieu principal du ressort d'icelle, dans le premier jour du mois prochain, où la reveüe et monstre en sera faicte par deux gentilshommes des plus expérimentez aux armes ». Les officiers du bailliage seront présents « et feront en leur présence dresser le roolle de tous les soldats qui auront été fournis par les nobles, contenant le nom, surnom, aage, poil, stature et autres marques, et les noms des fiefs ».

Nulle dispense n'était admise, sauf pour les gentilshommes servant dans les troupes royales et dans les Maisons des princes. Cependant l'ordonnance autorisait les gentilshommes à s'engager dans ces troupes, au lieu d'y entretenir un homme. Les fiefs ou rentes inféodés des contrevenants seront saisis, et leurs revenus employés à « lever des hommes jusques au nombre que les possesseurs desdits fiefs seroient tenus de fournir » (1).

VII

Des séries d'ordonnances amnistiaient les déserteurs qui reprendraient du service (6 juillet 1639, 8 juillet 1643, 25 et 26 juin 1645. Les quarteniers, dixeniers et cinquanteniers de Paris, les maires des communes devront les rechercher et les conduire aux commissaires. L'ordonnance de 1643 punit les maires contrevenants d'amende, et ils pourront même être contraints « à venir ou envoyer un homme de pied à leur place servir dans les troupes de Sa Majesté l'espace de deux ans à leurs dépens » (2).

D'autres fois, ce sont les « vagabonds, gens sans aveu et fainéants capables de porter les armes », qui sont obligés de s'enrôler. L'ordonnance du 10 juillet 1643 prescrit même aux baillis et sénéchaux, si le nombre en est insuffisant, de taxer les villes « à tel

(1) *Recueil des ordonnances militaires*, t. XV, n° 78.

(2) *Ibid.*, t. XVI, n° 77.

nombre d'hommes en âge de porter les armes qu'ils pourront commodément trouver, qui ne seront ni chefs de famille, ni mariez..., sur peine à ceux des villes qui y apporteroient refus ou delay de deux cens livres par forme d'amende » (1).

C'était un début de recrutement forcé, qui fut étendu par l'ordonnance du 26 juin 1643. Les commissaires du roi devaient taxer les villes et les paroisses à un certain nombre d'hommes, « de bon aage et des plus adroits ». Les maires devaient nommer ces volontaires malgré eux, et, en cas de refus ou de « délai », les villes devaient en fournir le double, sans préjudice de l'amende de deux cents livres qui était maintenue. Les commissaires ne pouvaient, sous peine de concussion, « commuer » ces levées en argent.

Les villes et les paroisses étaient responsables de la présence de leurs hommes ; si l'un d'entre eux désertait, elles devaient le poursuivre ou en lever un autre.

Les commissaires reçurent des instructions très précises pour la mise à exécution de ces prescriptions. Ils devaient tout mettre en œuvre pour avoir dans chaque ville ou paroisse des engagés volontaires en nombre suffisant. A leur arrivée sur les lieux, après s'être fait autoriser par les gouverneurs et lieutenants-généraux des provinces, ils devaient faire afficher l'ordonnance, battre le tambour, comme les recruteurs, et enrôler

(1) *Ibid.*, t. XVI, n° 78.

tous ceux qui se présentaient d'eux-mêmes, assistés des officiers de l'élection et de la maréchaussée.

Ces volontaires recevaient dix-huit livres en récompense de leur engagement, prix alors en usage. Ce n'est que s'ils étaient en nombre insuffisant que les paroisses devaient être taxées (1).

Les paroisses ne restèrent pas longtemps responsables des hommes levés conformément à ces prescriptions : un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 31 août 1645, « descarga les paroisses des poursuites faites contre elles pour la représentation des soldats ordonnez estre levez », car cette poursuite les ruinait inutilement (2).

En même temps on enrôlait de vive force les vagabonds errant sur les grand'routes. On en leva un peu partout, en Normandie, en Anjou, en Poitou, en Auvergne, en Angoumois. L'arrêt déjà cité du 10 mars 1636 enjoignit aux « vagabonds, pauvres valides et gens sans condition et sans adveu, de vider la Ville et Fauxbourgs de Paris dans la huitaine, laquelle passée, permis aux officiers de maréchaussée, exempts, etc..., de les saisir et arrester ; et ceux qui se trouveront propres pour la milice et tenir garnison, les mettre entre les mains des capitaines, lieutenans et autres officiers de guerre qui s'en voudront charger, après en

(1) *Recueil des ordonnances militaires*, t. XVII, n^{os} 41 et 42.

(2) *Ibid.*, t. XVII, n^o 50.

avoir fait procès-verbal qu'ils seront tenus de mettre au greffe » (1).

Ainsi l'autorité royale venait-elle en aide aux officiers par tous les moyens et inclinait-elle à une sorte de service obligatoire déguisé. D'ailleurs, c'était certes une habileté suprême que celle qui consistait du même coup à épurer Paris et les campagnes et à boucher les vides des compagnies décimées... Généralement, ces gens sans aveu, fortement encadrés et énergiquement conduits, soumis à une discipline de fer, finissaient par faire d'excellents soldats, un peu pillards, certes, mais courageux et endurants. Par exemple, ils n'étaient pas autre chose que soldats. Ils n'avaient en général ni famille, ni toit; les drapeaux de leurs régiments étaient leur seul clocher, leurs camarades leur famille, la guerre leur existence et leur raison d'être.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir un curé consigner sur ses registres qu'il n'était mort personne dans son village pendant tel mois, « hormis quelques soudards qui s'entremassacraient », et dont personne ne savait les noms. Qui les aurait connus? Avaient-ils même une famille?

Et pourtant, ils étaient attachants ces soldats qui avaient même oublié leur nom, qui s'appelaient La Fleur ou Brin-d'Amour. Jusqu'à la Révolution, nous le verrons, l'usage se maintint de baptiser les jeunes

(1) *Id.*, t. XIX, n° 199.

soldats d'un nom de guerre qui les suivait pendant toute leur carrière.

Cette armée, plus nombreuse que toutes celles que l'on avait vues avant la guerre de Trente ans, se couvrit de gloire à Rocroy, à Fribourg et à Lens et orna de brillants lauriers le berceau de Louis XIV. Mais, avant de signer les traités de Westphalie et des Pyrénées, Mazarin eut à combattre la Fronde.

VIII

Faut-il parler de l'armée bizarre levée par le Parlement de Paris, malgré les ordonnances interdisant plus que jamais « d'enrooller et assembler gens de guerre sans lettres patentes de Sa Majesté ? »

Le Parlement régla le 14 janvier 1649 les enrôlements des troupes de la Fronde, en reproduisant purement et simplement les prescriptions des ordonnances royales : obligation de servir trois mois, interdiction de débaucher les soldats appartenant à d'autres compagnies, etc. Ce règlement avait été « lu et affiché suivant le jugement rendu par nous François Le Roy, conseiller du roy, lieutenant-général à la connestablie » (1).

La commission donnée aux capitaines pour la Fronde était ainsi conçue :

« Au sieur...

(1) Recueil des arrêts, remontrances et lettres du Parlement depuis les mouvemens commencés le 6 janvier dernier jusqu'à la pacification d'iceux, p. 9 à 12.

« Nous vous prions de lever incessamment en cette ville et ès-environs un... d'hommes de cheval (ou de pied) pour le service du Roy et de la Ville de Paris. Vous permettant de faire sonner la trompette, et leur fournir de chevaux et armes nécessaires pour s'employer en tout ce qui leur sera ordonné, suivant l'arrest de Nosseigneurs de la Cour du Parlement du 8^e du présent mois. Vous donnant à cette fin commission et mandement spécial ».

Prenant son rôle au sérieux, le Parlement étendit son rayon d'action ; le 30 janvier, il interdit de faire des levées à Rouen « sans ordres et attaches » du duc de Longueville, gouverneur de la Normandie. Le 5 février, il donna l'ordre à tous les villages et bourgs « payans, année dernière, pour taille, taillon, subsistance et autres droits la somme de cinq cens livres et au-dessous » de fournir un homme de pied « armé d'épée et de mousquet » ; ceux imposés à mille livres en fourniront deux, et ainsi de suite. Le 6 mars, il interdit de faire « aucune levée qu'en vertu de commissions du Roi et attachement de ladite Cour d'icelle » (1).

Alors ce fut la mascarade. On vit des conseillers au Parlement, gens fort pacifiques de tempérament et de fonctions, lever des compagnies, comme Portail, Lefebvre. Le fils de Broussel fut gouverneur de Paris. Quant au coadjuteur de Gondi, il fut colonel du régi-

(1) *Id.*, p. 55, 73 et 78.

ment de Corinthe, du nom de son siège archiépiscopal, et l'on sait combien fut célèbre « la première aux corinthiens ».

... Mais, s'il faut regagner les portes,

Monseigneur le coadjuteur

Est à la tête des cohortes,

dit un triolet du temps. Les pamphlets de l'époque gratifièrent les soldats du régiment de Luynes des surnoms de jansénistes, illuminés et arnaudistes (1).

Mais, si la première Fronde fut assez facile à réprimer, il n'en fut pas de même de la seconde, qui faillit mener le pays à sa ruine, alors que Louis XIV était forcé de combattre ses ennemis sous les murs de Paris, tandis qu'aux deux bouts de la France les Espagnols s'emparaient de Dunkerque et de Barcelone.

Au traité des Pyrénées, l'armée fut réduite à 125.000 hommes (2).

(1) GAILLARDIN, *histoire du règne de Louis XIV*, t. IV, p. 465 et 487.

(2) *Recherches sur les forces de l'armée française*, p. 51.

CHAPITRE II

Les réformes de Louvois

I

Depuis le début du règne de Louis XIV, le poste de secrétaire d'Etat à la Guerre était occupé par Michel le Tellier. C'est celui-ci qui, sous le cardinal de Mazarin, avait travaillé aux affaires militaires pendant la seconde partie de la guerre de Trente ans et pendant la guerre contre les Espagnols. Son fils obtint sa survivance dès le mois de décembre 1655 et reçut l'autorisation de signer comme secrétaire d'Etat le 24 février 1662. Après avoir secondé son père il lui succéda définitivement après la guerre de Dévolution.

L'œuvre du marquis de Louvois fut immense. Il fut le plus grand ministre de la Guerre qu'ait connu la France. Si, en matière de recrutement il ne fit que suivre les errements du passé, en se contentant de réprimer les abus, il fut, en matière d'organisation un véritable novateur. Il fit régner dans les troupes une exacte discipline, uniformisa la composition des divers corps de l'armée, créa le grade de brigadier, l'ordre du tableau, les inspections générales. Bref, il prépara les brillantes victoires du règne de Louis XIV et créa un des instruments de guerre les plus parfaits qui furent jamais.

« Il y a dans Louvois, dit Camille Rousset, deux personnages distincts, un administrateur et un politique ; par l'ordre des temps comme par la grandeur des services l'administrateur tient le premier rang. Le procès peut être fait au politique ; l'administrateur est hors de cause. Un ensemble de qualités le distingue, qui semblent d'abord incompatibles avec cette brutalité, ou, pour employer le mot de Saint-Simon, cette férocité de caractère qui n'était que l'énergie d'une volonté puissante : un sens droit, un jugement sain, une vue nette de l'utile et du possible. Louvois faisait peu de théorie ; il n'avait qu'un petit nombre d'idées premières, très précises et très simples, comme les axiomes fondamentaux des géomètres ; mais il avait une singulière aptitude, une fécondité ingénieuse, une méthode infailible pour les appliquer à la solution de tous les problèmes. S'imaginer un novateur turbulent, audacieux, infatué de son génie, impatient de tout conseil, c'est se faire de Louvois un portrait sans ressemblance. Il n'aimait ni les bavards, ni les importuns, ni les visionnaires, et leur faisait mauvais accueil, mais les hommes d'affaires trouvaient toujours audience. « Jamais ministre, dit un contemporain (Chambly-Landrimont), n'a été plus circonspect dans la conversation ; si un homme lui parloit, il le regardoit en face, il l'écoutoit et observoit ce qu'il y avoit du génie et du bon sens dans ce qu'il lui disoit, et, soit qu'il approuvât sa proposition ou non, il gardoit toujours

un profond silence, se réservant d'en faire une sage économie en temps et lieu ». Ceux qu'il avait une fois jugés capables et compétents, il les excitait à communiquer librement leurs idées ; il les provoquait même à la contradiction...

« De même qu'il n'avait pas, pour l'opinion d'autrui, ce dédain superbe qui n'est pas, tant s'en faut, un signe infaillible de supériorité intellectuelle, il n'avait pas davantage ce mépris absolu du passé, cette impatience contre les institutions vieilles, qui ne doit pas être confondue avec le sage esprit de réforme » (1).

II

Rien ne fut changé à la façon dont s'opérait le recrutement de l'armée. Le capitaine continua à être le propriétaire de sa compagnie et à l'administrer suivant les anciens usages, « à en faire sa métairie », suivant l'expression du Ministre lui-même. Le moment n'était pas encore venu des réformes aussi profondes. Mais il établit des règles strictes et tint la main avec fermeté à leur exécution.

La durée de l'engagement fut fixée à trois ans par l'ordonnance du 1^{er} août 1682. Aucun enrôlement ne devait être reçu pour un délai moindre.

Lorsque le nouveau soldat sera présenté au Commissaire des Guerres, celui-ci devra lui demander « de

(1) Camille ROUSSET, *loc. cit.*, t. I, p. 177-178.

quelle manière il aura esté enrôlé » ; si un engagement a été contracté pour moins de trois ans, il devra être annulé, et le capitaine fautif interdit par le Commissaire, qui en référera au Roi. Libre à l'intéressé de renouveler son engagement, s'il le désire, mais alors pour la durée réglementaire de trois ans (1).

L'ordonnance du 18 mars 1684 autorise le soldat qui aura obtenu son congé à se rengager « pour un moindre temps », mais au minimum pour un an (2).

Toujours dans le but d'augmenter le nombre des vieux soldats, Louvois fit rendre le 5 novembre 1685, une ordonnance prescrivant, tout en maintenant la durée de l'engagement à trois ans, que les soldats qui auront servi moins de six ans « seront obligez de tenir précompte à leur capitaine de l'argent de leur enrôlement et du prix de leur premier habillement ». La même ordonnance prescrivait que les soldats dont l'engagement expirait après le 1^{er} mars, seraient tenus de servir jusqu'au 1^{er} novembre, disposition parfaitement logique, puisque les campagnes avaient lieu presque exclusivement pendant l'été (3).

III

A la signature du traité d'Aix-la-Chapelle (1668), l'armée avait été réduite à 131.625 hommes, effectif de

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XXIV, n° 160.

(2) *Id.*, t. XXV, n° 39.

(3) *Id.*, n° 112.

paix fort imposant pour l'époque (1). Celui de la compagnie d'infanterie fut fixé à 80 hommes par l'ordonnance du 25 novembre 1668. Celle-ci fit en même temps une péréquation entre toutes les compagnies : les Commissaires devaient procéder à la réduction en « faisant incorporer les soldats des compagnies dans lesquelles il y en a davantage dans celles de la même garnison qui en auront besoin...; lorsque cette réduction aura été faite dans une place, s'il se trouve après cela qu'il y ait des soldats supernuméraires, ils devront être dirigés sur une autre garnison pour être versés dans les corps qui auraient besoin d'être complétés » (2).

Toutes les compagnies d'infanterie furent réduites à cinquante hommes par l'ordonnance du 22 juin 1671 : 2 sergents, 3 caporaux, 5 anspessades, 27 mousquetaires, 12 piquiers et 1 tambour, commandés par un capitaine et deux lieutenants. Le capitaine dont la compagnie était complète recevait la solde sur le pied de 53 hommes (3).

Telle était la règle. Mais Louvois voulait être sûr de ses effectifs : il fit une guerre acharnée aux passe-volants. La chose était d'autant plus nécessaire que Mazarin, qui n'était pas très rigide sur les principes et dont l'autorité avait d'ailleurs été longtemps chancelante, avait fermé les yeux sur beaucoup d'abus,

(1) *Recherches sur les forces de l'armée française*, p. 33.

(2) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XXVII, n° 57.

(3) *Ibid.*, n° 139.

ainsi qu'en témoigne une lettre du marquis de Bellefonds au ministre, en date du 8 janvier 1668 : « M. le cardinal a si fort autorisé ces abus, dit-il, que vous avez besoin d'une extrême application pour remettre les choses dans l'armée » (1).

L'ordonnance du 21 mars 1663 avait prescrit pour les passe-volants la peine du fouet à laquelle celle du 25 juillet 1665 ajouta la marque au fer rouge sur le front ou les joues (2). L'ordonnance du 20 septembre 1668 confirma cette peine, ajoutant que les capitaines fautifs devaient être cassés, « sans qu'ils puissent s'excuser sur ce que les maréchaux des logis ou les sergens auront admis à leur insceu des passevolans ». Les sergents-majors étaient tenus de signaler les passe-volants qui se trouveront dans leurs compagnies, « et en cas qu'après que lesdits sergens-majors auront affirmé qu'il n'y en a point, il s'y en trouve encore quelqu'un, Sa Majesté veut et entend que le sergent-major qui n'aura pas dit la vérité, soit privé pour trois mois de ses appointemens ». De plus, si un des soldats présents dénonce un passe-volant, il recevra sur-le-champ une gratification de trois cents livres et son congé ; quant à l'officier qui en signalera un, il sera « pourveu de la charge de l'officier qui sera à la tête de la compagnie » où se trouvait ledit passe-volant (3).

(1) ROUSSET, *loc. cit.*, t. I, p. 173.

(2) *Recueil des ordonnances militaires*, t. XX, n° 631 ; t. XXI, n° 112.

(3) *Id.*, t. XXII, n° 48.

L'ordonnance du 1^{er} juillet 1676 condamna les passe-volants à une peine plus terrible que le fouet : ils devaient dorénavant avoir le nez coupé « sans remise sur-le-champ par l'exécuteur de la justice (1).

Ces sévères prescriptions ne restèrent pas lettre morte et furent strictement appliquées.

En 1663, le commissaire Becel, ayant découvert des passe-volants dans le régiment d'Herbouville, ordonna de les fustiger. Les officiers du présidial firent défense à l'exécuteur de leur infliger cette peine, mais une ordonnance du 22 décembre 1663 prescrivit de passer outre à cette interdiction et d'appliquer la sentence (2).

En 1667, des passe-volants surpris à Damvilliers, Montmédy et quelques autres places furent mis à mort (3).

Il arrivait parfois que des commissaires infidèles s'entendissent avec des capitaines de leurs amis et les prévinssent du jour où ils devaient faire la revue de leurs compagnies. Il est inutile de dire que le ministre se montrait impitoyable à leur égard. Il rend compte en ces termes au roi de la façon dont il avait découvert et puni un commissaire qui avait manqué à ses devoirs (17 avril 1671, de Tournai) :

« J'ai l'honneur de dire à Votre Majesté que, peu de jours avant que de prendre congé d'Elle, j'avois de

(1) *Id.*, t. XVIII, n° 121.

(2) *Id.*, t. XX, n° 59.

(3) *Id.*, t. XX n° 85.

graves soupçons sur la conduite du commissaire Aubert, qui avoit le département de Dunkerque. Je reçus, en partant de Paris, des lettres de tous les commissaires, dans le département desquels les compagnies suisses qui sont sorties du sien sont entrées, qui m'y confirmèrent encore davantage. Je mandai d'Hierge au capitaine Palavichiny, qui étoit depuis peu arrivé avec sa compagnie à Mariembourg, de me venir trouver à Philippeville, et là, le menaçant de lui faire son décompte, pour toute l'année passée, sur le pied de cent soixante hommes qu'il a présentement (1), et en lui promettant que, s'il me disoit la vérité, Votre Majesté lui pardonneroit sa faute, je tirai de lui la vérité de ce qui s'est passé à Dunkerque depuis six ans, qui est que les compagnies suisses n'avoient que cent-cinquante-cinq à cent-soixante hommes; qu'ils donnoient par mois trois payes audit commissaire, moyennant quoi il les avertissoit, deux fois vingt-quatre heures devant qu'il dût faire la revue; que, lorsque l'intendant étoit sur les lieux, ils envoyoient quérir des hommes à Bergues et à Furnes, pour passer complets; et, quand l'intendant étoit absent, ils ne faisoient point la dépense d'avoir des passe-volans et donnoient un rôle de malades, que le commissaire se chargeoit de vérifier, quoiqu'il ne le fit pas; et qu'assurément tous les capitaines que je trouvois sur la route, me confirme-

(1) Au lieu de deux cents hommes, effectif normal des compagnies suisses.

roient la même chose... Je dépêchai de Philippeville un courrier à Dunkerque, pour faire arrêter ledit commissaire, par le retour duquel je viens d'apprendre qu'il est dans la citadelle de Dunkerque. Toutes les compagnies que j'ai trouvées à Ath et ici, et le capitaine qui est à Oudenarde, que j'ai envoyé quérir, m'ont confirmé la même chose, et l'ont même déposé devant le prévôt de l'armée. Je supplie humblement Votre Majesté de trouver bon qu'une friponnerie de cette nature ne demeure point impunie, et, par l'exemple qui se fera en la personne de ce fripon-là, de me mettre en état de la faire servir fidèlement par tous, et de faire voir aux autres qui ont de pareils emplois que, quand on vole Votre Majesté, on n'en est pas quitte pour cesser de la voler et être révoqué » (1).

Louvois n'admettait pas que quiconque s'opposât à l'exécution des ordonnances royales et à l'exercice de son autorité. En 1673, le commissaire de Jonville le prévint qu'il avait découvert un passe-volant dans la garnison de Belle-Isle, mais que le gouverneur de la place, M. de Logerie, avait pris la défense du capitaine en cause et fait emprisonner le dénonciateur, au mépris des ordonnances. Le ministre prit sa bonne plume et écrivit à M. de Logerie : « Le roi a vu avec beaucoup de surprise que vous vous soyez assez oublié pour faire mettre un sergent prisonnier, auquel le

(1) ROUSSET, *loc. cit.*, t. I, p. 199 et suiv.

commissaire Jonville avoit donné un congé... Une pareille conduite vous devoit sans doute attirer la privation de vos charges et une punition exemplaire, si Sa Majesté, en considération de vos longs services, n'avoit pas mieux aimé vous faire avertir, pour cette fois, de la faute que vous avez commise, et vous priyer de vos appointemens pendant un mois, pour vous apprendre à vous mieux conduire à l'avenir, vous déclarant que, si pareille chose vous arrive de sa vie, vous serez puni si sévèrement que vous serviez d'exemple aux autres. J'ai expédié, par ordre de Sa Majesté, un ordre pour interdire le major de la place pendant trois mois..., pour n'avoir pas dénoncé le passe-volant, et un autre pour casser le capitaine Couchet, qui l'a présenté... » (1).

Mais si Louvois étoit impitoyable, s'il réprimait avec la dernière sévérité tout manquement aux ordonnances royales, il savoit user d'indulgence quand il le fallait ou quand il se trouvait en face d'une faute légère. Un jour qu'il passait la revue du régiment de Conti (en avril 1676), un soldat sortit du rang pour lui dénoncer trois passe-volants dans la plus « belle compagnie du régiment » : l'un étoit le *frater* de la compagnie, et les deux autres les valets du capitaine. Le ministre fit interdire ce dernier et donner au dénonciateur dix pistoles et son congé. Mais, en même temps, il proposa au roi, « ce capitaine ayant soixante-

(1) *Id.*, p. 202 à 204.

cinq hommes, et assurément une aussi belle compagnie qu'on en puisse voir..... de faire lever son interdiction et d'ordonner qu'il payerait ce que l'on a donné au dénonciateur », l'exemple devant être suffisant. Le roi accepta cette proposition et fit grâce au capitaine en cause (1).

Les efforts de Louvois furent couronnés de succès : les passe-volants disparurent complètement, et il ne fut plus question de cette fraude, que les circonstances rendaient parfois excusable, mais qui n'était pas digne d'une belle et grande armée.

IV

Il s'attaqua aussi à tous les abus, et toutes les ruses qu'employaient les recruteurs. Il renouvela l'interdiction si souvent formulée de débaucher des hommes appartenant à d'autres compagnies, sous peine des galères (ordonnance du 6 septembre 1668 (2), qu'elles soient ou non « vacantes », c'est-à-dire qu'elles n'aient temporairement pas de capitaine à leur tête (ordonnance du 4 octobre 1683) (3). Puis interdiction de promettre aux recrues une solde plus forte que la solde prescrite par les ordonnances ou aux hommes engagés pour trois ans seulement « de ne leur point déduire l'argent qu'ils recevront pour leur enrôlement »

(1) *Ibid.*, p. 201.

(2) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XXI, n° 753.

(3) *Id.*, t. XXV, n° 3.

(ordonnance du 10 décembre 1686 (1), interdiction de donner aux recrues des certificats d'engagement antidatés (ordonnance du 18 décembre 1684).

Cette pratique avait le grand inconvénient de permettre à certains soldats de ne pas accomplir le temps de service légal. De plus, certains capitaines, sur le point d'être cassés pour mauvais service, trouvaient ingénieux de donner à leurs hommes des certificats antidatés, de sorte que « ceux que Sa Majesté fait pourvoir desdites compagnies, trouvent que la plupart des soldats qui les composent ont des congés, dont le temps est prêt à expirer, ce qui les met en fort vilaine posture¹ ». L'ordonnance précitée oblige tous les soldats à faire viser leurs certificats par les inspecteurs-généraux, « à faute de quoy ils seront nuls, et les soldats qui s'en voudront servir seront traitez comme déserteurs » (2).

Et que d'abus moins sérieux, mais que le ministre réussit aussi à faire disparaître ! Certains capitaines avaient la prétention que leurs compagnies ne fussent formées que de beaux hommes qui fissent honneur à leur corps. Le 27 janvier 1683, Louvois écrivit au marquis d'Huxelles : « J'ai vu ici deux soldats qui m'ont dit avoir été licenciés à Ypres, et qui m'ont montré des congés qui portent qu'ils ont été chassés parce qu'ils étaient trop petits. Ces soldats n'étoient pas

(1) *Id.*, n° 142.

(2) *Ibid.*, n° 86.

de taille avantageuse, mais ils étoient bien sur leurs jambes, l'un âgé de trente ans, et l'autre de trente et un.... Et je me souviens fort bien que je vous ai expliqué que le roi seroit bien aise que vous ne souffrissiez pas que l'on amenât de mauvais hommes de recrue, mais qu'en même temps l'intention du roi étoit que l'on conservât les vieux soldats qui seroient de petite taille et en état de bien servir. C'est ce que je suis obligé de vous répéter encore, et de vous dire que Sa Majesté entretenant en grand nombre d'infanterie sur pied, il ne faut pas, pour pouvoir mesurer les hommes au pouce et au pied, comme on l'a fait dans le régiment des gardes depuis quelque temps, ce que l'on m'a mandé avoir été aussi pratiqué par quelque inspecteur-général qui néanmoins ne m'en a rien mandé, priver le roi du service de soldats qui sont d'âge, de force et de taille à bien servir.. Je vous répète donc ce que je vous viens d'expliquer, qui est que, pour quelque raison que ce soit, il ne faut pas licencier un vieux soldat parce qu'il n'est pas aussi grand qu'un autre, et que, dans les recrues qui vous seront présentées, il ne faut pas rebuter les soldats qui sont larges et bien faits, parce qu'ils ont quelques pouces de hauteur moins que les soldats des têtes des compagnies, et de se contenter d'ôter ceux qui, par leur faiblesse ou autre défaut, seront incapables de bien servir ».

Dans le même ordre d'idées, il écrivit le 23 février

1685 : « Sa Majesté ne veut pas que l'on mesure les soldats, et il ne faut point chasser un vieux soldat parce qu'il est trop petit ni un jeune homme de belle espérance » (1).

On rencontrait également l'abus contraire, surtout en temps de guerre : il arrivait, faute de mieux, que certains capitaines enrôlaient des « gueux, enfants et contrefaits » pour compléter leurs effectifs, ce qui donnait de bien piètres soldats. L'ordonnance du 23 décembre 1680 frappa les capitaines coupables, d'une amende de vingt livres (2).

Aussi, pendant la guerre de Hollande, Vauban signala-t-il des places gardées par des garnisons composées de compagnies d'enfants et de pauvres petits misérables qu'on enlève violemment de chez eux ou qu'on escamote en cent différentes manières, qui sont commandées par des officiers la plus grande part aussi misérables qu'eux ». Les compagnies de garnison présentaient un si minable aspect parce que certains gouverneurs ne craignaient pas de revendre leurs hommes avec bénéfice aux capitaines en campagne.

On conçoit l'énergie que dut déployer le Ministre tout-puissant pour réprimer tous ces abus et venir à bout de ce désordre. C'est au prix des plus grands efforts qu'il parvint à organiser la belle armée qui réunit à la France la Flandre et la Sarre, le Comté de Bourgogne

(1) ROUSSET, *loc. cit.*, t. III, p. 296-297.

(2) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XXIV, n° 403.

et temporairement la Lorraine. Fort de l'appui de l'autorité royale, il fit régner la discipline la plus stricte du haut en bas de la hiérarchie militaire et y obligea aussi bien les maréchaux de France que les simples soldats.

La façon dont il mena à bonne fin cette œuvre gigantesque, — qui lui valut la qualification de brutal — et la faveur dont l'entourait Louis XIV le firent haïr par un grand nombre de ses contemporains. Il eut un grand nombre d'ennemis, qui ne s'inclinaient qu'en frémissant devant le tout-puissant ministre, et les mémoires du duc de Saint-Simon et du marquis de la Fare restent d'impérissables monuments de cette terrible haine, et, il faut le dire, de la grandeur du ministre dont les services avaient été assez grands pour s'attirer cette haine.

V

Il eut à faire face à d'énormes difficultés au cours des guerres de Hollande et de la Ligue d'Augsbourg, durant lesquelles Louis XIV eut à lutter sur toutes ses frontières contre les forces de l'Europe entière. Les effectifs atteignirent un chiffre inconnu jusque-là ; au début de la guerre de Hollande, ils furent de 176,089 hommes, pour retomber à 138,432 après la signature du traité de Nimègue. — Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, l'effectif monta à 395,865 hommes (1).

(1) *Recherches sur les forces de l'armée française.* p. 55 à 58.

Pour augmenter l'armée dans de telles proportions il fallait naturellement faire des levées répétées, suivant l'usage immémorial, au début et au cours des campagnes : soit pour renforcer les compagnies sur pied, soit pour créer de nouveaux régiments d'infanterie et de cavalerie. La plupart de ces corps disparurent à la paix, plusieurs furent maintenus et durèrent jusqu'à la Révolution.

D'autre part, Louvois créa des régiments de garnison, destinés à garder les places fortes, et qui pouvaient éventuellement devenir régiments de campagne. Enfin il leva de nombreux régiments étrangers, et, en 1688, créa les milices provinciales.

Louvois se montra sans pitié pour les officiers dont les compagnies étaient incomplètes : au début de la campagne de 1675, par exemple, plusieurs officiers furent cassés, d'autres condamnés à des amendes variées ; une pistole par fantassin manquant, soixante-quinze livres par cavalier (lettre du roi au maréchal-général de Turenne, 1^{er} juin 1675) (1).

VI

Tout naturellement, ces levées n'allèrent pas sans que l'on vit se renouveler en partie les abus et les violences des guerres précédentes. Louvois fit tous ses efforts pour les réprimer et insistait en toutes circonstances pour que les engagements fussent libres et que

(1) ROUSSET, *loc. cit.*, t. II, p. 126-127.

les recruteurs apportassent toute la bonne foi désirable dans leurs opérations. En 1672, en pleine guerre de Hollande, il écrivait à Desbonnais : « Présentement que le roi a besoin de soldats, ce n'est pas le temps d'examiner s'ils ont été bien ou mal enrôlés ; il faut qu'ils demeurent dans les compagnies où ils se trouvent ; mais à l'avenir, quand un capitaine engagera un soldat et qu'il lui donnera un écrit pour se retirer où bon lui semblera dans un certain temps, l'écrit doit avoir son effet, et il est juste que, si le soldat se veut retirer après avoir servi le temps qui y est porté, il le puisse faire, et il suffit seulement qu'il avertisse son capitaine auparavant que de se retirer » (1).

Le 3 janvier 1677, il écrivait au lieutenant-général de police de la Reynie : « L'intention du roi n'est pas de tolérer les friponneries qui se font dans Paris pour les levées, et Sa Majesté trouve bon que tous ceux qui sont présentement dans les prisons et qui seront pris à l'avenir pour ce fait-là, soient punis suivant la rigueur des ordonnances pour ce pareil crime ».

Le 25 mai suivant, il enjoignait à la Reynie de punir sévèrement « les gens qu'Auzillon a menés au Châtelet, après avoir trouvé des gens qu'ils avoient pris par force et enfermés à Aubervilliers, puisque, en même temps qu'ils troublent le repos public, ils décrient la levée des soldats par leurs violences » (2).

(1) ROUSSET, *loc. cit.*, t. III, p. 181-182.

(2) *Id.*, t. II, p. 478-479.

Les mêmes abus se produisirent pendant la guerre de la Ligue d'Angsbourg. A Paris, certains recruteurs arrêtaient « les gens qui passent dans la rue », et les menaient dans des maisons écartées, où, « à force de les battre et de leur faire peur », on les forçait à contracter un engagement. Le 13 avril 1670, Louvois écrivait à la Reynie : « Sa Majesté m'a commandé de vous faire savoir que son intention est que vous essayiez de faire arrêter les gens et que vous fassiez leurs procès, en sorte que l'exemple qui en sera fait empêche qu'à l'avenir il ne s'en commette plus » (1).

Ces violences continuèrent cependant, car Dangeau signale dans son journal, à la date du 17 mars 1695, qu'« il y avoit plusieurs soldats, et même deux gardes du corps, qui, dans Paris et sur les chemins voisins, prenoient par force des gens qu'ils croyoient en état de servir, et les menoient dans des maisons qu'ils avoient pour cela dans Paris, où ils les enfermoient, et ensuite les vendoient malgré eux aux officiers qui faisoient les recrues ; ces maisons s'appeloient des fours. Le roi, averti de ces violences, a commandé qu'on arrêât tous ces gens-là et qu'on leur fit leur procès ; et, quoique les levées soient fort difficiles cette année, il ne veut point qu'on enrôle personne par force. On prétend qu'il y avoit vingt-huit de ces fours dans Paris » (2).

(1) *Id.*, t. IV, p. 380-381.

(2) T. V, p. 168.

Même chose en province, où des recruteurs venaient saisir des jeunes gens dans les foires et sur les marchés, qui, disait-on en 1694, « sont pleins de gens qui emmènent par force tous les gens qu'ils croient propres au service ; la chose a été si loin que des paysans ne viennent plus sur certains marchés ». En 1699, à Troyes, un paysan est accosté par deux soldats : un capitaine lui glisse deux écus dans la main et lui fait entendre qu'il est engagé. Ailleurs, des cavaliers empoignent un paysan malgré ses protestations et lui disent que le roi a besoin de soldats et qu'on n'a que faire de son consentement » (1).

A ce propos, Louvois écrivait aux intendants que, si le roi « toléroît qu'on dissimulât les petites tromperies », il désapprouvait absolument ces violences et recommandait « de tenir la main à ce que pareille chose n'arrive plus » (2).

C'est sur ces principes que fut rendue l'ordonnance du 8 février 1692, qui défendit « très expressément à tout capitaine de faire aucun enrôlement de cavalier, dragon ou soldat qui ne soit volontaire », et prescrivit que, « s'il arrive à l'avenir qu'un capitaine ait pris ou fait prendre dans des maisons, sur les chemins, à la campagne ou ailleurs, des gens pour les faire entrer contre leur gré dans sa compagnie..., ledit capitaine

(1) BABEAU, *La Vie militaire sous l'Ancien-Régime*, t. I, p. 53.

(2) ROUSSET, *loc. cit.*, t. IV, p. 442, en note.

sera non seulement cassé ou privé de sa charge, mais encore chastié ainsi que Sa Majesté l'ordonnera... » (1).

VII

On a vu le cas que certains officiers faisaient de cette ordonnance... et quelle main de fer il fallait pour réprimer de tels abus. Malheureusement, elle manqua à Louis XIV au plus fort de la guerre de la Ligue d'Augsbourg : le 16 juillet 1691, « le roi travailla l'après-dinée avec M. de Louvois, et, sur les quatre heures, il s'aperçut que M. de Louvois se trouvoit mal. Il le renvoya chez lui. En y arrivant, il se sentit plus pressé ; il se fit saigner. Son oppression augmentant toujours, il se voulut faire saigner de l'autre bras ; il envoya chercher son fils et mourut un instant après » (2).

C'est dans ces termes que Dangeau raconte la mort de Louvois. Le grand ministre fut très regretté. Si, dans les premiers temps, la gloire de la prise de Namur, des victoires de Steinkerque, de Nerwinden et de la Marsaille, la présence à la tête des armées de glorieux généraux comme les maréchaux de Luxembourg et de Catinat, dont le premier était d'ailleurs un ennemi déterminé du ministre disparu, empêchèrent le pays et l'armée de s'apercevoir de la grande perte qu'ils avaient faite ; si, tout d'abord, suivant son expression, les affaires du roi n'en allèrent pas plus mal, on

(1) *Recueil des ordonnances militaires*, t. XXVIII, n° 4.

(2) *Journal de Dangeau*, t. III, p. 360.

le regretta fort par la suite. Comme le dit Camille Rousset, « la guerre se perpétuait, les campagnes se succédaient avec des difficultés nouvelles et des exigences croissantes. Dans le public, dans l'armée même on regrettait, on évoquait Louvois ; le souvenir de ses fautes s'effaçait à mesure ; il ne restait plus que la mémoire de son génie ; et les regrets du public et de l'armée lui faisaient une grandeur posthume qui s'élevait et s'étendait sans cesse ».

Le sentiment de ces contemporains est bien rendu par l'épithète que fit un anonyme :

Ici gît sous qui tout plioit
Et qui de tout eût connaissance parfaite,
Louvois, que personne n'aimoit
Et que tout le monde regrette (1).

Tout le monde put en effet le regretter, car il ne fut pas remplacé. Ses successeurs, son fils le marquis de Barbezieux, puis, à partir de 1699, Chamillard, ne surent pas continuer son œuvre, malgré la présence auprès d'eux de Chanlay, qui avait été le bras droit du ministre disparu.

Tous deux furent d'ailleurs ministres à des moments critiques. Barbezieux suivit autant que possible les principes de son père pendant le reste de la guerre de la Ligue d'Augsbourg et ne fit aucune innovation en matière de recrutement.

(1) ROUSSET, *loc. cit.*, t. IV, p. 307.

La réforme qui suivit la signature du traité de Ryswick abaissa l'effectif des troupes sur pied de 395,865 hommes à 140,216 (1), tant par la suppression d'un certain nombre de régiments que par la réduction de 5 hommes pour chacune des compagnies d'infanterie et cavalerie conservée (ordonnances du 4 novembre 1697). Deux ans après, pour raison d'économie, elles furent encore réduites respectivement à 35 et 20 hommes (ordonnances du 15 décembre 1699) (2).

La période de paix fut de courte durée, bientôt éclata la terrible guerre de Succession d'Espagne. Outre l'augmentation classique des compagnies d'infanterie et de cavalerie (de dix unités par les ordonnances du 25 janvier 1701) (3) et les levées normales de nouveaux corps, Chamillart fit créer l'année suivante cent un régiments d'infanterie d'un bataillon, aux dépens des colonels. Ce fut un grand désordre : il fallut pourvoir d'un coup à sept mille places d'officiers, ce qui écréma les anciens corps, et, dans le nombre, il s'en trouva d'indignes, « des aventuriers sans nom et sans expérience, qui se faisoient ainsi une position, qui voloient le roi, et leurs officiers et leurs soldats », dit Guignard, qui fut lieutenant-colonel d'un de ces nouveaux régiments.

Au point de vue militaire, il aurait évidemment

(1) *Recherches sur les forces de l'armée française*, p. 58.

(2) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XXX, n^{os} 12, 13, 61 et 62.

(3) *Id.*, t. XXXI, n^{os} 3 et 4.

mieux valu augmenter d'un ou de deux bataillons les corps déjà sur pied, mais cette mesure fâcheuse eut une raison financière : cette augmentation ayant lieu aux frais des nouveaux colonels, il n'était possible d'obtenir d'eux ce sacrifice qu'en leur conférant ce grade et le commandement des nouveaux corps.

Cette création amena une recrudescence de déserteurs, qui allèrent prendre parti dans les nouveaux corps. Ils se trouvèrent d'ailleurs couverts par les nombreuses amnisties accordées suivant l'usage, aux déserteurs qui reprenaient du service (ordonnances des 10 février 1701, 28 mars 1703, 5 juin 1706).

Il s'en suivit des incidents pittoresques ; au début de 1707, des officiers de l'armée du Rhin reconnurent des déserteurs parmi les soldats d'autres régiments et s'empressèrent de les réclamer. Le litige était difficile à régler en raison de toutes ces amnisties.

L'ordonnance du 20 mai 1707 trancha le différend en disant qu'il valait mieux « dans les conjonctions présentes », n'apporter aucun changement dans la disposition des troupes et laisser les déserteurs dans les régiments auxquels ils appartenaient » (1).

De même, bien que l'ordonnance du 21 janvier 1701 eût rappelé, une fois de plus, l'interdiction de déboucher des soldats appartenant à d'autres compagnies, nous trouvons d'assez nombreuses dérogations accor-

(1) *Id.*, n° 31 ; t. XXXII, n° 57 ; t. XXXIII, n° 92 ; t. XXXIV, n° 14.

dées à des capitaines particulièrement éprouvés : à la compagnie de canonniers de Bressy le 18 avril 1701, aux régiments de dragons du mestre-de-camp, de la Reine, de Vassé et de Rohan, particulièrement éprouvés à Hochstedt, le 30 décembre 1704. Naturellement, les capitaines bénéficiaires de ces autorisations spéciales devaient payer le prix des hommes qu'ils recevaient, quarante-cinq livres dans le premier cas et trente-deux dans le second (1).

Il est inutile de souligner les difficultés auxquelles se heurtaient les officiers recruteurs au cours de cette longue guerre succédant à une autre guerre de dix ans. Les paies de gratification accordées aux capitaines dont les compagnies étaient complètes, toujours à peu près suivant les mêmes taux, — ni la perspective d'être cassés, ne suffisaient pas pour maintenir les compagnies au complet. Le maréchal de Villars le disait nettement dans une lettre au ministre Chamillard : « Si je perds cinq cents hommes en attaquant les retranchements de l'ennemi, on dira cinq mille, car vous savez, Monsieur, que toutes les compagnies d'infanterie auxquelles il manque quatorze ou quinze hommes les ont toujours perdus dans le combat... »

Cependant, l'autorité royale tâchait, autant que possible, de réprimer les violences, et même les ruses des recruteurs. Si, en 1713, on vit des archers de robe

(1) *Id.*, t. XXXI, n^{os} 2 et 22 ; t. XXXIII, n^o 37.

courte et des recors de justice menacer des jeunes gens de les faire passer pour déserteurs, les mettre en prison et les vendre à des capitaines « moyennant des sommes considérables » (1), par contre, l'ordonnance du 25 avril 1707 annula l'engagement de deux recrues qui s'étaient engagées dans le régiment de *Picardie*, alors qu'ils avaient cru s'enrôler dans un régiment de dragons, Sa Majesté ne voulant point que l'on use de surprise dans les enrôlements » (2).

L'ordonnance du 10 décembre 1701 avait essayé de venir en aide aux officiers en trouvant une nouvelle source de recrutement, précisément « pour éviter les plaintes... reçues à l'occasion des levées qui se sont faites pendant les dernières guerres, de ce que quelques officiers qui y étaient employés enrôloient par surprise ou par d'autres voies défendues par les ordonnances la plupart des soldats qu'ils étoient obligés de lever... » et afin que « les officiers des autres troupes qui ont à faire des recrues ne soient plus en si grand nombre et se contiennent dans les voies ordinaires et permises... » En conséquence, chaque corps ou communauté de marchands du royaume dut fournir un ou plusieurs soldats, « à proportion de ses revenus communs, et à l'égard de celles desdites communautés dont les revenus sont entièrement employés au paiement des rentes annuelles qu'elles doivent pour les

(1) BABEAU, *op. cit.*, t. I, p. 45.

(2) *Recueil des ordonnances militaires*, t. XXXIV, n° 11.

emprunts qu'elles ont ci-devant faits pour le service de Sa Majesté, au moyen des deniers qui proviendront des premières réceptions qui s'y feront, dont lesdites communautés feront l'avance, desquels soldats elles seront seulement obligées de payer la levée. Sa Majesté voulant bien les faire habiller et armer et pourvoir à leur subsistance du jour de leur enrôlement ».

Un état joint à l'ordonnance indiquait le nombre de soldats à fournir par chaque communauté. Le lieutenant-général de police à Paris et les officiers de police dans les villes de province devaient en aviser les communautés. Celles-ci devront donner jusqu'à cent livres dans les plus grandes villes, jusqu'à quatre-vingts dans celles de second rang, et jusqu'à soixante « dans les moindres... pour l'enrôlement de chacun des soldats qu'elles devront fournir ». Elles ne devront accepter que les hommes de vingt-deux à trente-cinq ans, d'une taille de cinq pieds, « et qui se trouveront en état de servir ». L'engagement devait être contracté pour trois ans (1).

Mais la source qui fournit le plus de soldats pendant ladite guerre, ce furent les milices provinciales sous le nom de « levées extraordinaires ».

Lorsque la France fut enfin sauvée par la brillante journée de Denain succédant à tant de misères, elle avait sur pied un effectif de 392,223 hommes, qui fut

(1) ISAMBERT, *loc. cit.*, t. XX, p. 398-400.

réduit, à la réforme de 1714, au chiffre de 232,959. Le nombre des régiments d'infanterie sur pied atteignait le chiffre énorme de 174, qui fut ramené à 131 (1).

(1) *Recherches sur les forces de l'armée française*, p. 58-60. SUSANE, loc. cit., t. I, p. 257.

CHAPITRE III

Le règne de Louis XV

I

A l'avènement de Louis XV, le Régent remplaça les secrétaires d'Etat par des Conseils présidés par des grands seigneurs : le cardinal et le duc de Noailles, les maréchaux de Villars, d'Estrées et d'Huxelles. Le Conseil de la Guerre avait à sa tête le maréchal de Villars. Ces Conseils furent d'ailleurs supprimés en 1718, et les secrétaires d'Etat reprirent leur rang et leurs prérogatives.

La terrible guerre qui venait de finir avait été une dure leçon. Des réformes s'imposaient, et le Conseil se mit avec ardeur au travail. Il est à remarquer d'ailleurs que, si l'armée joua un rôle moins brillant que sous le règne précédent, elle n'en fut pas moins fort bien organisée. La monarchie était devenue plus administrative et était entrée dans l'ère des grandes ordonnances. Celles du comte d'Argenson et du maréchal de Belle-Isle furent des chefs-d'œuvre d'organisation, mais sous le règne de Louis XV, il manqua toujours un Louvois pour tenir la main à leur application.

L'ordonnance du 2 juillet 1716 augmenta la durée de l'engagement, qui fut fixée à six ans au moins

(art. XLII), au bout desquels le soldat aura le droit de se retirer avec un habillement, son épée, son linge « sans pouvoir rien lui déduire pour raison de ce, ni sans entrer dans aucun décompte » (art. XLV).

Les articles XXIII et suivants fixent les formalités d'inscription qui doivent être faites au moment de l'incorporation.

Tous les corps devront être pourvus, par les soins du Conseil de guerre, d'un registre « visé par ledit Conseil ». Sur ce registre, les majors inscriront, « compagnie par compagnie, dans les colonnes marquées, les noms propres de famille et de guerre » de tous les soldats du régiment, « le lieu de leur naissance, l'élection, le bailliage, sénéchaussée ou châtellenie dans le ressort duquel ledit lieu sera situé, leur âge, leur taille, les marques qui peuvent les faire reconnaître, et les dates de leur enrôlement » (art. XXIII).

Dans ce but, chaque colonel devra assembler son régiment dans le courant du mois d'août et le fera défilér, compagnie par compagnie devant le major, qui recevra les déclarations de chaque soldat (art. XXIV). Celui-ci devra laisser des pages en blanc pour les recrues à venir (art. XXV), et les Commissaires ne pourront, sous peine d'être cassés, « comprendre dans leurs revues aucune recrue sans en avoir vérifié l'enregistrement » (art. XXVII).

Les fausses déclarations seront punies des galères (art. XXVI).

Dans le courant de septembre le major de chaque régiment enverra copie de son registre au Conseil de guerre, et tous les mois, il devra lui adresser l'état des recrues faites pendant le mois » (art. XXVIII).

Lors de leurs revues trimestrielles, les Commissaires devront donner lecture de cette ordonnance à la tête des troupes assemblées (1).

Ce fut là un réel progrès. Tous les soldats étaient désormais immatriculés, de sorte que l'autorité militaire était sûre des effectifs. De plus, l'état-civil des nouvelles recrues leur était demandé sous peines sévères, de sorte que le recrutement était moralisé pour ainsi dire; on connaissait ainsi les antécédents des jeunes soldats ce qui ne pouvait présenter que des avantages.

Ce but avait déjà été poursuivi par l'ordonnance du 1^{er} juillet 1715, œuvre de Voysin, qui avait remplacé Chamillart en 1708, après les catastrophes qui avaient marqué la première partie de la guerre de la succession d'Espagne. Elle interdisait aux recrues de donner un faux nom et de « déguiser » le lieu de leur naissance en contractant leur engagement, sous peine des galères. A son arrivée au corps, le jeune soldat devait déclarer au major « ce à quoi il a été employé » durant les trois années précédentes, et, s'il a servi en qualité de valet, le nom et la qualité « de celui qu'il

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XXXVI, n° 61,

a servi » (1). L'ordonnance de 1716 ne fit donc que reproduire ces prescriptions en établissant une réglementation plus étroite des formalités d'inscription ».

L'ordonnance du 1^{er} mars 1717 enjoignit aux Commissaires de renvoyer dans leurs foyers les recrues reconnues par eux impropres au service; « en leur faisant payer cinq sols par journée de sept à huit lieues, sur les appointements du capitaine, quand la recrue aura été faite par un sergent ou un soldat », ou sur ceux de l'officier recruteur ».

En même temps, elle prescrivit de renvoyer les enfants enrôlés au-dessous de seize ans; le capitaine qui les aura engagés devra leur payer vingt livres, juste punition de la faute qu'il a commise en prenant des soldats si jeunes.

C'est la première fois que l'on voit une ordonnance établir une limite d'âge minimum pour les recrues. Jusque-là on se contentait de voir si le jeune soldat était apte à porter les armes et s'il était « de belle espérance ». Désormais, les enfants étaient exclus de l'armée.

Il en était de même, d'ailleurs, des « écoliers » et « suppôts de l'Université ». En 1732, par exemple, un certain Friquet s'était engagé sans l'autorisation de ses parents; le cardinal de Fleury le fit rendre à sa famille, « en vertu des anciens privilèges » (2).

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XXXV, n° 121.

(2) BOUQUET, *l'ancien Collège d'Harcourt et le lycée Saint-Louis*, p. 35, en note.

Un décret de l'Université, en date du 5 juin 1756, décida que les parents dont les enfants se seront engagés sans leur assentiment devront les réclamer au lieutenant-général de police, qui seul peut déclarer nul l'engagement. Mais les parents devront rembourser la somme payée à leur fils et les frais d'enrôlement. Le nom des enfants ainsi rachetés sera « porté sur un catalogue », et, en cas de récidive, le nouvel engagement seul sera annulé, le troisième sera valable (1).

De même, les miliciens et les étrangers ne pouvaient s'engager dans les troupes françaises. Plusieurs exceptions furent faites, en ce qui concerne ces derniers, dans des circonstances particulièrement difficiles : par exemple, les capitaines de l'armée d'Italie en 1733 et ceux de l'armée du Bas-Rhin en 1757 furent autorisés à enrôler cinq étrangers pour compléter leurs effectifs (2).

II

Le prix des hommes s'était élevé depuis le XVII^e siècle : le roi donnait en général 50 livres par fantassin et fournissait de plus l'habit, le chapeau et le fusil ; les capitaines devaient se charger de la façon de l'habit, du ceinturon et du fourniment. Lors des augmentations d'effectifs faites en vue d'entrées en campagne, ils recevaient de plus une gratification de 15 livres par

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. XLVII, n° 68.

(2) *Id.* t. XL, n° 126 ; t. XLVIII, n° 29.

« homme de l'augmentation » en état de servir au moment fixé (ordonnances du 15 mars 1731 et du 31 octobre 1736 (1)).

C'était là une moyenne fixée par les ordonnances, mais en fait les prix étaient extrêmement variables, suivant que l'on était en temps de paix ou en temps de guerre. En 1729, le marquis de Sabran trouva des soldats à tous les prix ; il en a payé trois 100 livres, cinq ou six 60, les autres de 6 à 30 ; quelques-uns même ne lui ont rien coûté du tout. Mais il dut reconnaître lui-même que la qualité n'était pas fameuse : dix-sept de ses recrues désertèrent, et il dut en renvoyer un certain nombre des autres.

Les prix étaient plus élevés dans la cavalerie : le roi allouait aux capitaines de cette arme 100 livres par homme. Mais cette somme se trouvait souvent insuffisante, car ils tenaient à avoir de beaux hommes, et ceux-ci, se trouvant très courus, se faisaient payer fort cher.

La folie d'avoir de beaux et grands hommes contre laquelle avait tenté de réagir Louvois, sévissait plus que jamais au XVIII^e siècle, et l'on vit fréquemment les officiers se cotiser pour parfaire de leurs deniers les primes et émoluments élevés demandés par de beaux hommes, et faire ainsi honneur à leur régiment.

Par exemple, le major Cherval, chargé en 1731 de

(1) *Id.* t. XLIII, n° 26 ; t. XLIV, n° 165.

lever des recrues pour un régiment de cavalerie, alla jusqu'à payer deux hommes le prix énorme de 660 livres. Il écrivit à un colonel : « J'ai gardé le plus beau pour vous. Le prix est un peu fort. Il y auroit des capitaines qui auroient donné 400 livres à chacun. Je leur dois cette justice, c'est à qui aura la plus belle troupe ».

Le même major reprochait à un capitaine d'avoir enrôlé des « figures et des tournures qui choquent », et lui a mandé son sentiment vivement... Le régiment passe pour être beau ; il faut soutenir sa réputation ».

Tous les corps voulaient avoir de beaux hommes : les recruteurs n'admettaient pas d'hommes qui eussent moins de cinq pieds. Le régiment de *Champagne* demandait à ses recrues une taille de cinq pieds trois pouces à cinq pieds quatre pouces. Quant aux régiments de cavalerie, les maîtres devaient avoir une taille de cinq pieds quatre pouces au minimum, et généralement de cinq pieds cinq pouces à cinq pieds sept pouces, et de plus être « bien facés et bien quarrés ».

Les généraux inspecteurs poussaient d'ailleurs les corps dans cette voie ; en 1724, le marquis de Fénelon note ainsi ceux qu'il a passé en revue : *Royal-Vaisseaux* contient une jeunesse élevée. Mais « le fonds de *Gâtinais* est des plus bas ; il est plein d'hommes qu'on n'aurait jamais dû y recevoir » : Si « *Berwick* est beau en hommes », par contre, la plupart des hommes de *Languedoc* « manquent de distinction » (1).

(1) BABEAU, *loc. cit.*, t. I, p. 41 et 60.

III

Le moment est venu d'examiner les résultats que donna ce système, à cette époque où il avait acquis un plein développement et à la veille de sa disparition.

En temps de paix, les recruteurs observaient généralement les prescriptions des ordonnances. Ils couraient de village en village, de marché en marché, battant la caisse dans les carrefours, dépeignant le service de Sa Majesté sous les couleurs aussi attrayantes que possible. Ils faisaient sonner des sacs d'écus aux oreilles des badauds, en criant : « Qui en veut ». Le plus fréquemment, les séances se terminaient le verre à la main, et c'est *inter pocula* que les futurs soldats signaient leur engagement...

Un endroit à Paris était interdit aux recruteurs : l'Hôtel-Dieu, suivant les prescriptions de l'ordonnance du 10 juillet 1744 : aucun officier ne devait y pénétrer, « soit en habit uniforme ou bourgeois..., pour y enrôler aucun malade, convalescent ou domestique..., ny y causer aucun trouble », sous peine de trois mois de prison et de nullité des engagements ainsi contractés (1).

Les affiches jouaient un grand rôle dans les opérations du recrutement. Voici le libellé d'une d'entre elles datant du début de la guerre de Sept ans :

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. LXIII, n° 30.

RÉGIMENT

DE

CLERMONT-TONNERRE

CAVALERIE

en quartier à Dun

(Ici un cavalier à cheval)

DE PAR LE ROY,

« On fait à sçavoir à tous ceux qui voudront prendre party dans le régiment de Clermont-Tonnerre qu'ils peuvent s'adresser à monsieur le chevalier de Saint-Vallier, capitaine audit régiment, demeurant en son château de Vauxchamps, près Montmirail, qui leur donnera de bons engagements et toutes sortes de satisfactions. Les jeunes gens de famille y seront distingués. On récompensera largement ceux qui produiront de beaux hommes ».

Le recruteur avait écrit à la main au-dessous de ce texte :

« On n'en recevra point au-dessous de cinq pieds quatre pouces quatre lignes, à moins qu'il ne soit au-dessous de vingt ans » (1).

En voici une autre, du régiment du Perche, qui est à peu près de la même époque ; on y lit au-dessous de la devise du régiment : « *Acta non verba* » :

« De par le Roy,

« Venez, brillante jeunesse, acquérir de la gloire en

(1) A. BOURGEOIS, *Vauxchamps, ses seigneurs, son château*, p. 155-156.

marchant sur le chemin de la Victoire ; vous y trouverez tout l'agrément du noble métier des armes.

« Adressez-vous avec confiance au sieur Abraham, adjudant, ou au sieur Divertissant, caporal.

« Ceux qui leur procureront de beaux hommes seront généreusement récompensés » (1).

Les recruteurs n'avaient pas une très bonne presse au XVIII^e siècle ; Servan en fait le portrait suivant :

« Qu'est-ce qu'un recruteur ? Trop souvent, ce n'est qu'un homme ivrogne, débauché, sans mœurs et sans probité ; trop souvent ce même homme emploie la violence, la fraude et la friponnerie, quelquefois même le crime, pour enrôler les dupes ou des gens timides. De là des enfants trompés et que la crédulité perd, des hommes plus raisonnables, mais aussi crédules, dont on surprend le consentement après avoir aliéné leur raison au moyen de vin pris avec excès... ; presque point enfin qui soient engagés de leur propre volonté et avec le consentement de leurs pères ».

Le tableau est un peu poussé au noir, mais il est indéniable que beaucoup d'engagements étaient obtenus par ruse. Le maréchal de Saxe le dit clairement ;

« On lève les troupes par engagement avec capitulation, sans capitulation, par force quelquefois, et le plus souvent par supercherie...

« Les levées qui se font par supercherie sont tout

(1) HENNEBERT, *Nos Soldats*, p. 605.

aussi odieuses ; on met de l'argent dans la poche d'un homme, et on lui dit qu'il est soldat. Celles qui se font par force le sont encore plus ; c'est une désolation publique, dont le bourgeois et l'habitant ne se sauvent qu'à force d'argent, et dont la cause est toujours un moyen affreux » (1).

C'est au cours des deux guerres de Sept ans qu'on vit surtout se renouveler les abus qui avaient marqué les longues guerres du règne de Louis XIV. On vit de nouveau des recruteurs de métier, qui n'avaient rien de militaire, vendre aux officiers des hommes qu'ils avaient enrôlés par les procédés les plus blâmables.

Le quai de la Ferraille était le quartier général de ces « vendeurs et filous de chair humaine », comme on les appelait. Mercier décrit ainsi une scène de recrutement :

« Un grand nombre (de racleurs), travestis en brillans domestiques, gardoient toutes les avenues de la capitale, et alloient au-devant des rustres inexpérimentés, qui, fuyant les ingrats travaux de la campagne... venoient chercher un maître opulent ».

Ils entraînent ces malheureux chez un recruteur déguisé en grand seigneur, « et, lorsque les humbles propositions du rustre tremblant sont acceptées, il lui fait signer un enrôlement militaire au lieu d'un engagement domestique » (2).

(1) *Réveries*, p. 15-17.

(2) *Tableau de Paris*, t. XI, p. 275-276.

Babeau cite, comme type de ces industriels, un nommé Denisot, nommé officier à la suite d'un régiment, à la condition qu'il lui envoyât des recrues : « Il n'y a pas manqué, dit le colonel, et, même en 1760, j'avois deux hommes de plus que le complet ». Un autre, au contraire, le nommé Agobert, fournit « des hommes de la pire espèce » (1).

D'après le général Bardin, on revit même à Paris à cette époque une quantité de fours, comme au temps de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, où les racoleurs exerçaient une sorte de « presse tolérée, quoique non ostensiblement approuvée du gouvernement ».

IV

Mais, comme le fait remarquer Albert Duruy, il ne s'agit là que d'une catégorie de recrutement, et de la pire, de celle des racoleurs de barrière. A côté de ceux-là et des recruteurs régimentaires, il y en avait une autre, composée d'officiers en congé, qui étaient tenus, d'après les ordonnances, de ramener avec eux à leurs régiments un certain nombre d'hommes levés dans leur pays, deux en général, et trois s'ils allaient passer leurs congés de semestre « dans les provinces où l'on trouvoit à recruter le plus facilement » (Instruction du 19 février 1761 (2)).

De même, les sous-officiers, caporaux et anspes-

(1) BABEAU, *loc. cit.*, t. I, p. 44-45.

(2) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. L, n° 6.

sades qui avaient obtenu un congé supérieur à un mois, étaient tenus de faire des recrues; sinon, ils montaient, à leur retour, autant de gardes supplémentaires qu'on en avait monté en leur absence.

Aussi, dans les pays d'origine des officiers, « leurs pères, leurs mères, les curés, les amis, tout était en mouvement pour leur procurer des hommes. On donnait de gros engagements, et les paysans, les fils de fermiers s'engageaient bien plus facilement dans la compagnie du seigneur de leur village ou de son fils, parce qu'ils étaient sûrs d'être soignés s'ils étaient malades, et de pouvoir être renvoyés lorsqu'ils étaient nécessaires à leur famille, en se remplaçant par un autre homme » (1).

V

Ce serait sortir du cadre de ce sujet que d'entrer dans les variations d'effectifs qui eurent lieu de 1715 à 1762. Qu'il suffise de dire qu'au début de la guerre de Succession d'Autriche, les régiments d'infanterie étaient composés de 1 à 3 bataillons de 17 compagnies, fortes chacune de 30 hommes, les régiments de cavalerie de 3 escadrons de 4 compagnies de 25 maîtres chacune, ceux de dragons de 4 escadrons composés de même, et le régiment de Royal-Artillerie de 5 bataillons autonomes de 8 compagnies de 70 hommes. Les gardes

(1) BABEAU, *loc. cit.*; t. I, p. 43-44.

françaises et les carabiniers avaient une composition spéciale.

Lorsque éclata cette guerre, le comte d'Argenson, alors secrétaire d'Etat à la guerre, ne fit pas créer de nouveaux régiments ; en outre des augmentations traditionnelles d'effectif des compagnies, portées à 40 hommes en général, à 45 pour celles de grenadiers, il fit augmenter le nombre des bataillons et escadrons de chaque régiment. C'est la première fois que l'on vit une campagne commencer sans création de nouveaux régiments, et fort peu furent créés dans le cours de cette guerre. Il y avait là un progrès incontestable sur les errements suivis au début de la guerre de Succession d'Espagne. Le grand progrès, qu'ont réalisé les temps modernes, eût été évidemment une plus forte augmentation de chaque compagnie, mais cet effectif de quarante hommes était le maximum que pouvait entretenir un capitaine. C'est ce qu'il ne faut pas oublier lorsque l'on est tenté de reprocher à l'Ancien Régime un nombre d'officiers hors de proportion avec celui des soldats. On s'en rend réellement compte dans les Souvenirs du marquis de Valfons, qui avait reçu sa commission de capitaine en 1734, au plus fort de la guerre de Succession de Pologne. Il fit sa levée à Nîmes, mais, « on avoit levé dans cette ville, dit-il, dix nouvelles compagnies pour différents régiments ; je ne pus donc que glaner. Ma famille se prêta à tout, me donna de l'argent, et M. le marquis de la Fare,

lieutenant-général commandant la province, ordonna au commissaire des guerres de me passer complet quand j'aurai quarante hommes. Ces secours me furent de la plus grande utilité ; je persuadai à mes recrues de ne prendre que la moitié de leur argent, et de se contenter d'un billet pour le reste de la somme. Ils consentirent à cet arrangement, et le 1^{er} avril je partis avec mon lieutenant, mon sous-lieutenant et quarante hommes, dont plus de vingt excellents soldats ».

Mais, après la prise de Philisbourg, catastrophe ! Se trouvant en congé de semestre, il apprit qu'une épidémie avait enlevé vingt-sept de ses hommes. « Chaque lettre que je recevois, dit-il, me mettoit dans la plus grande affliction, à laquelle s'ajoutoient la cherté et la difficulté de remplacer tant de pertes en si peu de temps. La bonté de ma mère et sa générosité y parvinrent. Je lui cachois mon chagrin pour ne pas augmenter les siens ; mais sa tendresse l'éclaira, et, devant ma gêne, elle n'hésita pas à engager secrètement sa toilette d'argent chez un orfèvre » (1).

Voilà à quelles extrémités en étaient réduits les officiers sans fortune, et ils étaient nombreux, au cours de ces longues guerres. Il n'y a donc pas à s'étonner, ni même à s'indigner des accrocs faits aux ordonnances dans de si pressants besoins.

(1) *Souvenirs du marquis de Valfons*, p. 11 et 14.

La réforme qui suivit le traité d'Aix-la-Chapelle ramena l'effectif de l'armée royale de 401,215 à 167,258 hommes, contre 142,653 en 1738. Cette réforme se fit tant par réductions dans les corps de troupes que par la suppression pure et simple de 53 bataillons d'infanterie et de plusieurs régiments de cavalerie.

Lorsque éclata la funeste guerre de Sept ans, le passage au pied de guerre se fit presque automatiquement par le rétablissement à dix-sept compagnies des bataillons d'infanterie et l'augmentation des compagnies composant chacun des régiments de cavalerie et de dragons, ce qui porta l'effectif de l'armée à 290,708 hommes en 1756, à 330,000 en 1760 (1).

VI

Il est incontestable que l'organisation se perfectionnait, mais, hélas ! il n'en était pas de même de la valeur des troupes : « Les régiments existaient bien toujours avec les drapeaux et les étendards de Fontenoy, mais les vieux soldats entraînés par la guerre, surexcités par les victoires, ne se comptaient plus dans les rangs qu'en nombre infime ; les levées nouvelles, anémiées par une paix trop longue, n'avaient plus la cohésion, l'instruction, la confiance dans les chefs que donnaient

(1) *Recherches sur les forces de l'armée française*, p. 64 et 67.

seuls, à cette époque, les camps et les combats » (1).

Qu'on joigne à cet affaiblissement de la valeur des troupes la présence à la tête des armées de généraux incapables, des favoris de la Pompadour, Soubise, Richelieu, Clermont, et voilà la cause des premiers désastres de la guerre de Sept ans, où le soldat de Fontenoy et de Berg-op-Zoom devint celui de Rosbach et de Crevelt.

Comme le fait très justement observer le capitaine Dussauge, certains défauts avaient toujours existé dans l'armée française, mais ils n'avaient pas eu de conséquences fâcheuses, car ils existaient également dans les autres armées. Pour la première fois, elle eut à faire une guerre de campagne contre l'homme qui avait rénové l'art militaire et pratiquait une nouvelle tactique, Frédéric II. Or la stratégie de nos généraux semble avoir été influencée par la façon dont se recrutaient leurs troupes : « ... Les généraux hésitent longuement avant de livrer bataille, car le risque est très grand. Les soldats sont recrutés par les officiers, et les régiments n'ont pas de dépôt. Une compagnie détruite mettra de longs mois à se reformer, parce qu'il faudra trouver un nouveau capitaine qui fasse parcourir la France par un sergent racoleur ; aussi, dès qu'il n'est plus question de livrer une bataille générale, les troupes d'opération sont-elles constituées par les grenadiers et les piquets,

(1) DUSSAUGE, *Le ministère de Belle-Isle*, p. 262-263.

car les grenadiers sont prélevés sur l'ensemble des fusiliers, et les piquets ne prennent que deux hommes par compagnie pour égaliser les pertes.

« La juxtaposition rigoureuse des seize compagnies de fusiliers établies sur quatre rangs de profondeur, à raison de dix hommes par rang, est dictée par le souci de répartir les risques entre tous les capitaines et conduit à l'ordre mince... » (1).

Aucun de ces défauts n'était irréparable, de l'avis même des contemporains. Le marquis de Caraman écrivait en 1758 : « Jamais l'officier et le soldat n'ont marqué plus de négligence dans le service, plus d'indiscipline et moins de délicatesse sur l'honneur... Il faut bien se garder de penser que la France ait changé quant à ses qualités nationales, l'honneur et la valeur, mais il faut attribuer à quelques inconvénients, qui exigent des changements nécessaires à la règle, et à la légèreté française, ce que certains esprits chagrins remarquent comme le signal de la destruction prochaine de la Monarchie » (2).

Et Napoléon, bon juge en matière militaire, estimait qu'en 1760, « la cavalerie était belle, bien montée et bien disciplinée ; l'artillerie était excellente, et l'infanterie n'était pas mauvaise ».

En effet, le maréchal de Belle-Isle, secrétaire d'Etat

(1) COYNARD, *Le chevalier de Folard*, appendice du cap. Dussauge, p. 305.

(2) DUSSAUGE, *loc. cit.*, p. 273.

de la guerre depuis 1758, avait commencé de faire un certain nombre de réformes qui avaient eu les plus heureux effets. Les chefs de l'armée avaient changé, eux aussi, et les brillantes victoires remportées par le maréchal de Broglie et les marquis de Castries et d'Armentières montrèrent de nouveau ce que peut donner le soldat français bien encadré et rendirent un peu de gloire à la nation endeuillée.

VII

Au cours de cette guerre, les difficultés des capitaines devinrent presque insolubles, et les prix montèrent plus haut que jamais ; surtout dans les corps francs : dans le corps de Fisher, soixante livres par chasseur à pied et deux cents par chasseur à cheval ; dans les volontaires du Dauphiné, cent quinze livres par fantassin et trois cents par cavalier (ordonnances des 8 juin 1757 et 1^{er} février 1758).

Aussi, le maréchal de Belle-Isle entra-t-il dans une voie tout à fait nouvelle pour venir en aide aux officiers. L'ordonnance du 5 juillet 1760 chargea les intendants des provinces de faire des recrues pour les régiments en campagne. Celle du 25 novembre de la même année décida que « le Commissaire départi dans chaque généralité y sera spécialement chargé de tous les détails de l'opération des recrues provinciales ; il ordonnera supérieurement des dispositions nécessaires pour le

progrès de la levée volontaire, et principalement de toutes contestations et difficultés qui pourroient naître sur le fonds des enrôlemens. » (art. 1^{er}).

Il sera assisté d'une commission des recrues et d'un certain nombre de « Préposés aux recrues distribués dans les villes et cantons ». La création de ces Préposés était la grande originalité du système ; elle avait pour but à la fois de soulager les capitaines en campagne et de remplacer les racoleurs marrons. Ils devront être commissionnés par les intendants et « seront tous gens connus, bien famés, intelligens, solvables, et, autant qu'il sera possible, anciens militaires, » (art. 2 et 3). Ils devront se conformer aux prescriptions des ordonnances en vigueur, pour l'exécution desquelles ils se concerteront avec les officiers municipaux (art. 4).

Ils ne devront employer, dans l'exercice de leurs fonctions, ni séduction, ni violence, ni ruse pour surprendre la bonne foi ou forcer l'inclination des sujets, mais seulement la bonne foi et la persuasion. Ils ne devront enrôler que des hommes sains, robustes, bien formés et de bonne volonté, décidés pour le service, depuis l'âge de 16 ans révolus jusqu'à 40, et de la taille de 5 pieds 1 pouce au moins.

Il leur était interdit d'enrôler les déserteurs, « passagers, vagabonds et mendiants de profession », les gens suspects, soupçonnés de crimes ou flétris par la justice, comme « indignes de la possession des armes », non plus que « les sujets affligés de défauts naturels

ou d'infirmités habituelles, apparentes ou secrètes, qui les rendent incapables de servir » (art. 6).

La durée de l'engagement était toujours de six ans. Les engagements « ne pourront faire mention d'aucun régiment particulier, les recrues devant être levés pour servir indistinctement dans tous les corps de troupes du roy ». Les recrues serviront dans l'infanterie jusqu'à la taille de cinq pieds trois pouces, dans la cavalerie au-dessus de cette taille (art. 7).

Les recrues devront signer l'engagement contracté, et, s'il ne sait pas écrire, « le contractant fera sa marque en présence de deux témoins, qui signeront comme tels, et au bas de l'engagement seront les renseignemens qui auront été pris sur l'état de l'engagé, sur la profession, sur le prix de l'engagement et sur le pour-boire et les effets d'équipement qui lui auront été délivrés (art. 8).

Le prix de l'engagement était fixé à dix écus, — somme bien faible pour cette époque — payables en trois parts : six livres au moment de l'engagement, douze à la revue d'ensemble et douze à l'arrivée au dépôt général des recrues. Ces payemens seront exactement faits aux époques réglées et ne pourront être ni anticipés ni différés sous quelque prétexte que ce soit ».

Les recrues recevront de plus à la revue d'ensemble un pourboire ou « excédent de l'engagement » variable suivant leur taille, de cinq livres pour les hommes de

cinq pieds un pouce jusqu'à trente pour ceux de cinq pieds cinq poudces et au-dessus, et, à leur arrivée au dépôt des recrues, une gratification de trois livres.

Toutes ces sommes seront comptées aux préposés « sans égard aux conventions arrêtées entre les uns et les autres ». Ils ne devront « hasarder aucune promesse qu'ils ne soient en mesure de tenir ».

Un certain nombre d'objets d'équipement seront remis aux recrues au moment de l'engagement, une culotte de laine blanche doublée de toile, un chapeau, deux chemises, une paire de souliers, une paire de guêtres et un havre-sac (art. 12 et 13).

En recevant les engagements, les préposés remettront aux nouveaux soldats un « bon de service de six ans », au bout desquels ils recevront leur congé de plein droit, sauf en temps de guerre (art. 9).

Les préposés devront tenir un livre-journal de leurs opérations et dans les vingt-quatre heures présenter leurs recrues aux officiers chargés du détail de ce service. Ceux-ci viseront les actes d'enrôlement et les billets de service et dresseront un « contrôle signalé des recrues », dont le double sera envoyé aux intendants (art. 10). C'est à ceux-ci seuls qu'il appartiendra, le cas échéant, d'annuler les engagements contractés ; « tout accommodement fait ou reçu... par les préposés aux recrues sera réputé nul et non avenu » (art. 11).

Les préposés recevront une gratification proportionnelle au nombre d'hommes recrutés : cinq livres pour

chacun des cinq premiers, quatre livres de plus pour les sixième, septième, et huitième, cinq de plus pour les neuvième et dixième, et ainsi de suite jusqu'à vingt-deux livres pour chaque recrue au-dessus de vingt-deux. Mais ils devront supporter les frais de voyage et de buvette, de contrôle, etc. (art. 17).

Les maires, syndics et particuliers sans commission pourront présenter des sujets à l'enrôlement ; dans ce cas, ils recevront le prix de l'engagement et le pourboire (art. 15).

Si des recrues sont réformées à l'arrivée au corps, les préposés supporteront tous les frais faits pour leur enrôlement, sans espoir d'en être jamais remboursés (art. 16).

Si « quelques sujets..., surtout des pères de famille, enrôlés et non reçus, conçoivent des repentirs de leurs engagements », ils pourront demander à l'intendant la résiliation de leur engagement, à condition de présenter « à leur place, dans le délai qu'il fixera, deux hommes de taille et force convenables au service ». On lui remboursera les frais d'enrôlement de l'un des deux au tarif ordinaire, soit trente livres, moyen ingénieur pour avoir deux soldats à la place du défaillant » (art. 8).

Toute contestation sur la validité des engagements devra être soumise à l'officier chargé du détail des recrues ; celui-ci en dressera un procès-verbal et le transmettra à l'intendant, à qui il appartiendra de

statuer sur tous les cas, de même qu'il devra examiner les comptes des préposés (art. 29 à 31).

Enfin, l'article 28 prescrivait qu'au cas où les levées ordinaires ne produiraient pas assez d'hommes, « il sera donné des ordres pour procéder par la voie du sort sur les principes de la levée des milices » (1).

Il semble bien d'ailleurs que les levées faites par les préposés marchaient de pair avec celles que continuaient à faire les corps de troupes. En effet, l'instruction du 19 février 1761, relative à la levée des recrues du Corps royal de l'artillerie, recommandait aux officiers recruteurs de ne pas donner plus de cent-cinquante livres et interdisait aux sous-officiers d'en donner plus de cent, et cela pour tenter d'enrayer la grande hausse des prix. D'autre part, elle accordait aux recruteurs une gratification d'autant plus forte que le soldat aura coûté moins cher : trente livres s'il n'a coûté que cette somme, vingt-quatre s'il en a coûté de trente à quarante-huit, jusqu'à ne plus rien donner du tout, si la recrue avait reçu plus de cent quarante-quatre livres.

Les sergents et caporaux employés à ce service devront cesser de l'être s'ils n'ont pas fait de recrues pendant deux mois.

Enfin, cette ordonnance accordait aux jeunes soldats autorisés après leur enrôlement à aller « vaquer à leurs affaires particulières » et qui, à leur retour, eurent

(1) *Récueil des ordonnances militaires*, t. XLIX, n° 88.

ramené d'autres recrues, une paie de six sols par jour pendant leur congé et la faculté d'en obtenir un autre d'un mois (1).

En cette même année, le maréchal de Belle-Isle mourait, et il était remplacé au ministère de la guerre par le duc de Choiseul, qui allait apporter dans l'organisation militaire la révolution la plus complète qu'on n'y eût encore vue.

(1) *Recueil des ordonnances militaires*, t. L, n° 6.

CHAPITRE IV

Les réformes de Choiseul. — Ses successeurs (1761-1789)

I

Beaucoup de bons esprits étaient frappés des inconvénients que présentait le système de la compagnie ferme.

Un mémoire anonyme adressé au ministre en 1730, après avoir énuméré tous ces inconvénients que nous avons examinés, conclut que « le seul moyen de remédier à ces dangereux inconvénients, c'est de donner les recrues à l'infanterie, à l'exemple de l'empereur, du roi de Suède... Chaque province serait chargée de fournir les recrues à un certain nombre de bataillons selon sa force » (1).

Un autre officier, qui paraît être le marquis de Castries, écrivait au ministre :

« Un capitaine regarde sa compagnie comme une terre dont l'amélioration pécuniaire est le seul objet. Il ne faut pas se flatter que l'avantage de passer pour en avoir une bonne soit suffisant pour y mettre beaucoup d'argent; nous voyons même que ce genre de mérite ne donne pas assez de supériorité sur les autres

(1). *Archives de la Guerre, Mémoires techniques*, boîte I, n° 8.

pour picquer l'honneur de ceux qui en ont ; et tout ce qu'on doit attendre de la multitude est de n'être pas noté pour avoir la plus mauvaise de leur régiment.

« La forme ancienne que la Cour a établie pour l'entretien des troupes de cavalerie tourne nécessairement l'esprit des capitaines du côté de l'intérêt. On les rend des marchands dont l'objet est de faire de bons marchés, et ils croient être autorisés à y gagner sur le roy...

« Un colonel heureux pourra remédier à une partie de ces inconvénients, mais n'est-il pas plus simple d'établir de bons principes que de rectifier des abus qui sont inhérents à l'administration actuelle ? »

Le maréchal de Saxe déclarait « qu'il n'y a rien de si avantageux pour la bonté des troupes, que d'obliger les provinces à fournir les recrues ; mais il en résulte un grand inconvénient, qui est que les officiers n'ont aucun soin de leur soldats...

« Il y a un remède à ces abus, qui est bien simple ; c'est de faire payer les recrues aux officiers. Il faut que les provinces les fournissent ; mais les officiers, dis-je, doivent les payer ; et cet argent doit retomber dans la caisse militaire...

« Cette manière de lever des troupes est très bonne dans des Etats bien peuplés, comme est la France, et qui peuvent se passer d'étrangers » (1).

(1) *Loc. cit.*, p. 19-21.

La guerre de Sept ans avait fait ressortir tous les inconvénients du système suivi jusqu'alors. Depuis que les armées étaient montées à des effectifs aussi élevés, les capitaines, nous l'avons vu, avaient eu le plus grand mal à maintenir leurs compagnies sur le pied de guerre, et souvent en ayant recours à des moyens plus ou moins licites pour éviter la cassation. Mais la gloire cueillie aux champs de bataille de Steinkerque, de Denain ou de Fontenoy avait fait un peu trop oublier les erreurs administratives et les difficultés qu'il avait fallu surmonter. Des revers éclairèrent plus, hélas ! que des succès, et il fallut les revers de Rosbach, de Minden et de Crevelt pour ouvrir les yeux et faire transformer l'organisation séculaire des armées royales.

De plus, une raison immédiate et impérieuse militait en faveur des réformes : les capitaines de toutes les armes étaient terriblement endettés et avaient le besoin le plus pressant de l'aide royale. Il devenait tout naturel qu'ils perdissent la propriété de leurs compagnies, dont ils étaient au reste enchantés de se débarrasser.

II

C'est la réforme qu'accomplirent les ordonnances des 10 et 21 décembre 1762, la première en ce qui concerne l'infanterie, la seconde pour la cavalerie, les dragons et les hussards.

Les capitaines furent déchargés de l'entretien de

leurs compagnies, dont ils ne furent plus que les administrateurs au nom du roi. Désormais, ils devaient toucher l'intégralité de leurs appointements, sur laquelle aucune retenue ne devait plus être opérée. La situation de toutes les compagnies devait être liquidée par le Trésor royal.

En particulier, l'article 53 les déchargea du soin de faire des recrues, « l'intention de Sa Majesté étant de leur faire fournir toutes celles dont il auront besoin ». Une exception était cependant maintenue : les capitaines et lieutenants devaient continuer à ramener au corps, en rentrant de congé, deux hommes de recrue, pour chacun desquels il leur serait compté la somme de cent livres ; sinon, ils seraient privés des appointements qu'ils auraient touchés pendant leur absence (art. 64).

La durée de l'engagement était élevée à huit ans.

« Par sa constitution, il (Choiseul) réduisit les capitaines à de simples appointemens, leur ôta l'entretien, ou plutôt l'espèce de propriété des soldats qu'ils s'arrogeoient pendant la durée de l'engagement de ceux-ci, et mit toutes les dépenses au compte du roi ; ce qui le chargeoit des profits et des pertes. Il changea en même temps le mode d'avancement aux grades supérieurs, où on ne porta plus que les officiers qu'on crut les plus propres à les remplir... On ne tarda pas à s'apercevoir d'une révolution totale dans les troupes qui furent plus complètes, mieux tenues et mieux exercées. »

D'autre part, ces ordonnances préparaient un passage plus rapide au pied de guerre : « En 1748, on n'atteignit pas encore le but, faute d'avoir donné aux troupes une constitution qui les rendit susceptibles de recevoir des augmentations considérables d'hommes, sans recourir à aucune création de régimens ni de compagnies. C'est sur ce principe que la réforme de 1762 opéra. On s'y proposa deux objets principaux : 1^o l'économie présente et à venir ; 2^o les considérations politiques et militaires. L'économie présente consistait à diminuer sur-le-champ la dépense par un retranchement de troupes. L'économie future exigeoit que cette réforme dispensât de lever de nouveaux corps en cas de guerre, et que celle-ci ne forçât qu'à une simple augmentation d'hommes... Les considérations militaires prescrivoient... d'être prêts à tout événement, sans beaucoup de frais et promptement » (1).

L'ordonnance du 10 décembre affirmait en effet « l'intention de sa Majesté... de ne plus augmenter à l'avenir le nombre de ses troupes par la création de nouveaux régiments ni même de compagnies nouvelles, dont l'expérience a démontré le mauvais usage, et... de ne faire ces augmentations que par un nombre d'hommes réglé dans chaque escouade »

Les dix-neuf plus anciens régiments d'infanterie furent maintenus ou portés à quatre bataillons, et les

(1) *Recherches sur les forces de l'armée française*, p. 40 et 79-80.

autres à deux, sauf ceux employés aux colonies, maintenus à un. Cette augmentation se fit par l'incorporation des plus récents régiments dans ceux qui étaient conservés. Le bataillon devait comprendre neuf compagnies, dont huit de fusiliers et une de grenadiers, fortes chacune de huit escouades ; les escouades de fusilliers devaient être composées de cinq hommes en temps de paix, de dix en temps de guerre ; celles de grenadiers devaient avoir en tout temps la même organisation.

Les régiments de cavalerie, dont vingt-deux avaient été incorporés l'année précédente dans les plus anciens, et ceux de dragons, furent mis à quatre escadrons, forts chacun de deux compagnies de huit escouades, dont l'effectif devait également se doubler en temps de guerre (1).

L'effectif conservé sur pied fut de 159,000 hommes (2).

Telle fut dans ses grandes lignes la réforme de 1762, qui établit les deux principes qui sont restés la base de l'armée moderne : entretien des troupes par le roi et organisation assez souple pour passer automatiquement du pied de paix sur pied de guerre. Le duc de Choiseul réalisa ainsi les réformes les plus considérables qui eussent encore été effectuées dans notre

(1) *Recueil des Ordonnances militaires*, t. L, n^{os} 84, 85, 87 et 88.

(2) *Recherches sur les forces de l'armée française*, p. 68.

organisation militaire. Ainsi disparut dans l'armée royale le dernier vestige de l'organisation féodale, et elle devint vraiment l'armée du roi, au lieu d'appartenir à chacun des officiers en particulier.

Mais toute médaille a son revers, et cette organisation, excellente au point de vue militaire, tourna au détriment de la monarchie. Le roi hérita des dettes énormes des compagnies qu'il prenait à sa charge d'après les prescriptions des ordonnances de décembre 1762. De plus, les frais d'entretien des troupes tombèrent dorénavant complètement à sa charge, au lieu d'être supportés en partie par les colonels et les capitaines. La dépense faite par le Trésor en 1770 fut de 94 millions pour 203,000 hommes sous les armes et devait s'élever en 1786 à 115 millions pour 198,000 hommes, alors qu'au moment du traité d'Aix-la-Chapelle, elle n'était que de 112 millions pour 402,000 hommes (1). Le roi se ruina ainsi au lieu de ses officiers, et on peut voir là une des causes du déficit qui amena la Révolution.

D'autre part, on est en droit de se demander si l'armée n'eût pas été plus fidèle au roi en 1789 si elle avait eu encore la vieille organisation traditionnelle, qui, toute extraordinaire qu'elle était, « la rendoit une des meilleures de l'Europe », dit le marquis de Bouillé (2), et qui la mettait davantage dans la main

(1) MOUILLARD, *loc. cit.*, p. 24.

(2) *Mémoires*, p. 19.

de ses officiers. Quoiqu'il en soit, l'armée du roi devait devenir tout naturellement l'armée de la nation, et c'est l'armée créée par Choiseul qui devait se couvrir de gloire pendant la Révolution et sauver la France à Jemmapes et à Fleurus.

III

Pour exécuter sa promesse de fournir désormais aux régiments les recrues nécessaires, Choiseul créa, par ordonnance du 1^{er} février 1763, trente et un régiments de recrues, forts d'un bataillon chacun, dans les généralités de Champagne, Rouen, Caen, Alençon, Moulins, Auvergne, Flandre et Artois, Montauban, Auch, Blois, Bordeaux, Poitiers, Lyonnais, La Rochelle, Tours, Dauphiné, Sens, Soissons, Limoges, Orléans, Bretagne, pays Messin, Bourges, Haynaut, Alsace, Roussillon, Languedoc, comté et duché de Bourgogne, Provence et Nancy, et un des deux bataillons dans la généralité de Paris.

Chaque bataillon était formé de huit compagnies, fortes chacune d'un capitaine, d'un lieutenant, deux sergents, quatre caporaux, quatre appointés, un tambour et d'un nombre d'hommes proportionné à celui « dont Sa Majesté aura ordonné la levée dans chaque département ». En temps de guerre, les cadres devaient être augmentés d'un sous-lieutenant et d'un fourrier, et le nombre des sergents, caporaux et appointés doublé.

L'uniforme de ces régiments était composé d'un habit blanc à col blanc et revers aurore, et d'une culotte blanche.

Comme l'avait prescrit l'ordonnance de 1760, le lieutenant-général de police à Paris, et les intendants dans les provinces continuèrent à avoir la haute main sur les opérations de la levée des recrues, et en rendre compte tous les deux mois au ministre. De même, ils connaissaient de toutes les contestations relatives à ces opérations (art. 22).

Les intendants devront diviser leurs généralités en un certain nombre d'arrondissements, dans chacun desquels seront établis un dépôt de recrues et un préposé principal, qui aura la surveillance des préposés de chaque arrondissement, institués en 1760 et maintenus dans la nouvelle organisation.

L'âge exigé pour contracter un engagement sera dorénavant de 17 à 30 ans en temps de paix, et de 18 à 45 en temps de guerre, et même à 48 pour les hommes ayant déjà servi. La taille minima était portée en temps de guerre à cinq pieds un pouce.

Les préposés devront enrôler de préférence des fourbisseurs, des charpentiers, des selliers, des éperonniers et des maréchaux, et éviter d'enrôler des gens indignes (art. 30).

L'engagement devra être contracté sur un imprimé conçu en ces termes :

« Je m'engage avec M..., préposé à l'enrôlement des

recrues de la généralité de..., pour servir pendant huit années dans les troupes du roi, et reconnaissant avoir reçu la somme de dix livres pour le premier tiers de mon engagement et celle de pourboire. Fait à.... »

Suivait le signalement.

Aussitôt l'engagement signé, le préposé devra vérifier le nom et les renseignements donnés par le nouveau soldat ou les fera vérifier par l'intendant de la généralité ; s'il est reconnu qu'il a « déguisé son nom et le lieu de sa naissance », il sera envoyé aux galères (art. 33).

Les dispositions prescrites par l'ordonnance de 1760 relativement au prix de l'engagement, aux gratifications et aux pourboires étaient maintenues, mais le maximum de pourboire était ramené à 25 livres pour les hommes de cinq pieds cinq pouces et au-dessus. Le prix de l'engagement devait être donné par tiers au moment de l'enrôlement, à l'arrivée au régiment de recrues et à l'arrivée au corps (art. 36 et 37).

Le préposé principal entraînait alors en scène : il remplissait les fonctions dévolues par l'ordonnance de 1760 à l'officier chargé du détail des recrues, visant les engagements, tenant un « contrôle signalé » et recevant les recrues des mains des préposés (art. 40 et 43).

Lorsque le dépôt contiendra « un assez grand nombre d'hommes pour les faire rendre au régiment de recrues », l'Intendant en informera le commandant

de ce régiment, qui enverra les cadres nécessaires pour les exercer, et, à leur arrivée, les fera visiter par des chirurgiens, en présence du commissaire des guerres, qui dressera procès-verbal de l'opération; un double en sera adressé au Ministre (art. 47 et 48).

Les préposés qui auront enrôlé les hommes réformés après cette visite supporteront la « retenue des frais », et le signalement de ces hommes sera envoyé à tous les préposés pour éviter leur engagement (art. 44).

C'est dans ces régiments que les recrues apprendront le métier militaire. Ils les quitteront lorsque « Sa Majesté jugera à propos de faire rendre les hommes de recrue aux régiments qui en auront besoin ».

A l'arrivée au corps dans lequel ils devront servir, les jeunes soldats seront examinés par le général-inspecteur et prêteront serment devant le régiment assemblé, sur les drapeaux ou étendards réunis, « qu'ils obéiront aux ordres de leurs Officiers et Bas Officiers; qu'ils ne quitteront jamais les troupes dont ils seront, dans quelque raison que ce soit; que voulant servir Sa Majesté avec honneur et fidélité, ils ne désertent point » (art. 42 et 43).

C'est alors qu'ils recevront le troisième tiers du prix d'engagement.

Si un soldat veut rengager pour huit ans, il recevra trente livres à l'expiration de un premier engagement et trente autres au début de la cinquième année, de son rengagement. Après trois rengagements dans

le même régiment, il pourra se retirer aux Invalides ou dans ses foyers avec la solde entière (1).

Un régiment de recrues pour colonies fut créé le 18 mai 1765 (2).

Ne peut-on voir dans cette institution des préposés si soigneusement réglementée, une première ébauche des bureaux de recrutement et des conseils de révision ?

L'ordonnance du 1^{er} mai 1766 autorisa les enfants des bas-officiers et soldats, âgés de dix ans au moins et « de belle espérance », nés au corps, à servir à raison d'un par compagnie, à la condition de contracter un engagement quand ils parviendront à l'âge de seize ans (3).

Les préposés aux recrues eurent une existence très courte. Une ordonnance du 25 novembre 1766 les supprima en même temps que vingt-six des régiments des recrues, ne laissant subsister que ceux de Lyon, Sens, Blois, Aix, Nancy, Paris et des colonies.

C'est au commandant de chacun de ces régiments qu'incomba la levée des recrues, avec l'aide des officiers placés sous ses ordres. Il devra effectuer « la répartition des recrues à faire entre tous les officiers... en les dispersant comme il le jugera à propos ». (art. 24). Chacun de ces régiments sera autorisé à recruter dans toute la France (art. 25).

(1) *Recueil des ordonnances militaires*, t. LI, n° 10.

(2) *Id.*, t. LII, n° 8.

(3) *Id.*, t. LIII, n° 20.

Les aides-majors étaient chargés de recevoir les engagements (art. 27), avec les attributions de véritables officiers de recrutement.

Chaque engagement devra être payé aux officiers recruteurs la somme de cent livres, somme sur laquelle la recrue ne devait plus recevoir que vingt livres, qui lui seront remises moitié à l'arrivée au régiment des recrues et moitié à l'arrivée au corps où elle doit servir. Le reste de la somme sera employé à l'achat de diverses fournitures (deux chemises, un col noir, une paires de souliers, une paire de guêtres et un havresac), un « surplus de l'engagement », si l'intéressé ne se décide pas pour vingt livres, et aux frais (art. 28 et 29).

L'annulation des engagements était désormais réservée au ministre.

Parallèlement au recrutement par les régiments de recrues, les états-majors des régiments d'infanterie et de cavalerie étaient chargés « du remplacement des hommes qui viendront à manquer dans les corps ». L'article 89 de cette ordonnance autorise en temps de paix, chaque bataillon d'infanterie et chaque régiment de cavalerie à détacher un officier, deux sergents ou maréchaux des logis et quatre caporaux ou brigadiers pour s'occuper des recrues pendant le semestre d'hiver, du 15 septembre au 15 avril, au même tarif que les officiers et bas-officiers des régiments de recrues.

La même somme de cent livres était également comp-

tée aux officiers pour chacune des recrues qu'ils ramenaient de leurs congés de semestre. Mais, s'ils en ramenaient moins de deux, ils devaient payer une amende de cent livres par homme manquant (1).

IV

Les régiments de recrues furent supprimés en 1767 ; seul, celui des colonies subsista jusqu'en 1772. Les corps restèrent donc seuls à assurer le recrutement des troupes. L'ordonnance du 1^{er} mai 1768 établit dans chaque régiment une masse des recrues, « pour servir au remplacement des hommes qui manqueront par la suite, soit par la mort, désertion, congé absolu ou toute autre cause ». Le major du corps en avait l'administration ; tous les ans au 1^{er} mai, il devait adresser au ministre un état indiquant la situation de la masse.

Cette ordonnance ramena de nouveau le prix de l'engagement à trente livres. Le préposé principal n'existant plus, la recrue devait être présentée dans les vingt-quatre heures au commissaire des guerres, au subdélégué de l'Intendant ou au Maire (2).

Ce fut la dernière œuvre de Choiseul en fait de recrutement. Après divers essais, il avait fini par rendre la levée des recrues aux corps de troupes, mais sous l'autorité et la surveillance directe du ministre.

(1) *Id.*, t. LIII, n° 57.

(2) *Id.*, t. LIV, n° 46.

Son successeur le marquis de Monteynard, ne fit pas de grandes réformes. En ce qui nous concerne, il se contenta, par l'ordonnance du 26 janvier 1773 de réglementer de façon stricte la levée des recrues par les officiers et bas-officiers chargés de ce service.

Ceux-ci devront présenter leurs pouvoirs écrits au commissaire des guerres en résidence dans la ville où ils devront opérer, ou, à son défaut, un subdélégué. Le commissaire, ou le subdélégué, devra tenir registre de tous les recruteurs et informer de leur présence le commandant de la ville ou l'officier chargé de la police, qui enverra la permission de « battre la caisse ». L'oubli de cette formalité sera puni de la nullité des engagements opérés dans la ville (art. 1^{er}).

Les recruteurs seront tenus d'opérer en uniforme, s'ils sont en activité de service, et devront déclarer pour quels régiments ils sont chargés de faire des recrues (art. 2).

Ils devront demander à ceux qui se présenteront s'ils sont déserteurs ou déjà soldats. S'ils ont des soupçons à ce sujet, ils devront les faire conduire au commissaire ou au subdélégué et donner avis de l'incident à l'intendant, qui décidera, « voulant Sa Majesté qu'à l'égard de ceux qui auront contracté des engagements pour différens régimens, il en soit rendu compte au secrétaire d'Etat, qui prendra les ordres de Sa Majesté » (art. 3).

Le commissaire ou le subdélégué — à leur défaut le

maire ou le syndic — auquel la recrue devra être présentée suivant les prescriptions de l'ordonnance de 1768, — constatera « sa bonne volonté », son âge et sa taille, consignera ces renseignements sur un registre *ad hoc* et visera l'engagement. Les engagements non visés dans les vingt-quatre heures seront nuls (art. 4). Le même personnage devra être prévenu du départ des recrues et en faire mention sur son registre (art. 8).

D'autres articles reproduisent les prescriptions des ordonnances précédentes en ce qui concerne les constatations qui s'élevaient au sujet des enrôlements (1).

L'ordonnance du 15 novembre 1778 étendit ces mesures aux enrôlements faits dans Paris, qui furent placés sous la surveillance du lieutenant-général de police. Elle fit défense aux soldats des Gardes françaises et suisses, — dont beaucoup faisaient des enrôlements — et aux autres serviteurs de « faire le racolage, ni aucun engagement forcé, soit par surprise, menace ou autrement, que de bonne volonté », et cela à peine de nullité des engagements, du carcan et des galères (art. 2).

Les marchands de vin, cabaretiers, traiteurs et limonadiers recevaient défense de se prêter à aucun acte de racolage et de souffrir qu'il fût fait chez eux « aucun engagement et par violence » (art. 13) (2).

(1) *Recueil des ordonnances militaires*, t. LVII, n° 3.

(2) *Id.*, t. LXIII, n° 57.

Et l'autorité royale ne plaisantait pas dans la répression des abus, qui étaient suivis de punitions sévères ; comme le dit M. Babeau, « les répressions et surtout les annulations d'engagements frauduleux, sont presque aussi nombreuses que les plaintes. On ne saurait même croire jusqu'à quel point est poussée la sollicitude ministérielle. Il y a dans un dossier trois lettres du duc de Choiseul relatives à la réclamation d'un compagnon charpentier, à qui l'on fit signer en prison un engagement ; le roi l'annule et fait réprimander l'officier recruteur ».

En 1779, un capitaine à la légion de Condé est condamné à payer une indemnité de douze livres à un tailleur de pierres qu'il avait fait emprisonner. En 1784, un officier et un sergent recruteurs sont condamnés à un mois de prison et au renvoi de leur corps pour avoir voulu forcer la porte d'un homme qu'ils prétendaient avoir engagé (1).

Mercier, après avoir décrit les scènes de racolage que j'ai rapportées plus haut, ajoute : « D'ailleurs, le gouvernement a détruit ces brigandages. Quelques racoleurs ont été punis du carcan » (2).

Le recrutement de l'armée était donc arrivé, dans la seconde partie du XVIII^e siècle, à se faire avec ordre et suivant les prescriptions des ordonnances. Les moindres

(1) BABEAU, *loc. cit.*, t. II, p. 56.

(2) *Tableau de Paris*, t. XI, p. 276.

dres abus étaient sévèrement réprimés, et il était permis d'espérer que l'on ne reverrait plus jamais les désordres et les excès qui avaient trop souvent marqué les levées de troupes en temps de guerre.

V

Le comte de Brienne fit rendre, le 20 juin 1788, une ordonnance relative aux règles à observer dans le recrutement. Elle n'apporta aucune réforme importante, ne posa aucun principe nouveau, mais elle forme un code très complet qui résume les ordonnances antérieures, tout en précisant certains points. Il importe de la passer rapidement en revue, d'examiner tout au moins les formalités nouvelles qu'elle établit, car, si elle ne resta que peu de temps en vigueur, elle peut être regardée en quelque sorte comme le point final du grand travail d'organisation auquel avaient collaboré Richelieu, Louvois et Choiseul.

Elle maintenait la mission de lever des recrues aux officiers, bas-officiers et soldats choisis par les Conseils d'administration des régiments « comme les plus propres à ce service » parmi ceux qui sont en activité de service, en activité ou en retraite » (art. 2).

Elle autorisait de plus tous les officiers et soldats à faire des recrues dans leurs garnisons ou en congé (art. 11). Naturellement, les officiers étaient toujours forcés de ramener deux hommes de leur congé de semestre, et cette obligation était étendue aux cadets-

gentilshommes et aux sous-lieutenants nouvellement promus. L'amende de cent livres par homme manquant était portée à 132 livres pour les officiers de cavalerie et à 111 pour ceux des autres troupes à cheval (art. 23 et 26).

Quant aux officiers assez heureux pour ramener un plus grand nombre d'hommes, ils pourront obtenir un congé d'hiver avec appointements.

Les sous-officiers et soldats non recruteurs qui « feront des hommes » verront leur congé avancé de six mois par « recrue de bonne espèce » qu'ils enrôleront (art. 22).

Les particuliers pourront même envoyer des hommes, « pourvu que les engagements soient passés et ratifiés dans la forme qui sera encore ordonnée (art. 4).

Il était recommandé aux recruteurs, non seulement de s'abstenir de violences, mais de se conduire envers les habitants « de manière à concilier leur estime et leur affection, et de donner ainsi une opinion avantageuse de leur régiment et de l'esprit du service » (art. 19).

Le titre II s'occupait des qualités à exiger des recrues.

Rien n'est changé en ce qui concerne les conditions de taille.

Il était recommandé aux recruteurs d'enrôler de préférence les gens de la campagne dans les troupes à cheval et des artisans et ouvriers dans l'infanterie (art. 8).

Après avoir rappelé les défenses faites par de précédentes ordonnances d'enrôler des hommes de moralité douteuse, des déserteurs et des étrangers, l'ordonnance autorisait les enfants de moins de seize ans qui se seront engagés à réclamer leur liberté, à condition que leur réclamation fût présentée au plus tard dans le courant du mois qui suivra le jour où ils auront atteint leur seizième année (1), ils devront naturellement rembourser les sommes perçues au moment de l'enrôlement (art. 20 et 21).

Le titre III s'occupait des formalités d'enrôlement.

La durée de l'engagement était maintenue à huit ans ; mais les hommes pouvaient, s'ils le préféraient, s'engager pour dix ou douze ans, et, dans ce cas, le prix de l'engagement était augmenté (art. 4).

Le prix auquel devait revenir l'enrôlement d'un fantassin, était fixé de cent livres, ainsi réparties :

En argent.	30 l.
En un billet, qui sera acquitté à l'arrivée au corps et servira à l'équipement de la recrue. . . .	36
Pour frais de buvette et autres . .	24
Traitement du recruteur	10
Total.	100

(1) On trouve aux Archives de l'Aisne une lettre du comte de Brienne à l'intendant de Soissons, en date du 16 novembre 1787, repoussant le placet d'un nommé Guiard, canonnier au régiment de Grenoble, en se basant sur ce fait qu'il n'avait pas fait sa réclamation dans le mois qui avait suivi un engagement (C. 335). C'est cette règle trop sévère que remplace celle posée par l'ordonnance de 1788.

Ce prix était plus élevé pour un cavalier ; il montait à 130 l. dont 36 l. en argent et 60 pour l'équipement. Le prix des dragons, des hussards et chasseurs était de 111 l. sur lesquelles la recrue n'en touchait que 30, comme les fantassins.

Les fausses déclarations faites par les recrues au moment de leur engagement devaient être punies des baguettes et de quatre ans de service supplémentaire (art. 16).

La formule sur laquelle était signée l'engagement devait être conçue :

« Je soussigné... m'engage de ma propre volonté et sans contrainte à servir le Roi en qualité de.... pendant l'espace de....ans à condition de recevoir mon congé absolu à l'expiration de ce terme, conformément à l'ordonnance et pour prix du présent engagement la somme de....comptant et celle de....en un billet payable au régiment.

« Je déclare n'avoir aucune infirmité cachée qui puisse m'empêcher de servir le Roi ; et n'être engagé dans aucune de ses troupes, soit de terre soit de mer ; en conséquence, je promets de servir avec fidélité et honneur, et de me comporter dans toutes les occasions en honnête et brave soldat.

« Je certifie être âgé de..., natif de..., paroisse de..., diocèse de..., province de..., généralité de..., de la religion de..., fils de..., et de... ».

Suivait le signalement.

Immédiatement après l'enrôlement, le recruteur devait faire examiner la recrue par un chirurgien, pour s'assurer qu'elle n'a pas d'infirmité qui puisse l'empêcher de servir le Roi et qu'elle n'est pas flétrie par la justice ; il devra assister à la visite et la payer au chirurgien douze sols, somme qu'il prendra sur les frais de recrutement qui lui sont alloués ; à défaut de chirurgien, il devra faire la visite lui-même, « du mieux qu'il pourra » (art. 23). Un chirurgien chargé de ce service sera d'ailleurs désigné dans chaque ville du Royaume (art. 24).

Si une infirmité est constatée, « l'homme de recrue sera néanmoins présenté au commissaire des guerres ou autre préposé à la ratification des engagements ; et ce sera en sa présence et d'après la déposition du chirurgien que l'engagement sera annulé ». (art. 26).

Car c'est naturellement les commissaires des guerres qui gardaient la surveillance des opérations de recrutement. Mais le Secrétaire d'Etat de la guerre seul pouvait, s'il en avait lieu, prononcer l'annulation des engagements (art. 30) (1).

VI

Ainsi, après un détour fait sous le ministère du duc de Choiseul, le mode de recrutement en était revenu aux mêmes formes extérieures que vers le milieu du

(1) *Recueil des ordonnances militaires*, t. LVII, n° 60.

xviii^e siècle, mais le système était assaini. On revoyait les recruteurs parcourir les villes et les campagnes, mais les opérations avaient lieu régulièrement, sans désordres, sans violences, sans provoquer de plaintes. Nous en trouvons une preuve dans les cahiers de doléances pour les Etats généraux de 1789, qui ne contiennent aucune déclaration contre le recrutement de l'armée par enrôlement volontaire.

Les colonels confiaient les fonctions d'officiers recruteurs à des sujets d'élite, généralement anciens soldats. L'officier recruteur du régiment de Bassigny, par exemple, était le lieutenant Vimeux, engagé volontaire en 1753 et nommé lieutenant en 1786, qui devait devenir général de division pendant la Révolution (1).

Voici des affiches qui datent des dernières années du règne de Louis XVI.

RÉGIMENT DE NAVARRE

Cinquième régiment de France, en garnison
au Havre-de-Grâce.

De par le Roi et M. le duc de Cossé, Gouv. de Paris. Ceux qui voudront prendre parti pour le dit régiment s'adresseront avec confiance à M. Pajet, sergent aud. régiment, qui leur donnera de bons engagements, congé au bout de huit ans ; il récompensera généreusement ceux qui lui procureront de beaux hommes. Il reçoit les

(1) PIÉRON, *Histoire d'un régiment* ; la 82^e demi-brigade.

jeunes gens à 5 pieds un pouce et à cinq pieds d'espérance. On a besoin de sujets pour la compagnie de volontaires détachés, tels que Fraters, Tailleurs, Chirurgiens, etc, où ils s'avanceront par leurs talents.

Le sieur Pajet est logé place de Grève, en face de la rue Jean-de-l'Espine, chez M. Rascinet march. limonadier au troisième sur le devant, et on le trouve au Café du Midi, sur le quai de la Féraille. »

De par le Roy, et plus bas de par moy
Grivois de bonne volonté,
Qui voulez aller à la guerre
Venez à moi, vous ne saurez mieux faire,
Vous ne serez pas affronté ;
Je suis un brave capitaine
Dans le régiment de Froulay,
Ne craignez point le coup d'essay ;
La victoire avec moi est toujours certaine.
Je loge auprès de la Mercy ;
Ceux qui m'amèneront du monde
Auront de moi la pièce ronde,
Accompagné d'un grand merci.
Pareille affiche est sur ma porte,
Tilly est le nom que je porte.
Rue du Plâtre, dans le Marais,
Vous y trouvez du vin frais (1).

(1) BABAUD, *loc. cit.*, t. I, p. 47-49.

AVIS A LA BELLE JEUNESSE
ARTILLERIE DE FRANCE
CORPS ROYAL
RÉGIMENT DE LA FÈRE
Compagnie de Richoufflz

« De par le Roy

« Ceux qui voudront prendre parti dans le Corps royal de l'Artillerie, Régiment de La Fère, compagnie de Richoufflz, sont avertis que ce régiment est celui des Picards. L'on y danse trois fois par semaine ; on y joue aux battoirs deux fois, et le reste du temps est employé aux quilles, aux barres, à faire des armes. Le plaisir y règne ; tous les soldats ont la haute paye ; bien récompensés ; des places de gardes d'artillerie, d'officiers de fortune à trois cent livres par mois d'appointement.

« Il faut s'adresser à M. de Richoufflz, en son château de Vauxchelles, près de Noyon en Picardie. Il récompensera ceux qui lui amèneront de beaux hommes.

Pareilles affiches sont sur la porte » (1).

Une autre affiche fait savoir à la belle jeunesse « que le régiment pour lequel elle est sollicitée tient garnison dans un pays où le sexe est très beau... »

C'était là évidemment l'attirer par le côté faible. D'autres recruteurs, non moins ingénieux, se servaient d'un autre vice pour la tenter, ils inscrivaient leur

(1) HENNEBERT, *Nos soldats*.

adresse et le nom de leur régiment au dos de cartes à jouer qu'ils répandaient dans les cabarets. On trouve aux Archives de l'Aube un roi de pique portant au dos l'annonce suivante :

RÉGIMENT DE ROUERGUE
en garnison de S^t Pol-de-Léon, en Bretagne

Colonel-Commandant : M. le vicomte de Custine.

Colonel en second : M. le comte de Toulangeon.

« Brillante jeunesse qui brûlez du désir de servir votre Roy, venez satisfaire vos louables inclinations et adressez-vous à cet effet au sieur Venot sergent audit régiment, logé chez M. Hardi, rue Thibaudoré, vis-à-vis l'arche Marrin, au troisième. Il les prend de la taille de 5 pieds 2 pouces. Ceux qui lui procureront de beaux hommes seront récompensés » (1).

On le voit, toutes ces annonces de recruteurs se ressemblent, et les soldats n'avaient que l'embarras du choix entre les régiments de Sa Majesté. Les candidats ne manquaient d'ailleurs pas, car l'armée royale, malgré toutes les précautions dont étaient entourés les enrôlements, se maintint à peu près au même effectif pendant la dernière période du XVIII^e siècle : 159,016 hommes en 1763, 150,675 en 1773, 155,000 en 1774 et 162,111 hommes en 1789, sans compter les milices (2).

(1) D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *l'Administration des Intendants d'après les Archives de l'Aube*, p. 79.

(2) *Recherches sur les forces de l'armée française*, p. 68 et 76.

Le recrutement était plus facile dans les provinces du Nord ou de l'Est, où l'esprit militaire était plus vif, que dans celles du Midi. L'Alsace, par exemple, sur une population totale de 650,000 âmes, fournissait en 1789 10,600 soldats, alors que la généralité d'Auch n'en donnait que 1,415 pour 887,000 habitants. Les quinze généralités de la partie nord du royaume fournissaient en moyenne un soldat sur 149 habitants, et celles du Midi un sur 179. De façon générale, l'infanterie se recrutait dans les villes et la cavalerie dans les campagnes (1).

Après diverses variations dont l'examen sortirait des cadres de cette étude, la composition des corps fut fixée définitivement par les ordonnances du 17 mars 1788 ; tous les régiments français, sauf ceux des Gardes françaises et du Roi, avaient été mis en 1775 à deux bataillons forts chacun de quatre compagnies de fusiliers et d'une compagnie d'élite, grenadiers au 1^{er} bataillon et chasseurs au 2^e bataillon. Cette ordonnance fixa l'effectif des compagnies de fusiliers à six officiers (un capitaine-commandant, un capitaine en second, deux lieutenants et deux sous-lieutenants), et 120 hommes, dont sept bas-officiers, dix caporaux et dix appointés ; elles devaient s'augmenter sur le pied de guerre de 50 hommes et d'un tambour. Les compagnies de grenadiers compaient en tout temps un effectif de 104 hommes et celles de chasseurs de 110.

(1) BABAUD, *loc. cit.*, t. I, p. 37.

Les bataillons de chasseurs à pied, créés en 1788, étaient composés de quatre compagnies, fortes chacune de six officiers et 108 hommes.

Lesdites ordonnances mirent les régiments de cavalerie et de dragons à trois escadrons, forts chacun de deux compagnies ; chaque compagnie était forte de trois officiers et 78 hommes, dont trois bas officiers, quatre brigadiers et quatre appointés et devait être augmentée sur le pied de guerre de treize cavaliers.

Les régiments de hussards et de chasseurs à cheval étaient à quatre escadrons, forts également chacun de deux compagnies, ayant, à deux unités près, la même composition ; mais l'augmentation devait être sur pied de guerre de 25 hommes (1).

Ainsi, l'armée royale formait un tout homogène, et son organisation se rapprochait fort de celle de l'armée moderne. N'est-ce pas encore de la même façon que se fait le passage du pied de paix au pied de guerre, en remplaçant les recrues par les réservistes ?

Ajoutons qu'en 1788 furent formées 21 divisions, composées chacune d'un nombre variable de brigades d'infanterie et de cavalerie, stationnées presque toutes dans les provinces-frontières et dans celles du littoral ; nous ne devons revoir en France une organisation analogue qu'à l'organisation des corps d'armée en 1872 (2).

(1) Etat militaire de 1789.

(2) Voir l'Etat militaire de 1789.

Les dures leçons de la guerre de Sept ans n'avaient donc pas été perdues. De nombreuses réformes avaient été faites dans toutes les branches de l'organisation militaire. Avant de disparaître dans la tourmente de la Révolution, l'armée royale s'était illustrée une dernière fois en Amérique et avait moissonné de nouveaux lauriers — les derniers — sur les glacis de York-Town. Il est juste d'ailleurs de faire observer que les victoires de 1792 et 1793 furent remportées par des régiments de l'ancienne armée ; c'est au cri de « En avant, Navarre, sans peur ! » que le colonel du 5^e d'infanterie entraîna son régiment à l'attaque des retranchements autrichiens de Jemmapes.

Saluons une dernière fois, avant de les quitter, ces vaillants soldats si coquets dans leurs élégants uniformes. Comme au siècle précédent, ils quittaient leurs noms patronymique en entrant au régiment, leur nouvelle famille, et recevaient un sobriquet. « Plusieurs sont ainsi baptisés du nom de leur province : Provençal, Breton, Flamand, Bourguignon, Berry, Champagne... Les qualités morales servent à désigner quelques-uns : Francœur, La Volonté, La Concorde, La Franchise, La Douceur, La Bonté, La Tendresse. Celui qu'on désignait ainsi s'appelait réellement Le Tendre, mais l'usage ne lui a pas permis de garder son nom sans modification. Généralement, les noms n'ont rien de guerrier. Il y a bien quelques La Victoire, La Terreur, Sans-Quartier, Frappe d'abord, Pied ferme,

Tranche-Montagne, La Courtine, La Guerre, La Tour, La France ; plusieurs portent des noms de héros de l'histoire ou du roman : Pollux, Achille, Saint-Louis, Samson, Argante ; mais d'ordinaire les appellations ont quelque chose de riant, de pastoral et de flatteur, qui forme contraste avec la condition de celui qui les porte. Les noms de fleurs abondent : Belle Rose, La Fleur, La Rose, La Violette, La Tulipe (qu'on se rappelle Fanfan la Tulipe), Jasmin, La Jonquille, la Grenade. Le général Doppet, quand il était garde française, s'appelait La Pervenche. La Rose et La Violette peuvent être des gaillards qui ne rappellent en rien ces fleurs. Il y a des Beauvisage, des Belhomme, des Belamy, des La Grandeur, des Joli-Cœur, des La Jeunesse, qui doivent sans nul doute leurs qualificatifs à leurs qualités extérieures. D'autres le doivent sans doute à leur caractère, à leurs penchants, à leurs défauts. Prêt-à-Boire, Pot-de-Vin, Vide-Bouteille, La Guinguette fréquentent sans nul doute les cabarets ; Vive-l'Amour, Brin-d'Amour et Fille d'Amour ne peuvent manquer de se poser en séducteurs ; La Fortune, Argencourt ont-ils la bourse plus ou moins bien garnie ? Mais ce qu'on rencontre peut-être le plus, ce sont des surnoms qui annoncent l'entrain et la bonne humeur, comme La Joie, La Réjouissance, L'Allégresse, La Gaité, Joyeux, Bon Vivant, Belle Humeur, Va-de-Bon-Cœur, Sans Chagrin, Sans Souci, Sans Regret. Malgré les ennuis et quelquefois les rigueurs de sa profession, la gaieté

était-elle réellement l'apanage du soldat, ou se disait-il sans regret pour dissimuler celui qu'il pourrait éprouver ? Était-ce son chef qui lui avait donné ces vocables joyeux, qui étaient peut-être portés antérieurement par le camarade libéré dont il prenait la place, ou ne plaisaient-ils pas naturellement au soldat, qui conservait l'entrain et la gaieté inhérente à la jeunesse et au caractère français d'autrefois.

« L'usage de ces noms de guerre était général, sauf dans les régiments suisses et allemands, et dura depuis le seizième siècle jusqu'à la Révolution. Ils sont pour ainsi dire traditionnels, et l'on retrouve les mêmes dans tous les temps et dans tous les corps... Sous Louis XVI, on commence à trouver quelques soldats désignés dans les rôles de compagnies sous leur véritable nom ; mais c'est l'exception. Le déserteur, en revanche, n'est plus connu sous son nom de guerre, il n'est plus digne de le porter, du moment qu'il n'appartient plus à l'armée » (1).

Les vieux soldats n'étaient pas rares. Presque tous les hommes se rengageaient une ou plusieurs fois. Les corps étaient ainsi d'une solidité à toute épreuve.

Et, s'ils étaient vaillants aux jours de bataille, qu'ils étaient beaux les jours de parade ! Les fantassins blancs, les soldats suisses et irlandais rouges, les cavaliers bleus, les dragons et les chasseurs verts et les hussards

(1) BARBAUD, *loc. cit.*, t. I, p. 137-140.

multicolores avaient une égale crânerie sous les grands drapeaux à croix blanche ou les étendards portant le soleil et la fière devise : « *Nec pluribus impar* » qui pourrait être celle de l'armée française tout entière à toutes les époques.

« Tel était, dit Albert Duruy, ce système si décrié.

On voit qu'en dépit des déclamations accumulées contre lui par les âmes sensibles de la fin du XVIII^e siècle il n'était pas sans offrir de sérieuses garanties. L'Ancien Régime avait tout fait, et il y était presque parvenu, pour le régler et pour le moraliser. Au surplus, s'il se glissait encore, en dépit des prohibitions édictées, quelques mauvais sujets dans nos corps, le mal n'était pas grand. Tel vaurien qui se perd dans les villes, se réhabilite au régiment et fait souvent un excellent troupiier, qui donne l'exemple et qui entraîne les autres.— Et c'est avec des armées de stipendiaires et de vagabonds, il ne faut pas l'oublier, que Frédéric II a vaincu l'Europe ».

Et, plus loin, il dépeint les soldats du XVIII^e siècle comme étant « entreprenants, adroits, industriels, sachant s'arranger, se débrouiller, comme on dit, durs à la fatigue, solides au feu, calmes dans les retraites, ayant de la bonne humeur et la répandant autour d'eux, animant la tente ou la chambrée du récit de leur exploits et sachant sur les bouts des doigts l'histoire du régiment ; le type du vieux grognard enfin. Prenez un grenadier de Charlet, mettez-lui sur le dos un habit à

la française, sur la tête un tricorne et de la poudre ;
c'est le même homme, et entre les deux, il n'y a que
l'épaisseur d'une chanson de Béranger » (1).

(1) A. DURUY, *loc. cit.*, p. 32-33, 269, 279 et 280.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président de la Thèse,

E. CHÉNON.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

APPELL.

APPENDICE

Dans ce travail, il n'est traité que du recrutement des troupes réglées ; pour être complet, il eût fallu également parler de recrutement des troupes étrangères, parmi lesquelles des règles tout à fait particulières régissaient les troupes suisses ; il eût fallu parler des milices provinciales, premier essai de service militaire obligatoire pour le temps de guerre, par lesquelles la Monarchie faisait revivre le vieux principe que tout Français devait le service lorsque le pays était en danger ; il eût fallu consacrer un chapitre au recrutement des officiers, et enfin montrer de quelle façon la France était passée de l'armée de métier à la nation armée, système qu'ont adopté maintenant tous les pays du monde.

Les difficultés des temps présents ont empêché l'impression de cette partie du travail, qui est forcément incomplet.

ERRATA

Page 6, ligne 18 : au lieu de *sur*, *lire* *sus*.

Page 31, ligne 5 : au lieu de 50,000, *lire* 10,000.

Page 101, note 2 : au lieu de 753, *lire* 153.

Page 124, lignes 2 et 3 : au lieu de 1731 et 1736, *lire* 1741 et 1746.

Page 126, note : au lieu de LXIII, *lire* XLIII.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Les Origines

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Etats de 1439</i>	3
CHAPITRE II. — <i>Les compagnies d'ordonnance</i>	9
I. Création des compagnies d'ordonnance en 1445. — II. Leur organisation et leur recrutement. — III. Doléances des Etats de Blois ; ordonnance de Blois (1579). — IV. La Gendarmerie de France.	
CHAPITRE III. — <i>Les Francs-Archers</i>	19
I. Création des francs-archers ; ce n'était qu'une milice ; ordonnance de 1448. — II. Réorganisation de Louis XI. — III. Charles VIII tente de les réorganiser ; fin des francs-archers.	
CHAPITRE IV. — <i>Les bandes</i>	31
I. Louis XI crée une infanterie mercenaire ; taille des 10,000 hommes de pied. — II. Ce qu'étaient les bandes. — III. Les aventuriers. — IV. Premières règles pour le recrutement ; ordonnance de 1508. — V. Les abus : les passe-volants.	
CHAPITRE V. — <i>Les légions</i>	45
I. Institution des légions en 1534 par François I ^{er} ; c'est une résurrection des francs-archers. — II. Réorganisation de Henri II : précarité de cette institution.	
CHAPITRE VI. — <i>Les régiments</i>	53
I. Institution des régiments. — II. Les guerres de religion ; les Etats d'Orléans et de Blois. — III. Coup d'œil général sur cette période.	

DEUXIÈME PARTIE

L'armée permanente de Henri IV à 1789

CHAPITRE PREMIER. — *Henri IV et Richelieu* 63

I. Henri IV réorganise l'armée. — II. Désordres de la Régence. — III. Ministère de Richelieu ; le code Michau ; ordonnances contre les passe-volants. — IV. Prix des recrues. — V. Effectifs de paix et de guerre ; difficultés qu'éprouvaient les capitaines au moment des entrées en campagne. — VI. Mesures extraordinaires : la levée en masse de 1636 ; remplacement du service d'arrière-ban par la coopération au recrutement. — VII. L'enrôlement forcé pendant la guerre de Trente Ans ; enrôlement des déserteurs et des vagabonds ; ordonnance du 26 juin 1645 obligeant les villes et paroisses à fournir des volontaires. — VIII. L'armée de la Fronde.

CHAPITRE II. — *Les réformes de Louvois*. 91

I. L'œuvre de Louvois. — II. La durée du service portée à trois ans. — III. Suppression des passe-volants. — IV. Lutte contre les abus. — V. Importance des effectifs mis sur pied. — VI. Louvois tente de réprimer les violences ; les *fourés*. — VII. Barbézieux et Chamillart ; les petits régiments.

CHAPITRE III. — *Le règne de Louis XV* 119

I. Ordonnances des 2 juillet 1716 et 1^{er} mars 1717 ; interdiction d'enrôler des enfants et des écoliers, les miliciens et les étrangers. — II. Prix des hommes au xviii^e siècle. — III. Physionomie du recrutement au xviii^e siècle ; le racollement en temps de paix et en temps de guerre. — IV. Les officiers et soldats en congé doivent ramener des hommes. — V. Effectifs des compagnies ; le passage au pied de guerre se fait sans création de nouveaux régiments. — VI. Guerre de Sept Ans ; affaiblissement de la valeur des troupes. — VII. Ordonnance du 5 juillet 1760 : les préposés aux recrues.

CHAPITRE IV. — *Les réformes de Choiseul ; ses successeurs*. 145

I. Critique du système suivi jusqu'alors. — II. Ordonnances des 10 et 21 décembre 1762 ; origine de l'administration

militaire moderne. — III. Les régiments de recrues. —
IV. Retour au recrutement par les corps ; disparition des
abus. — V. Ordonnance du 20 juin 1788. — VI. Le recru-
tement à la veille de la Révolution.

APPENDICE 178

TABLE DES MATIÈRES

DE LA PARTIE NON IMPRIMÉE

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — *Les officiers.*

I. Composition essentiellement aristocratique du corps d'officiers ; la vénalité des charges. — II. Nomination et avancement des officiers avant Louis XIV. — III. Réformes de Louvois ; l'ordre du tableau. — IV. La noblesse de cour dans l'armée ; abus du nombre des officiers généraux. — V. La petite noblesse. — VI. Les bourgeois dans l'armée ; décision du Conseil de guerre du 25 avril 1718 ; ordonnance de 1750 créant la noblesse militaire. — VII. Les officiers de fortune. — VIII. Réformes du maréchal de Belle-Isle et du comte de Saint-Germain ; suppression des *colonels à la bavette* et réglementation de l'avancement ; les cadets-gentilshommes. — IX. Réaction aristocratique ; édit du 22 mai 1781 et ordonnance du 17 mars 1788. — X. Les écoles militaires.

CHAPITRE II. — *Les régiments étrangers.*

I. Les troupes étrangères dans l'armée royale. — II. Les régiments suisses ; les capitulations. — III. Les régiments allemands. — IV. Les régiments irlandais. — V. Les régiments italiens. — VI. Les houzards. — VII. Réformes de Choiseul. — VIII. Sort des régiments étrangers à la Révolution.

CHAPITRE III. — *Les milices provinciales.*

I. Création des milices provinciales. — II. Les *levées extraordinaires* pendant la guerre de Succession d'Espagne. — III. Rétablissement des milices par le duc de Bourbon. — IV. Rôle des milices pendant les guerres du XVIII^e siècle ; les grenadiers royaux. — V. Ordonnance du 27 novembre 1765. — VI. Les troupes provinciales. — VII. Abus dans le recrutement des milices provinciales : le remplacement. — VIII. Inégalités dans le tirage au sort ; les exemptions. — IX. Impopularité des milices. — X. Suppression des troupes provinciales en 1791.

QUATRIÈME PARTIE

L'armée permanente depuis 1789

CHAPITRE PREMIER. — *La Révolution et l'Empire.*

- I. Loi du 25 mars 1791 ; maintien de l'engagement volontaire. —
- II. Les volontaires nationaux. — III. Lois des 25 janvier et 8 juillet 1792. — IV. L'amalgame. — V. La levée en masse et la réquisition. — VI. La conscription ; loi du 19 fructidor an VI. —
- VII. Abus de la conscription sous l'Empire.

CHAPITRE II. — *Le régime des appels.*

- I. Loi du 10 mars 1818 ; le remplacement. — II. Loi du 21 mars 1832. — III. Loi du 25 avril 1856 ; l'exonération et les engagements avec primes. — IV. Loi du 1^{er} février 1868 ; rétablissement du remplacement ; la garde nationale mobile. — V. La guerre de 1870 ; les régiments de marche ; la garde nationale.

CHAPITRE III. — *Le service militaire obligatoire,*

- I. Lois du 27 juillet 1872 et 15 juillet 1889 ; les dispenses et le volontariat d'un an. — II. Loi de mars 1905 ; le service de deux ans et la suppression des dispenses ; retour au service de trois ans par la loi de 1913.

